

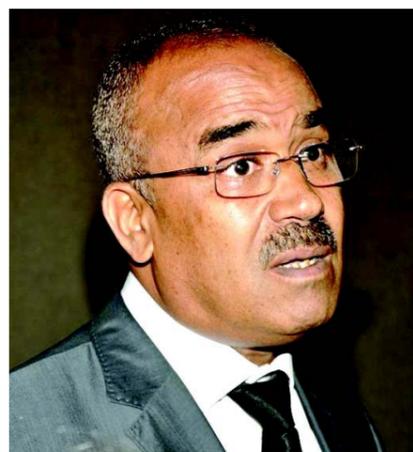
BATNA : LE BOTULISME FAIT DEUX MORTS P.2

Iftar	
Oran	20h26
Alger	20h14
Constantine	19h59

Imsak	
Oran	03h55
Alger	03h34
Constantine	03h23



BEDOUI PARLE DE FITNA ET DE COMLOT À GHARDAÏA P.2



Affaire des moines de Tibéhirine

UN RAPPORT QUI NE DIT RIEN DE NOUVEAU P.5



Près de 180 morts sur les routes en deux semaines P.5

Alger
2,5 kg d'héroïne saisis, un réseau démantelé P.5

Crime pour une parcelle de terre à Tissemsilt
Il tue par balle son frère et ses deux neveux P.5

OPINION P.7 & 8

Les enjeux géopolitiques de la dette grecque
ET LA CRISE DE L'EUROPE

Par Abdelhak Benelhadj

Renforcement des contrôles aux frontières LES BINATIONNAUX DOIVENT MONTRER PATTE BLANCHE P.3



Batna

Le botulisme fait deux morts

Un enfant âgé de 11 ans et un homme de 66 ans sont décédés, respectivement jeudi et vendredi, au service de réanimation du centre hospitalo-universitaire (CHU) de Batna.



R. N.

Ils faisaient partie des neuf malades suspects d'avoir contracté le botulisme. Selon le directeur de cet établissement, Abdelghani Belkhedim, l'enfant de 11 ans, qui résidait dans la ville de Kaïs, et l'homme de 66 ans n'ont pu résister à la maladie.

Les neuf personnes hospitalisées sont âgées de 15 mois à 66 ans. Elles sont issues des wilayas de Khenchela et de Batna. Six parmi elles «sont dans un état préoccupant», tandis que deux «vont mieux et pourront quitter l'hôpital dans deux ou trois jours.», ajoute la même source.

Pour rappel, une vaste campagne de prévention est menée dans les wilayas de Khenchela et de Batna pour inviter les citoyens à ne pas consommer du cachir ou du pâté de volaille, des denrées responsables, quand elles sont avariées, du botulisme.

Une quantité de 1.689 kg de cachir a été retirée à la vente dans les wilayas de Batna et de Khenchela à la suite de la détection, il y a une dizaine de jours, de neuf cas suspects de botulisme, selon le directeur régional du commerce, Brahim Khidri. Le cachir en question ainsi que 339 kg de pâté de volaille (luncheon de poulet) ont été placés dans des contenants scellés et conservés sous

froid dans les locaux des commerçants concernés en attendant le résultat de l'analyse bactériologique par l'Institut Pasteur d'Alger, a précisé ce même responsable. Pour l'heure, a-t-il ajouté, les 39 échantillons de cachir acheminés pour analyse au laboratoire régional de contrôle de la qualité et de répression des fraudes, sis à Constantine, se sont avérés sains.

Pour rappel, le 23 juin dernier, 7 personnes, 4 adultes résidant à Batna et 3 enfants évacués depuis la wilaya de Khenchela, présentant des symptômes du botulisme, se trouvaient sous surveillance médicale au service réanimation du centre hospitalo-universitaire (CHU) de Batna. Certains parmi ces patients avaient consommé du cachir et d'autres du pâté avariés dont l'origine a été identifiée et dont des échantillons ont été expédiés à l'Institut Pasteur d'Alger pour analyse.

Le botulisme (du latin botulinus signifiant boudin) est une grave maladie paralytique due à une neurotoxine bactérienne, dite toxine botulique, produite par différentes espèces de bactéries anaérobies. La consommation de cachir avarié avait provoqué, en juillet 1998 à Sétif et ses environs, une importante propagation de botulisme qui a causé la mort de 44 personnes et l'hospitalisation de dizaines d'autres.

Une fabrique de jus traditionnel fermée

Une fabrique de jus traditionnel de type «Cherbet» vient de faire l'objet d'une décision de fermeture pour «non-conformité en matière d'hygiène», a indiqué jeudi à l'APS le directeur régional du commerce, Brahim Khidri. Le jus stocké dans l'enceinte de l'unité, conditionné dans 2.530 sachets d'une contenance d'un litre, a été saisi «provisoirement» en attendant le résultat des analyses par le laboratoire d'hygiène d'échantillons du produit, a fait savoir ce responsable. Les locaux où était fa-

briqué le «Cherbet» à raison de 6.000 litres par jour, inspectés mercredi, sont en fait une sorte de «grand hangar dépourvu de tout équipement de réfrigération et où les règles les plus élémentaires d'hygiène sont totalement absentes», a souligné le directeur régional du commerce. De l'eau du robinet constituait le principal composant de ce jus traditionnel fabriqué sous le label d'une entreprise enregistrée et élisant domicile dans la wilaya d'Aïn-Defla, a encore indiqué M. Khidri.

Bedoui parle de fitna et de complot à Ghardaïa

Le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales Noureddine Bedoui a affirmé jeudi à Ghardaïa que l'Etat veillerait à l'application «rigoureuse» de la loi contre tous ceux qui «s'avisent de porter atteinte à l'ordre public ou compromettre l'avenir de cette wilaya». «Je rappelle que nous agissons avec rigueur, dans le cadre des lois de la République, avec ceux qui attisent la fitna et la discorde», a insisté, lors d'une rencontre avec les membres de la société civile, des élus et des notables de la wilaya de Ghardaïa, M. Bedoui pour qui «aucune complaisance n'est tolérée avec quiconque s'avise d'attenter à la sécurité de nos enfants et nos frères à Ghardaïa ou de compromettre l'avenir de la région». M. Bedoui est arrivé jeudi matin dans la wilaya de Ghardaïa, accompagné du directeur général de la Sûreté nationale, le général major Abdelghani Hamel, du représentant du commandement général de la Gendarmerie

nationale, ainsi que des secrétaires généraux de plusieurs départements ministériels. Lors de cette visite, M. Bedoui a présidé la cérémonie d'installation de la commission interministérielle chargée de l'examen des voies et moyens de consolider la maîtrise de la situation dans cette wilaya. Bedoui a affirmé que l'Etat était déterminé à poursuivre les efforts et consentir les moyens nécessaires pour le retour définitif de la stabilité dans cette wilaya. «L'Etat est décidé à poursuivre les efforts de réconciliation avec le concours de sages et notables de la région pour rapprocher les antagonistes (malékites et ibadites), a assuré M. Bedoui. Il a toutefois soutenu que «l'objectif escompté ne saurait se réaliser sans l'apport efficace des notables et sages des deux parties pour conforter les initiatives de l'Etat en faveur du retour de la stabilité dans la région. Il a appelé à tirer les enseignements de l'histoire nationale et à s'inspirer de l'esprit de la charte de paix et

de réconciliation nationale et des valeurs et traditions de la société algérienne. Pour le ministre, les «événements tragiques qui frappent sporadiquement Ghardaïa sont le fait des tenants de la fitna et de la discorde et de vils complots ourdis par des parties tendancieuses» qui veulent semer la division parmi les populations de cette wilaya. «Ces incidents qui ont des causes diverses s'inscrivent dans le cadre des vils complots ourdis par des parties tendancieuses pour attenter à notre sécurité et notre stabilité», a-t-il prévenu. Il a mis en garde contre «cette situation qui ne profite qu'aux détracteurs du pays», faisant remarquer le recul des activités commerciales, touristiques et économiques qui en a découlé. Il a par la même occasion rappelé les appels du président de la République Abdelaziz Bouteflika à faire prévaloir les vertus de dialogue, de tolérance et d'entente prônées par l'islam ainsi que les principes de respect de l'autre.

ANALYSE

Abdelkrim Zerzouri

Tournure dramatique dans l'affaire de la toxi-infection qui sévit ces derniers jours à Batna et Khenchela à la suite de la

consommation de casher ou de pâté de volaille. Après le décès jeudi dernier d'un enfant de 11 ans au service de réanimation du centre hospitalo-universitaire (CHU) de Batna, un homme de 66 ans, admis le 23 juin dans le même service, a subi hier le même sort. L'homme a succombé à un arrêt cardio-respiratoire, son organisme n'ayant pu résister à la maladie, indiquent des sources médicales. Les deux patients décédés ont été admis au CHU Batna en compagnie de 7 autres personnes suspectées d'avoir contracté le botulisme. Et l'on signale que 5 parmi les patients hospitalisés se trouvent dans un état jugé «préoccupant», d'où des craintes de voir le bilan macabre s'alourdir dans les prochaines heures. Il y a une dizaine de jours, neuf cas suspects de botulisme ont été hospitalisés au CHU Batna, et les résultats auxquels est parvenu le laboratoire d'hygiène de la wilaya, après analyse d'échantillons de casher, sont «positifs». Bien sûr, il reste à confirmer ces résultats des analyses par le laboratoire de référence, celui de l'Institut Pasteur en l'occurrence, auquel revient le dernier mot pour déterminer s'il y a ou non présence de la toxine responsable du botulisme (clostridium botulinum, ndlr), mais ce n'est pas plus qu'une formalité. Le casher de la mort a encore frappé 17 ans après le drame survenu à Sétif, lors de l'été de l'année 1998, où pas moins de 44 personnes ayant consommé du casher avarié sont décédées. Après ce «massacre collectif», le casher avait provoqué l'effroi chez les consommateurs, plus personne ne voulait en manger. Les autorités compétentes, quant à elles, ont dû mettre au diapason toute une réglementation afin de mieux codifier la production, le transport et la commercia-

lisation de produits alimentaires réputés fragiles.

Aujourd'hui, grâce à la loi n°09-03 du 25 février 2009, relative à la protection du consommateur et

à la répression des fraudes, les sanctions prévues sont draconiennes, pouvant aller jusqu'à la peine de réclusion criminelle à perpétuité pour les cas d'intoxication, notamment celles provoquant le décès du consommateur. Mais cela ne semble guère dissuader les commerçants véreux. Les intoxications alimentaires constituent un souci permanent pour les Algériens, surtout en période caniculaire. Durcissement de loi ou pas, les produits avariés tuent encore ! Mais, à quoi cela peut-il servir de durcir la loi si aucun coupable ne subit toute sa rigueur ? Le consommateur doit prendre toutes ses précautions, certes, mais c'est au commerçant de veiller aux conditions de salubrité, d'hygiène et de stockage sans rupture de la chaîne de froid. Les énormes quantités de produits alimentaires avariés qui ont été saisies durant ces deux dernières semaines n'auront pas été d'un grand secours pour les deux victimes décédées. Peut-être bien qu'il est grand temps de ne plus se contenter de saisir les produits alimentaires avariés mais de sévir aussi contre ceux qui mettent en danger la santé des gens. Les brigades de contrôle jettent souvent la balle à la justice, devant laquelle atterrissent les dossiers ficelés de coupables qui finissent par se tirer d'affaire sans égratignures. Ces derniers jours même, on a retiré de la vente près de 1700 kg de casher à Batna et Khenchela, on a même lancé des mises en garde à la population d'éviter de consommer du casher, mais on n'a pas encore osé dire le moindre mot sur la marque commerciale de ce casher ! Quant à lancer une information judiciaire et une procédure d'arrestation du (ou des) coupable(s), pour le moment les choses sont en berne.

Tirage du N° 6268
119.565 exemp.

Le Quotidien
D'ORAN
Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.92.12.11
Fax : 031.92.12.22

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52- Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Renforcement des contrôles aux frontières

Les binationaux doivent montrer patte blanche

Etre algérien et avoir un titre de voyage étranger ou un passeport rouge bordeaux n'a pas que des avantages.

S. M.

Et se présenter à l'aéroport ou au port avec un passeport étranger peut tourner au cauchemar pour les binationaux. Nombreux ont découvert, à leur grand regret, en passant devant les contrôles de la police aux frontières que débarquer sans passeport algérien avec seulement un titre de voyage étranger et sans visa est un motif de refoulement. Plusieurs compatriotes binationaux ont ainsi été interdits d'entrer au territoire par la police aux frontières pour défaut de visa. Il s'agirait, selon certaines sources, de mesures prises dans le cadre d'un durcissement des contrôles d'identité aux frontières pour empêcher des infiltrations d'éléments djihadistes venant d'Europe sur le sol national. L'Algérie serait en effet devenue ces derniers mois un pays de transit pour les djihadistes européens qui espèrent se rendre en Libye ou en Tunisie pour semer le chaos. Les compatriotes binationaux refoulés aux frontières ces dernières semaines font en fait les frais de leur crédulité dans les effets d'annonce de nos responsables. Mi-avril dernier, des facilitations avaient été annoncées pour permettre aux binationaux de se rendre en Algérie avec simplement un passeport algérien et un passeport étranger. La mesure, qualifiée de temporaire, était valable jusqu'au 30 septembre prochain. Les compatriotes binationaux qui ont débarqué ces dernières semaines dans les aéroports et les ports pour passer le ramadhan au bled ont rapidement découvert qu'aucune facilitation n'avait été prévue pour les détenteurs de passeports étrangers. «Se présenter à la PAF avec un passeport étranger, surtout français, est très mal vu par les policiers algériens.

Dans les meilleurs des cas, tu risques une fouille de fond en comble par les

douaniers», raconte ce ressortissant algérien résidant à l'étranger. Les témoignages des binationaux sur leurs mésaventures dans les ports et les aéroports algériens ne manquent pas. Contrôles rigoureux, interrogatoires poussés, refoulements... Le collectif contre la cherté du transport vers l'Algérie (CCTA) n'a cessé de dénoncer cette «bureaucratie qui freine les arrivées dans les ports et aéroports algériens». «Pourquoi on peut entrer en France avec un passeport algérien et une pièce d'identité française. Cependant, on ne peut pas entrer en Algérie avec un passeport français et une pièce d'identité algérienne?», regrettent les responsables du CCTA. Mettant l'accent sur la situation anarchique et les longues files d'attente devant les consulats algériens en France, les membres de ce collectif énumèrent une liste de défaillances qui rendent la vie dure aux ressortissants algériens contraints d'attendre des heures et des heures pour avoir les bons documents afin de pouvoir se rendre en Algérie. Ils soutiennent que les consulats algériens en France sont dépassés, voire même débordés, face à la demande des ressortissants algériens, notamment les renouvellements des passeports biométriques.

Du côté de la police des frontières, un commissaire affirme : «Il n'y a pas eu de durcissement des contrôles dans les aéroports et les ports. Il s'agit seulement de contrôle de routine. Les détenteurs de passeports français doivent avoir un visa délivré par nos services consulaires en France ou dans un autre pays étranger. Un passager, même s'il est de nationalité algérienne, qui se présente avec seulement un passeport étranger sans visa à l'aéroport sera systématiquement refoulé. Il s'agit d'une procédure ancienne prise dans le cadre du principe de réciprocité».



Ph.: Arch.

Raina Raïkoum

Ahmed Farrah

Vision faible, navigation à vue

Les populations à travers le monde se désintéressent de plus en plus de la gestion des affaires politiques de leurs pays et ressentent une impuissance générale qui les angoisse. La désillusion est si grande qu'ils se soumettent à la fatalité, à la résignation et à l'attente des jours meilleurs. Ils rejettent complètement leurs gouvernants et la classe politique pour leur incapacité d'améliorer leur quotidien. Ils trouvent que leurs dirigeants ne mesurent pas le désarroi dans lequel ils se trouvent et qu'ils sont incapables de prendre les décisions pour faire face à des situations souvent dramatiques, comme le chômage et la protection sociale des laissés pour compte. Les discours politiques ne sont plus porteurs, sont souvent populistes, démagogiques et vides de tout sens.

Cette rage contre les politiques n'est pas seulement dirigée contre les gouvernants, mais aussi contre l'opposition qui n'est pas prise au sérieux, pour sa posture incompréhensible et son projet qui ne cadre pas avec sa capacité à le mettre en phase avec les espérances des citoyens. Que des promesses irréalisables, miroités et que des mots vides qui sonnent creux. Au lieu d'induire des actions réelles qui rendent au peuple son estime de soi et sa fierté pour son pays, les décideurs ouvrent la vanne et gaspillent les ressources, dans des politiques de soutien non sensées, inefficaces et sans résultats à moyen terme et ruineux à long terme. A cet instant précis, la vision reste floue, les idées manquent et aucun sens de direction n'est clairement indiqué, c'est le calme plat, personne ne se soucie de quoi sera fait demain. Pour ceux qui la lune n'est pas au bout du doigt, les initiés, les conscients et les clairvoyants savent qu'à cette vitesse de rotation, la centrifugation risque de les projeter sûrement hors de la trajectoire. Quand les voisins captent les investissements étrangers par milliards de dollars, l'Algérie des gloutons a peur de la disette et s'achemine vers les privations. Comment évoquer aujourd'hui les bons de consommations dans un pays qui a eu suffisamment de stabilité politique et sociale pour se doter d'une économie créatrice de richesse? Que du gâchis et des dilapidations, quand à côté, sans pétrole ni

gaz, ils réussissent à financer leur autoroute par un consortium étranger, créent des zones franches, qui attirent les grands constructeurs d'automobiles et les grands équipementiers qui génèrent de centaines

de sous-traitants locaux avec une incidence positive sur la création d'emplois directs et indirects. Le Maroc s'industrialise et prend la pole position des pays africains dans la production d'automobiles. L'Algérie reste cet importateur de quinquillerie et de camelote qui n'arrive même pas à produire le contenu de l'assiette de ses «citoyens». Pourquoi cette crainte des étrangers à l'égard d'un pays qui concentre tous les atouts qui font de lui un pays attractif et attrayant : situation géostratégique, énergie bon marché, coût de main-d'œuvre compétitif...? L'Algérie ne s'est pas adaptée à l'économie moderne, elle est restée figée au temps du dirigisme et de la centralisation de la décision, elle est devenue le pays des invraisemblances où les poubelles se rassasient de pain jeté là où viennent manger les démunis, le pays où 1 litre de gas-oil est moins cher qu'une bouteille d'eau minérale, le pays qui a construit des «universités» dans chaque coin perdu, véritables fabriques de bataillons de chômeurs, un pays qui néglige les métiers de l'avenir: le numérique et le développement durable, un pays qui ignore sa souveraineté numérique...etc. L'Algérie est malade de ses hommes qui n'ont pas su la doter de mécanismes de performance économiques. Avoir un projet de société pour un État est la seule façon de le pérenniser, de garder sa souveraineté et de donner l'égalité des chances aux citoyens qui le composent. La justice sociale et la cohésion sociale donnent plus de crédibilité à cet État et de la légitimité à ses gouvernants, s'ils sont librement choisis. Un projet de société fiable n'est pas la copie conforme d'une autre expérience importée d'ailleurs, ni concocté dans des cabinets d'expertise et livré clé en main. A chaque État ses spécificités historiques, sociales, culturelles et sa position géostratégique qui le caractérisent. Mais si l'avenir des populations reste attaché derrière eux et si leur destin se fait sans eux, la suite fera le lit aux crues dévastatrices du fleuve qui coule en Mésopotamie.

Travaux publics

Restructuration annoncée des entreprises publiques

Le ministre des Travaux publics, Abdelkader Ouali, a indiqué qu'un plan de restructuration des entreprises publiques relevant de son secteur serait prochainement soumis au Conseil des participations de l'Etat. M. Ouali, qui effectuait une visite d'inspection à des laboratoires et bureaux d'études nationaux à Alger, a indiqué que le plan de restructuration concernait la réorganisation des entreprises relevant du secteur sous forme de trois nouveaux complexes.

Le premier complexe englobera les entreprises actives dans le domaine de l'ingénierie et des études, le deuxième sera composé des entreprises portuaires et aéroportuaires alors que le troisième renfermera les maîtres d'œuvre spécialisés dans la réalisation des routes et infrastructures de base.

«La stabilité du secteur et l'atteinte des objectifs ne se mesure pas à l'aune du volume des dépenses, ni à la valeur des marchés, mais plutôt à sa capacité organisationnelle et à l'harmonisation des actions entre différentes parties concernées», a souligné le ministre. Dans ce contexte, M. Ouali a mis en avant l'importance du rôle des laboratoires et des bureaux d'études dans la concrétisation de cette vision, d'où l'importance de la formation.

MISER SUR LA FORMATION POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE DU SECTEUR

Dans ce cadre, M. Ouali a appelé les laboratoires et les bureaux d'études à recourir aux partenariats «fructueux» avec les entreprises

étrangères du domaine afin de garantir le transfert des expériences et des expertises et la formation des formateurs comme clause principale devant figurer dans les contrats. Les laboratoires et bureaux d'études sont également appelés à consolider leurs relations avec les universités algériennes en définissant leurs besoins en matière de formation afin qu'elle soit plus adaptée à la nature des métiers, selon le ministre.

Il a, par ailleurs, annoncé l'organisation de sessions de formation, à partir d'octobre prochain, au profit des travailleurs du secteur et ceux des bureaux d'études, des laboratoires et des maisons cantonnières.

Le ministre a ainsi appelé les laboratoires à élargir leur action à l'international en exportant leurs services, rappelant l'expérience du

laboratoire des études maritimes qui a réalisé plusieurs études à l'étranger, notamment en France, au Liban, au Bénin, en Nouvelle-Calédonie, et la Société algérienne d'études d'infrastructures ayant effectué des études dans plusieurs pays africains (Mauritanie, Niger, Tchad, Mali et autres).

S'adressant aux cadres et travailleurs de l'Organisme national de contrôle technique des travaux publics (CTTP), le ministre a mis l'accent sur l'impératif de remédier aux dysfonctionnements au sein de cet organisme appelant à faire preuve de responsabilité, d'assiduité et à mettre l'intérêt public au-dessus de tout. Par ailleurs, la signalisation routière sera de nouveau installée le long de l'autoroute Est-Ouest en deux étapes à partir du 15 juillet, a fait savoir le ministre.

Importation de médicaments

Le cabas à la rescousse

Yazid Alilat

Adéfaut d'un ministère qui s'occupe de la santé, faut-il réfléchir aujourd'hui à un ministère qui ne s'occuperait que du médicament ?

Car le marché algérien des médicaments est ainsi traversé en permanence par des périodes de pénuries et de ruptures de stock qui en disent long sur la manière dont est géré depuis de très nombreuses années ce segment capital de la santé publique en Algérie. En réaction à une situation alarmante en matière de disponibilité de médicaments, dont ceux pour certaines pathologies graves ou pour certaines maladies chroniques, le ministre de la Santé, Abdelmalek Boudiaf, a cru bon d'intervenir pour annoncer qu'un seul parmi des dizaines de médicaments introuvables sur le marché national est disponible. Dans une déclaration en marge d'une session au Conseil de la Nation, il a en fait répondu à des articles de presse qui relevaient le manque de certains médicaments. Selon lui, 75.000 boîtes de Cintrom sont disponibles sur le marché national, réfutant ainsi l'existence d'une pénurie de ce médicament destiné aux personnes atteintes de maladies cardio-vasculaires. Pour lui, il y a actuellement 75.000 boîtes de Cintrom sur le marché national, y compris au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux. Mieux, M. Boudiaf va jusqu'à affirmer que «la campagne menée par certains médias faisant état d'une pénurie de certains médicaments dans les agences pharmaceutiques est infondée». Pourtant, juste après la publication d'enquêtes sur l'indisponibilité de ce médicament, celui-ci comme par miracle est réapparu dans les officines. Pour le ministre, le retard dans la réception des médicaments est dû à «des dysfonctionnements dans la gestion, ce qui entraîne ces ruptures». Pourtant, tous les spécialistes du secteur de la santé savent qu'en Algérie la gestion du médicament reste très aléatoire, en l'absence de l'agence nationale du médicament.

Si le ministre insiste sur la disponibilité du Cintrom, pour les malades atteints de troubles cardio-vasculaires, combien est le nombre de ces médicaments introuvables sur le marché national, pour la simple raison qu'ils ne sont pas importés en quantité suffisante. Selon un porte-parole du syndicat national des pharmaciens d'officines (SNAPO), «la gamme des produits ou médicaments en rupture est très large», dont Avlocardyl, essentiellement utilisé pour prévenir et traiter les troubles cardio-vasculaires, Aldomet, destiné aux femmes enceintes hypertendues mais aussi Plyginax. Pour le problème du Cintrom, il est fourni au marché national exclusivement par un seul laboratoire, qui a décroché le marché pour ce produit, avec une exclusivité qui le rend incontournable, alors que les responsables au ministère de la Santé auraient été bien inspirés s'ils avaient mis en place un second opérateur pour éviter les pénuries, qui, dans le cas présent, signifie un grand stress pour les malades, qui peuvent tout simplement mourir. Et, dans ce registre, il y a également Deponit 5 et 10 (sous

forme de patch) pour réduire la pression sanguine sur le cœur notamment, qui reste lui également introuvable, a confirmé un journaliste du Quotidien d'Oran auprès de malades et de pharmaciens à Alger.

L'INCONTOURNABLE CABAS

Deponit est même rationné par certaines officines, à raison d'une boîte par patient, a-t-on constaté. Et la liste des médicaments introuvables sur le marché national est longue, dont certains types de stallergènes, que l'Institut Pasteur d'Algérie n'a mis sur le marché national que depuis au moins deux années. «C'est la seconde fois, en ce mois de juin, que j'achète Alustal DPT-df, en l'espace d'une année auprès d'un pharmacien à Alger, qui s'approvisionne auprès de pharmacies de Tunisie. C'est simple, sur la boîte de ce flacon bleu, pour le rappel, est mentionné Pharmacie Centrale de Tunisie. J'aurais préféré y lire Institut Pasteur d'Alger», nous explique une malade qui s'est résignée à ne pas trouver ses stallergènes sur le marché national. «Je sais que le directeur général de l'Institut Pasteur est au courant de ce fait, car il a été sollicité directement il y a plus d'une année. En vain», ajoute la même malade au Quotidien d'Oran.

Beaucoup de praticiens et de professionnels du secteur du médicament pensent aujourd'hui que pour régler durablement ce problème, «il faut mettre en place l'agence nationale du médicament. La loi existe, il faut juste la faire adopter par le parlement». En attendant, le système «D», celui du «cabas», fonctionne toujours en Algérie, où des réseaux de pharmaciens se sont constitués pour acheter de Tunisie et du Maroc les produits introuvables sur le marché national. Pourtant, il existe en Algérie, actuellement, 73 unités de production de médicaments, incapables pour l'heure de répondre à la demande.

Enfin, certains milieux spécialisés pointent du doigt des instructions internes au ministère de la Santé qui insistent sur la réduction de la facture des importations de médicaments. La tendance est confirmée par les chiffres des douanes selon lesquels la facture des importations de produits pharmaceutiques a baissé à 468,6 millions de dollars durant les quatre premiers mois de 2015 contre 774,54 millions de dollars à la même période en 2014, un recul de 39,5%. En volume, la même tendance est observée : durant les quatre premiers mois de 2014, les achats à l'étranger de médicaments se sont établis à 8.635 tonnes et 7.422 tonnes à la même période de 2015, une baisse de 14%, selon les Douanes algériennes. Et, cet état de fait a provoqué, selon les syndicats de pharmaciens, la rupture de stock ou l'indisponibilité de plus de 100 médicaments dont ceux pour la tension artérielle, les antibiotiques, les antidouleurs, les antalgiques, les médicaments pour l'asthme et les stallergènes, etc. Bref, en dépit des assurances du ministre, la situation reste difficile pour les personnes atteintes de maladies chroniques, dont certaines se demandent jusqu'à quand va durer «le cabas» ?

Benbitour

Plaidoyer pour le changement du système de gouvernance

M. Aziza

Ahmed Benbitour continue à plaider pour le changement de tout le système de gouvernance, pour engager des changements de fond et réussir la transition politique et économique, afin d'endiguer la crise multidimensionnelle que vit le pays. Une crise qualifiée par Benbitour de plus grave que celle vécue en 1986. Lors d'une soirée-débat organisée jeudi dernier par la LADDH, à Alger, sur «l'impact des mesures de rigueur budgétaire sur les droits sociaux, culturel et économique des Algériens», Benbitour a affirmé que la société algérienne fait face à une crise politique, économique et sociale, à une crise identitaire et sécuritaire, à une mauvaise gouvernance, à la fuite des cerveaux et l'affaiblissement de la classe moyenne. Il préconise en urgence la mise en place de mécanismes d'une transition politique et économique intelligible et en toute transparence dans le cadre d'une division concordante et globale.

Pour Benbitour, c'est une condition nécessaire pour une mutation tranquille de la société algérienne avec ses différences, loin de toute violence, exclusion ou insécurité, autrement dit pour éviter le chaos.

Plus précis, le conférencier recommande un diagnostic de l'état moral de la nation et l'état de l'économie nationale en vue de définir un contrat social, un modèle d'un développement humain, les formes d'organisation et de fonctionnement des institutions politiques, économiques et administratives ainsi qu'une forme de partenariat entre l'Etat, la société civile et le marché. Mais pour Benbitour, ce diagnostic et la conception d'un contrat social ne peuvent pas se faire avec les acteurs du système en place. «Il faut changer tout le système de gouvernance pour engager une transition économique fiable et choisir des partenaires légitimes capables d'engager des négociations pour ce contrat».

Benbitour est revenu sur la crise économique du pays en affirmant qu'elle existe depuis plusieurs années, mais elle a été tout simplement masquée en 2002 par l'aisance financière conjoncturel-

le due au prix du pétrole élevé. Et de préciser que toutes les conditions structurelles d'une telle crise étaient présentes. «Il en fallait s'en inquiéter sérieusement». Il précise que nous subissons une suite logique d'une politique budgétaire très fortement expansionniste et laxiste au moment même où le pays enregistre une baisse de la production et une augmentation notable de l'énergie, ce qui débouche sur une forte baisse des exportations hors hydrocarbures. Il explique en langage de chiffres que le volume des exportations justement a connu une baisse de 25,6% entre 2006 et 2011. Elles ont connu une autre baisse de 10% en 2011 et elles continuent à baisser dès lors jusqu'au jour d'aujourd'hui. Et de souligner que malgré cela, et malgré la baisse en volume, notre pays a enregistré des fortes dépenses budgétaires sur la fiscalité pétrolière. Le prix du baril qui permettait d'équilibrer le budget est passé de 34 dollars en 2005 à 115 dollars en 2011, et 130 en 2012. Il y a eu par contre recours au Fonds de régulation pour combler le déficit budgétaire. Et le comble, en 2014, «nous avons enregistré une baisse des prix et des quantités exportées, soit une accélération de la baisse des recettes». Le conférencier a critiqué en fait le comportement des autorités budgétaires face à cette situation. Un comportement, selon Benbitour, caractérisé par plus de laxisme, puisque le budget de fonctionnement de 2011 était en augmentation de 47% par rapport à celui de 2010. «Le budget de fonctionnement augmente en une année seulement de 47%, c'est irraisonnable !» s'est-il indigné. Pour Benbitour, il faut analyser la chute des prix du pétrole avec le contrat social, où on remarque que les autorités budgétaires ont dépensé plus quand les recettes de la fiscalité pétrolière ont baissé et elles ont dépensé moins au moment où le pays était à l'aise financièrement. «On a enregistré une augmentation de 23% seulement du budget de fonctionnement en 2012 par rapport à 2011». Et de préciser que le système en place a misé uniquement sur le secteur des hydrocarbures, pourtant ce secteur n'assure que 4% du nombre des emplois, alors

qu'il présente 40% du PIB et 98% de recettes en devises. Mais, regrette-t-il, au moment où il fallait engager des directions de réflexions pour apporter des réponses claires à ces questions, l'on a assisté à la naissance de la petite corruption et le règne de l'incompétence. Et après la libération du commerce extérieur, des forces ont agi pour faire une place dans l'échiquier politique et c'est la naissance de la grande corruption et la menace d'accaparement de l'Etat au profit des intérêts privés. Il y a eu également la marginalisation des intellectuels et de la classe moyenne qui devait servir de locomotive pour le changement et le développement.

Benbitour précise qu'il faut bien noter qu'il y a un lien fort entre la moralité, réforme économique et changement. Une mise en œuvre hésitante des réformes pousse fatalement vers la corruption au lieu d'encourager la compétitivité, a-t-il fait remarquer. Pour Benbitour, les obstacles sont beaucoup plus politiques et la responsabilité incombe aux personnes qui président et dirigent le pays.

L'économiste et docteur en sciences politiques, Mourad Ouchichi, conforte les propos d'Ahmed Benbitour en affirmant qu'il y a une mainmise du politique sur l'économie et cela depuis l'indépendance, ce qui a conduit à l'échec des modèles économiques en Algérie. Il a estimé que le régime politique en place n'a pas une volonté pour un véritable changement, pour la simple raison qu'il ne veut pas perdre le pouvoir économique, car s'il perd ce pouvoir, il perdra automatiquement le pouvoir politique. Il conclut sur la répercussion de cette crise en prédisant une exaspération de la lutte des clans en haut et la prolifération de l'extrémisme religieux en bas, dans un contexte international très propice. Sur le plan économique, il y aura certainement une réduction des équipements au profit des entreprises «qui se fera en douceur et en catimini». Et le privé sera certainement réorienté vers d'autres activités que la production, en raison de la dépréciation du dinar qui va s'accroître. «Le privé ne pourra plus acheter de la matière première».

Crash du vol d'Air Algérie

Dysfonctionnements «accablants», selon les avocats des victimes

Les dysfonctionnements révélés par l'enquête judiciaire sur l'accident de l'avion d'Air Algérie qui avait fait 116 morts en juillet 2014 au Mali sont «accablants» pour la compagnie algérienne et Swiftair, auprès de qui l'avion avait été affrété, a déclaré vendredi à l'AFP un avocat de victimes, Me Bertrand Courtois. «Il y a eu une succession d'erreurs, de maladresses et d'incompétences qui, à la fin, coûtent chers», a estimé de son côté la présidente de l'association des victimes françaises, AH5017 Ensemble, Sandrine Tricot, contactée par l'AFP. Les familles des victimes ont été reçues mardi par les juges d'instruction en charge de l'enquête à Paris. «Nous avons été un peu abasourdis», résume Sandrine Tricot. Le vol Ouagadougou-Alger s'était écrasé le 24 juillet 2014 dans le nord du Mali. Le McDonnell 83,

affrété par Air Algérie auprès de la compagnie espagnole de leasing Swiftair, transportait 110 passagers, dont 54 Français, des Burkinabés, des Libanais, des Algériens et six membres d'équipage, tous Espagnols. La cause principale de l'accident, déjà révélée par le Bureau français d'enquêtes et analyses (BEA), réside dans la non-activation par les pilotes du système d'antivivres des moteurs, ce qui a pu provoquer le décrochage de l'avion. Les familles ont aussi appris que le pilote a tenté de maîtriser l'inclinaison de l'avion en tirant le manche vers lui, alors qu'il aurait dû le pousser en avant, explique la présidente de l'association. D'autres éléments troublent les familles des victimes: si le pilote et le copilote avaient respectivement 12.000 et 7.000 heures de vol à leur actif, tous deux étaient des saisonniers, exer-

çant ce métier durant six mois de l'année, et ils n'avaient volé qu'une fois en Afrique. «Il s'agit pourtant d'une zone où la météorologie est difficile», estime Bertrand Courtois, qui représente les proches de 52 victimes, dont 47 françaises. Autre question aux yeux des victimes: pourquoi n'y avait-il pas à Ouagadougou de personnel au sol spécialisé dans les avions McDonnell Douglas, ce qui a ajouté une charge de travail à l'équipage, selon la présidente de l'association. «Pourquoi le plan de vol a changé avant le décollage?», demande aussi Sandrine Tricot. L'avocat demande «une pleine coopération de l'Algérie et d'Air Algérie, qui n'est pas acquiescée aujourd'hui». Selon la présidente de l'association de victimes, «les juges n'ont même pas encore pu récupérer le contrat qui lie Air Algérie et Swiftair».

Affaire des moines de Tibéhirine
Un rapport qui ne dit rien de nouveau

Moncef Wafi

Ce qui tient lieu de nouvelles révélations dans l'affaire des moines de Tibéhirine n'est ni plus ni moins que l'officialisation d'une version défendue, en octobre dernier, par l'avocat des familles des moines, Patrick Baudouin, après la fin de mission des deux magistrats français, Marc Trevidic et Nathalie Poux, en Algérie.

L'expertise française «de visu», se basant sur des photos «d'assez médiocre qualité» prises le 30 mai 1996, quand ont été découvertes les têtes des sept moines trappistes, ainsi que sur les prélèvements issus des exhumations des têtes qui n'ont pas quitté l'Algérie, révèle que leur mort serait antérieure à la date avancée, dans un communiqué de revendication du GIA, rendu public le 23 mai 1996 et daté du 21. «L'hypothèse d'un décès entre le 25 et le 27 avril 1996, tel qu'il est évoqué dans une pièce de procédure, apparaît vraisemblable», selon les conclusions de cette expertise, datée de lundi et présentée, jeudi, aux proches des sept moines assassinés par le juge d'instruction au pôle antiterroriste du Tribunal de Grande Instance de Paris, Marc Trévidic. L'autre élément qualifié de «troublant» est le résultat des examens des têtes des moines accréditant «une décapitation post mortem». Les têtes, retrouvées au bord d'une route le 30 mai 1996, ont, sans doute, été exhumées pour être de nouveau enterrées : «Les éléments botaniques et la présence de terre différente de celle du cimetière de Tibhirine, observés dans et sur les crânes sont en faveur d'une première inhumation», estiment les experts. Ils soulignent, également qu'il est retrouvé des lésions évocatrices d'égorgeage chez trois d'entre eux, égorgeage suffisant pour être à l'origine directe de la mort», précisant qu'il n'y a pas d'impact de balles sur les crânes. Deux faits qui sont assez significatifs, dans l'esprit de la défense des familles des moines relayée par la presse française pour décréter que les conclusions partielles des experts français ont relancé les doutes sur la version officielle d'Alger sur l'affaire du monastère de Tibéhirine malgré les mises en garde de ces mêmes experts. Ils notent, ainsi, qu'«en l'absence des corps», la cause des décès «ne peut pas être affirmée». De son côté, Marc Trevidic a estimé les conclusions des experts «à 80 %, sur les causes de la mort et la date de la mort», regrettant de ne pas pouvoir disposer des prélèvements faits en Algérie. Il ira même jusqu'à demander à Paris d'exercer des pressions sur Alger pour débloquent la situation. Une question déjà soulevée par Me Baudouin qui n'avait pas hésité à accuser les autorités algériennes de confisquer des preuves. Tayeb Louh, ministre de la Justice et garde des Sceaux, avait affirmé, dans une déclaration à l'APS, que la justice algérienne «accomplit son travail normalement» à propos de cette affaire, en respectant les «procédures judiciaires (...) conformément à la loi au niveau du juge d'instruction chargé de l'affaire».

En refusant au juge d'instruction français de rentrer en France avec les prélèvements, réalisés sur les dépouilles des religieux, Alger s'est retrouvée la cible d'accusations aussi gratuites qu'infondées puisque Marc Trévidic, avant son déplacement en

Algérie avait déclaré que «les spécialistes des deux pays travailleront ensemble, le juge algérien chapeautera et je serai présent».

ENQUÊTE ET CONTRE-ENQUÊTE

De son côté, le ministre algérien de la Justice avait précisé que «la procédure d'expertise et d'autopsie sera assurée par des experts algériens», en présence du juge français, sans qu'il n'ait jamais été question qu'un quelconque transfert de preuves en France. Me Baudouin, même s'il avait pris, en octobre dernier, la précaution d'annoncer que les «experts n'ont pas de conviction définitive» évoque la piste de la manipulation des services de sécurité algériens, dans la mort des moines, en s'appuyant sur la simple impression des experts français qui pencheraient «plutôt que la décapitation serait intervenue post-mortem».

Lenlèvement, dans la nuit du 26 au 27 mars 1996, des sept moines trappistes français de Tibéhirine et leur assassinat continue, toujours, à susciter les interrogations et soulever les polémiques. Le dernier éclairage apporté par un documentaire, signé par Malik Ait Aoudia, correspondant de l'hebdomadaire français 'Marianne' en Algérie, et Séverine Labat, diffusé le 23 mai 2014 sur la chaîne française 'France 3' va à l'encontre de la thèse des «qui tue qui?» en vogue, alors, au plus fort de la décennie noire qu'a vécue l'Algérie. Plusieurs thèses sont avancées pour expliquer la mort des moines mettant, directement, en cause les services secrets algériens ou évoquant, encore, une bavure de l'armée algérienne. Certains n'ont pas hésité à affirmer que les moines ont été tués par des tirs d'hélicoptère lors d'une opération militaire et que pour garder secret cet échec, les moines auraient été décapités pour qu'on ne retrouve pas leurs corps criblés de balles. Une version qui s'appuie sur le témoignage, le 25 juin 2009, du général François Buchwalter, attaché militaire de France, en Algérie, à l'époque des événements, au juge Marc Trévidic, en charge de l'affaire. Ce documentaire se veut, également, une réponse à ceux qui ont émis des doutes sur l'implication des hommes de Djamel Zitouni, dans les meurtres puisque 'Marianne' avait publié des extraits de Hassan Hattab, ancien membre du GIA et fondateur du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) qui affirme que Zitouni, l'émir du GIA, l'a appelé pour l'informer de la mort des moines. Parmi les autres témoignages publiés par l'hebdomadaire, celui d'Abou Imen, présumé dernier geôlier des moines assassinés, qui a assisté à leur décapitation et qui avoue n'avoir pas tiré une seule balle, «ils ont tous été égorés au couteau», dira-t-il, sans avoir, auparavant nié toute implication dans leur exécution. Abou Mohamed, émir du GIA, explique, lui, les raisons de la décapitation par l'impossibilité de prendre leur corps. «Zitouni a pris la décision de se débarrasser des moines. Il n'était pas facile de prendre leur corps en entier, alors, ils les ont décapités». Il révélera que les corps ont été enterrés dans les montagnes de Bouguara et que c'est lui-même qui a mis les têtes dans une voiture pour les jeter sur la route. C'était sous un arbre, à l'entrée de Médéa, que les têtes seront découvertes par un automobiliste.

Alger

2,5 kg d'héroïne saisis, un réseau démantelé

Un réseau criminel de 5 individus dont 4 de nationalité étrangère impliqué dans des affaires liées au trafic de drogue a été démantelé cette semaine par la police judiciaire de la Sûreté de la wilaya d'Alger permettant la saisie de 2,5 kg d'héroïne, a indiqué un communiqué de la Sûreté nationale. L'opération a été rendue possible sur la base d'informations parvenues au services de police ju-

diciaire de la Sûreté de la wilaya d'Alger faisant état d'un trafic de drogue dans un quartier de la capitale par des personnes non identifiées. Les policiers ont arrêté deux individus en flagrant délit dont un de nationalité étrangère et saisi une quantité de drogue dure estimée à 103,5 g d'héroïne. Après investigations et finalisation de toutes les procédures légales, il a été procédé à la perquisition du domicile du

ressortissant étranger et d'une cave d'un immeuble et la saisie de 2,398 kg d'héroïne, portant la quantité globale saisie à 2,5 kg d'héroïne. 21 téléphones portables, un ordinateur portable, une carte mémoire et un coffre en bois contenant une somme d'argent en dinars et une autre somme en devise, ont été saisis. Les mis en cause ont été présentés devant la juridiction territoriale compétente.

Crime pour une parcelle de terre à Tissemilt
Il tue par balle son frère et ses deux neveux

Un quinquagénaire a usé d'une arme à feu, mercredi soir, dans la localité de Lâayoune (Tissemilt), tuant trois membres de sa famille suite à un litige autour d'une parcelle de terre, a-t-on appris jeudi du groupement ter-

ritorial de la Gendarmerie nationale. Le drame s'est produit au douar Khank Ennahar, lorsque le mis en cause a fait usage de son fusil, tuant sur le coup son frère (50 ans) et ses deux neveux (21 et 23 ans). Sitôt son forfait accom-

pli, le prévenu s'est rendu à la gendarmerie, signale-t-on. Les dépouilles des victimes ont été transférées à la morgue de l'établissement public hospitalier de Tissemilt. Une enquête a été ouverte pour élucider cette affaire.

Bouira

Un policier tue un citoyen

Un individu a été mortellement blessé mercredi soir suite à l'agression avec chiens féroces d'un policier à Aïn Bessam (ouest de Bouira), a-t-on appris jeudi de la direction générale de la Sûreté nationale. «Aux environs de 20h00, un policier, qui s'affairait à contrôler les documents d'un véhicule au rond-point du centre-ville d'Aïn Bessam, a fait l'objet d'une agression avec usage de trois chiens féroces lancés contre lui par un individu», a précisé un communiqué de la DGSN.

«Agissant en légitime défense, le policier a usé de son arme individuelle d'où est partie une balle qui

l'a atteint à sa main gauche avant d'atteindre l'agresseur», a détaillé la même source.

Les deux personnes (le policier et l'agresseur) ont été évacuées en urgence vers l'établissement sanitaire le plus proche pour y recevoir les soins nécessaires. L'agresseur a succombé à ses blessures vers 21h30, selon la même source.

Un jeune meurt poignardé

Un crime s'est produit à Bouira jeudi juste après la rupture du jeûne. Une dispute entre deux personnes a mal tourné. L'un a asséné un coup de couteau à

l'autre, le tuant sur le coup. Les services compétents ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances du drame.

Farid Haddouche

Tlemcen

Plus de 2 quintaux de kif saisis

Plus de 200 kilogrammes de kif traité et plus de 8.000 litres de carburant destinés à la contrebande ont été saisis, jeudi, par les hommes de l'ANP à l'ouest et à l'est du pays, a indiqué hier un communiqué du MDN. «Dans le cadre de la sécurisation des

frontières et de la lutte contre la criminalité organisée, des gardes-frontières relevant respectivement des secteurs opérationnels de Tébesa, Souk-Ahras et d'El-Tarf (5^{ème} Région militaire) ont saisi, hier 2 juillet 2015, des quantités de carburant s'élevant

à 8.216 litres destinées à la contrebande et neuf (9) véhicules», précise le MDN. Par ailleurs, des gardes-frontières relevant du secteur opérationnel de Tlemcen (2^{ème} Région militaire) ont saisi, de leur côté, «201,6 kilogrammes de kif traités».

Oran

600 comprimés psychotropes saisis

Les services de sûreté de wilaya d'Oran ont réussi à mettre en échec une tentative de commercialisation de 600 comprimés psychotropes (Rivotril) dans le centre ville, a-t-on appris vendredi auprès de ce corps de sécurité.

Agissant sur renseignements, les services de sûreté urbaine du vieux quartier Sidi El-Houari ont arrêté un chauffeur d'un motocycle de type (T- Max), dont la fouille a permis la découverte de ladite quantité de psychotropes, a-t-on indiqué de même source. Par ailleurs, les services de sûreté ur-



Ph.: Arch.

baine d'Oran ont réussi à mettre hors état de nuire une bande criminelle qui sévissait dans la partie est de la ville.

Cinq individus, âgés entre 19 et

24 ans ont été arrêtés par la police, pour association de malfaiteurs, de port d'armes blanches, de trouble à l'ordre public et de possession de drogues.

Près de 180 morts sur les routes en deux semaines

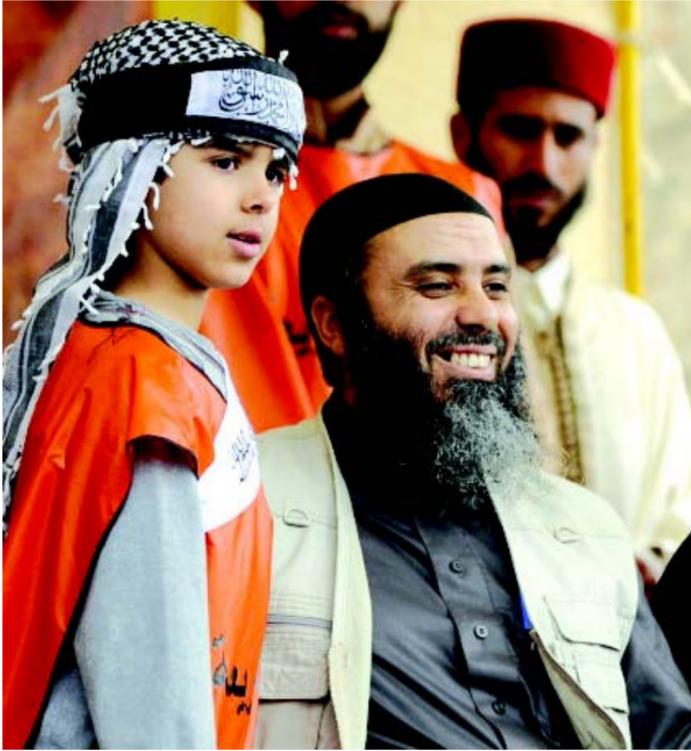
Cent soixante-dix-neuf personnes sont décédées et 1.255 autres ont été blessées dans 744 accidents de la route survenus entre le 18 juin et le 1 juillet, selon un bilan établi par la Gendarmerie nationale publié jeudi. Par ailleurs, 17 personnes ont trouvé la mort et 20 autres ont été blessées dans 11 accidents de la circulation enregistrés durant les der-

nières 24 heures, selon un bilan rendu public jeudi par la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'El-Bayadh avec cinq morts et trois blessées dans une collision entre un minibus de transport de voyageurs et deux véhicules légers, survenue sur la route nationale RN 11, commune de Cheguig. Les

secours de la Protection civile de d'Aïn-Defla, pour leur part, sont intervenus pour deux décès dans des réserves d'eau. Le premier, un enfant âgé de neuf ans, noyé au lieudit El-Araibia, commune de Mekhatria. Le second décès concerne une personne âgée de 30 ans ayant péri au lieudit Nadjari, commune de Rouina, ajoute la même source.

Un chef djihadiste tunisien tué dans un raid américain en Libye



Un djihadiste tunisien de premier plan et ancien vétéran d'Al-Qaïda a été tué dans une frappe américaine en Libye le mois dernier, a affirmé vendredi le New York Times. Interrogé par l'AFP, le ministère tunisien de l'Intérieur a indiqué n'avoir «aucune information sur sa mort». Seifallah Ben Hassine, chef du groupe djihadiste Ansar charia interdit en Tunisie, a été tué à la mi-juin lors d'un raid aérien qui visait un autre chef d'Al-Qaïda, l'Algérien Mokhtar Belmokhtar, selon le journal. Ben Hassine a coordonné une campagne d'assassinats et d'attaques, selon le quotidien qui ajoute qu'il était basé en Libye depuis 2013. La station tunisienne privée Radio Mosaique a donné l'information en premier, et le journal l'a confirmée auprès d'un responsable américain à Washington, est-il aussi écrit.

Ansar Charia, l'un des principaux mouvements djihadistes tunisiens, est classé «terroriste» par Tunis et

Washington. Les Etats-Unis avaient annoncé à la mi-juin avoir mené un raid dans l'est de la Libye pour tenter de tuer Mokhtar Belmokhtar. Le gouvernement libyen reconnu par la communauté internationale avait affirmé que Belmokhtar avait péri dans la frappe, mais Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) avait démenti. Ben Hassine, également connu sous le nom d'Abou Ayadh, figure sur une liste noire de l'ONU depuis 2002 pour ses liens avec Al-Qaïda. Il était détenu en Tunisie mais a bénéficié d'une amnistie après la chute du dictateur Zine El Abidine Ben Ali. Il aurait combattu aux côtés de Ben Laden en Afghanistan en 2001 avant de se rendre au Pakistan puis en Turquie où il a été arrêté, selon le journal. Washington accuse le groupe tunisien Ansar Charia d'avoir perpétré une attaque contre l'ambassade des Etats-Unis à Tunis et contre une école américaine en septembre 2012 après la diffusion d'un film islamophobe sur internet.

Un général français veut combattre le terrorisme en Libye

Le commandant de la force française Barkhane au Sahel, le général Jean-Pierre Palasset, a estimé jeudi que la lutte contre le terrorisme impliquait d'agir partout où il se développe, y compris en Libye. «Elle ne doit pas se faire dans la demi-mesure. Soit on va partout où le terrorisme est et partout où il se développe (...), soit on n'est pas partout où il est, et il survit», a relevé le général Palasset, lors d'une vidéo-conférence avec des journalistes à Paris depuis son quartier-général de N'djamena. «C'est une réponse très politique qui ne m'appartient pas». «L'efficacité veut que l'on lutte partout contre le terrorisme», a-t-il toutefois insisté. La force Barkhane, qui mène des opérations antiterroristes dans cinq pays du Sahel (Mauritanie, Mali, Tchad, Niger, Burkina Faso), a atteint «un rythme de croisière à 3.500 hommes» (soit 500 de plus que le chiffre habituellement cité), a précisé le général. La question d'une intervention se pose particulièrement dans le sud de la Libye d'où part l'essentiel des flux logistiques en hommes et armes qui alimentent les groupes terroristes implantés au Sahel. «Au sud-Libye tout est à faire», a martelé le général Palasset. «C'est le pays incubateur du terrorisme» dans la région, a-t-il noté. La Libye sert aussi de plus

en plus de base arrière pour des attentats du groupe Etat islamique en Tunisie. Jean-Pierre Palasset a démenti toutefois que des forces spéciales françaises y soient. «Il n'y a aucune présence française au sud-Libye», a-t-il assuré. L'armée française a installé une base près de la frontière libyenne à Madama, dans le nord du Niger, à partir de laquelle elle essaie de perturber les flux djihadistes vers le Mali et le Niger. «Elle sera complètement opérationnelle avec l'arrivée de nos hélicoptères à l'automne (...) mais nous menons déjà des opérations depuis le mois de décembre. On est sur un rythme d'une opération mensuelle», a précisé l'officier. Cela a «instauré beaucoup d'incertitude» chez les djihadistes, trafiquants d'armes et narcotrafiquants qui «hésitent énormément à passer», a ajouté le général Palasset. Les opérations se font par convois terrestres ou parachutages d'hommes. Les hélicoptères vont renforcer «l'effet de surprise» face à des groupes très rapides, a-t-il fait valoir. Le commandant de Barkhane s'est montré plus confiant dans la lutte contre le groupe islamiste Boko Haram au Nigeria. Environ «30 à 40% des forces de Boko Haram ont été détruites» grâce à l'intervention conjointe de plusieurs pays de la région (Tchad, Cameroun, Niger), a-t-il dit.

Huit suspects «en lien direct» avec l'attentat de Sousse arrêtés

La Tunisie a annoncé jeudi l'arrestation de huit personnes en «lien direct» avec l'attentat revendiqué par le groupe Etat islamique (Daech) qui a tué 38 touristes étrangers, dont 30 Britanniques, la semaine dernière dans un hôtel en bord de mer. Les autorités ont procédé à l'arrestation de huit éléments en relation directe avec l'exécution de l'opération (attentat), dont une femme», a affirmé le ministre chargé de la société civile, Kamel Jendoubi, lors de la première conférence de presse consacrée à l'enquête, affirmant que «le réseau qui est derrière cette opération» avait été «découvert». «Actuellement, il y a huit personnes qui sont arrêtées», a dit le ministre qui dirige l'équipe de communication de crise mise en place par le gouvernement après la pire attaque djihadiste qu'ait jamais connue la Tunisie, sans préciser si d'autres suspects avaient été identifiés sans être arrêtés. Lundi, le ministre de l'Intérieur Najem Gharsalli avait déjà annoncé des arrestations, sans donner leur nombre. Le porte-parole du parquet, Sofiene Sliiti, a précisé lors d'une autre conférence de presse que ses hommes, «sur place une heure après l'attentat», avaient «examiné toutes les dépouilles: 18 corps étaient sur la plage, 5 près de la piscine, 4 près de la



piscine couverte, 3 dans l'administration (de l'hôtel) et les autres dans des endroits différents». «Le dossier est brûlant et contient des données dangereuses», a-t-il précisé pour expliquer le relatif silence des autorités sur l'avancée de l'enquête.

Les policiers tunisiens sont aidés de 10 enquêteurs britanniques, a dit M. Jendoubi. Avec 30 morts parmi les 38 victimes, la Grande-Bretagne paie le plus lourd tribut dans cet attentat.

Selon le ministre grec des Finances

Un accord est «en vue» avec les créanciers

Le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis a assuré hier vendredi qu'un accord avec les créanciers était à portée de main et que les discussions ont continué en coulisse avec les institutions européennes à l'approche du référendum du week-end. «Un accord est en vue que la réponse soit oui ou non» au référendum, a déclaré le ministre du parti de gauche radicale Syriza sur la radio publique irlandaise RTÉ. Les Grecs doivent se prononcer dimanche sur la dernière version d'une proposition d'accord des créanciers de la Grèce, qui prévoit une série de réformes et de mesures budgétaires

en échange d'une poursuite du soutien financier au pays. Le gouvernement grec incite la population à voter non. Mais le oui est légèrement en tête (à 44,8% contre 43,4% pour le non) dans un sondage publié vendredi par le journal Ethnos. «Si c'est non, je peux vous assurer que durant cette semaine d'impasse nous avons eu des propositions tout à fait convenables provenant de l'Europe, en confidentialité, et un accord est plus ou moins scellé», a assuré Yanis Varoufakis. Le ministre grec a été pressé de confirmer par le journaliste de la RTÉ qu'il a bien eu des discussions privées avec la

Commission européenne et la Banque centrale européenne (BCE), même si plusieurs responsables européens ont assuré qu'il n'y aurait plus de négociations avant le référendum. «C'est ce que j'ai dit, n'est-ce pas?», a-t-il répondu en guise de confirmation. «Je ne crois pas qu'il soit trop tard. Nous pourrions trouver un accord demain matin», a-t-il ajouté. «Le gouvernement grec et les institutions (créancières) sont très très proches en ce qui concerne la politique budgétaire et la liste des réformes. La différence qui reste concerne l'allègement de la dette», a-t-il souligné.

Après les attentats

L'armée égyptienne sous pression

L'Egypte s'est dite déterminée à éradiquer les djihadistes du groupe Etat islamique (Daech) dans la péninsule du Sinaï, au lendemain d'une vague d'attentats sans précédent qui a fait des dizaines de morts, dont des militaires. Mais les opérations de l'armée dans le Sinaï, lancées il y a deux ans, n'ont jusqu'à maintenant pas réussi à enrayer les attaques visant les forces de l'ordre, qui se sont multipliées depuis la destitution par les militaires du président islamiste Mohamed Morsi en juillet 2013. La série d'attaques coordonnées lancées mercredi dans le Nord-Sinaï par des combattants affiliés à l'EI contre des positions de l'armée constitue un second coup dur pour les autorités après l'assassinat lundi au Caire dans un attentat à la bombe du procureur général d'Egypte, plus haut représentant de l'Etat à être tué depuis 2013. A la suite de cet attentat encore non revendiqué, le président Abdel Fattah al-Sissi a promis une législation antiterroriste plus dure et dès mercredi, le gouvernement a approuvé une nouvelle loi qui doit «offrir une justice rapide et venger nos martyrs», selon un communiqué. Après les attaques de mercredi, des affrontements sans précédent ont éclaté entre soldats et djihadistes dans la localité de Cheikh Zouweid, tandis que les chasseurs F-16 de l'armée ont bombardé des positions de l'EI.

L'armée a fait état de 17 soldats et 100 djihadistes tués dans ces combats. Mais des responsables avaient auparavant annoncé la mort de 70 soldats et civils. Dans un communiqué, l'armée égyptienne a affirmé être «déterminée à arracher les racines du terrorisme noir». «Nous ne nous arrêterons pas avant d'avoir purifié le Sinaï des foyers terroristes»,



a-t-elle ajouté. Un porte-parole militaire a publié sur sa page Facebook des dizaines de photos montrant les cadavres ensanglantés de «terroristes». La presse égyptienne, qui a largement relayé ces photos, a en grande majorité affiché son soutien aux militaires: «Revanche» titrait ainsi le quotidien étatique Al-Akhar. «La victoire ou le martyre», affirmait le quotidien étatique Al-Gomhoureya.

Dans un communiqué, la Maison Blanche a condamné les attaques au Sinaï, assurant que les Etats-Unis «continueraient d'assister l'Egypte face aux menaces touchant sa sécurité». Le secrétaire général de la Ligue arabe Nabil al-Arabi a de son côté pressé la communauté internationale de «soutenir les efforts du gouvernement égyptien à faire face aux groupes terroristes», selon un communiqué.

Les djihadistes en Egypte disent attaquer les forces de sécurité en représailles à la sanglante répression qui s'est abattue sur les pro-Morsi, et dans laquelle plus de 1.400 personnes, en majorité des manifestants islamistes, ont été tuées. Des milliers d'autres sympathisants ont également été emprisonnés et des centaines condamnés à mort dans des procès de masse expéditifs.

Les dernières attaques ont été revendiquées par le groupe «Province du Sinaï», qui a précisé que trois kamikazes avaient participé aux assauts contre une quinzaine de barrières de l'armée.

Se faisant autrefois appeler Ansar Beit al-Maqdess, ce groupe a changé de nom pour bien marquer son allégeance à l'EI qui a proclamé il y a un an un «califat» sur les territoires conquis en Irak et en Syrie.

Les enjeux géopolitiques de la dette grecque Et la crise de l'Europe (1)

**«Un Lannister paie toujours ses dettes»
Trône de fer.**

Par Abdelhak Benelhadj

Depuis de nombreuses années, la Grèce émerge à la rubrique «clients insolubles» des banques. L'actualité critique ne procède d'aucune nouveauté. Elle montre seulement que cet état confine aux limites. Les images attachées à ce pays (si on laisse de côté l'Antiquité et le Tourisme insulaire) sont simplistes comme le sont les caricatures. Voilà un peuple de paresseux et de fraudeurs qui est entré en Europe clandestinement, par effraction, en quelque sorte, en trafiquant sa comptabilité. Un peuple égoïste qui, au lieu de s'attacher à honorer ses engagements et de se mettre au travail, préfère compter sur les autres Européens pour payer ses dettes et pour lui assurer un niveau de vie qu'il ne mérite pas. Le bazar a le dos vaste et large. Il héberge, sous les dehors de la liberté offerte aux acteurs, l'informel qui ronge les économies et les sociétés. Il accueille, aussi, les psychologues et les anthropologues à la petite semaine qui mettent de l'ordre dans les taxons, hérités du XIX^{ème} siècle des zoologues et des botanistes, en règnes, en classes, en espèces et en sous-espèces.

Ces images de la Grèce courent depuis longtemps, des plateaux de télévision aux «unes» des tabloïdes, en passant par le complexe rhizome de la Toile. Elles ne concernent pas, seulement, la Grèce. Ce sont tous les pays des rives sud de l'Europe qui sont enfermés dans ce vieux «modèle» qui traverse les siècles, depuis la «Renaissance». Au «Nord» les hommes vertueux, besogneux, générateurs de richesses et, au «Sud», un bric-à-brac de civilisations obsolètes, de rhéteurs ergoteurs périmés, de baudruches inaptes à l'intelligence contemporaine, incapables de la moindre prise sur leur destin, des écornifleurs enclins à la rapine. Pour comprendre le sort qui sera fait à la dette grecque, il y aurait erreur à négliger ces stéréotypes qui habitent les négociateurs et modalisent leurs décisions. En réalité la Grèce ne relève ni des experts en litige financier ni des ethnologues du dimanche. Savoir si la crise grecque est d'abord une question financière ou, au contraire une question de nature politique, au sens péjoratif du mot, pour deux raisons opposées, n'a pas grand sens.

D'abord parce que cette question trouve une première réponse aux origines mêmes de la construction de l'Euroland : l'euro est l'objet d'une banque indépendante des politiques, fonctionnant et arbitrant selon des règles explicites, par des techniciens expérimentés, juridiquement, en principe hors de portée des gouvernements. Ensuite, parce que l'ordre politique n'est jamais subordonné à l'ordre technique. Un gouvernement de technocrates demeure comme tous les ordres, un ordre politique. Toute tentative de neutraliser et de subsumer le politique dans le technique est vaine.

La crise grecque est et demeure une crise politique. La finance est une autre manière de faire, de se mêler des rapports de pouvoir et, c'est encore plus pertinent pour la Grèce, du pouvoir organisé dans l'espace. La préciosité et la sophistication (souvent économétrique) des arguments et des langages masque des partis pris, ordinairement, idéologiques. Il arrive quelques fois que se concentre en une crise, en un lieu, en un temps, la maturation d'une multitude de conflits non résolus et de tentions multidimensionnelles. C'est le cas de la Grèce, au cœur d'un conflit de première grandeur qui dépasse le cadre de l'Euroland, de l'Union européenne et

même celui de la Méditerranée orientale. La plupart des faits rapportés ici et leur analyse sont connus. Ce qui a suivi vise à récapituler les événements et les lier pour en proposer une vision plus globale. Pour comprendre ce qui se passe et - peut-être - ce qui va se passer.

Lundi 22 juin le Sommet des 19 pays de la zone «Euro» arrive en une ultime séance d'urgence avant rupture. Toutes les réunions précédentes depuis le début de l'année, jusqu'à celle de l'Eurogroupe de la semaine précédente ne sont pas parvenues à démêler l'écheveau inextricable des conditions posées par la Grèce et ses créanciers au remboursement de la dette de ce pays. Mais ce ne fut qu'un répit de courte durée. Les marchés, en s'enflammant, au matin, avant même le début de la réunion de la fin de l'après-midi, prenaient leurs désirs pour des réalités.

Vendredi 26 le gouvernement grec, a fini par être, définitivement, convaincu que le but réel des négociations était de réduire le parti au pouvoir à Athènes en une contradiction insupportable :

- Ou il acceptait les conditions de ses créanciers, mais alors il reniait le programme sur lequel il avait été élu, conduisant ainsi la politique menée, sans aucun état d'âme par les gouvernements antérieurs (socialiste et conservateur, acceptée par d'autres pays européens et non européens)^[1] ;
- Ou il refusait de mettre en œuvre ces «réformes structurelles» dans ce cas, il assumait toutes les conséquences de ce qui pouvait advenir, en l'occurrence une sortie prévisible de l'Euroland, de facto ou de jure.

Le contentieux porte sur la part d'économie budgétaire que le gouvernement grec devait consentir. Cette question est sur la table, depuis bien avant l'arrivée de l'exécutif actuel. C'est sur ce point que les négociateurs (les représentants de la Troïka - UE, Commission, FMI - et le Premier ministre grec) s'étaient séparés, le 14 juin, sans aboutir à un accord. Même résultat que pour le 31 mars dernier : les discussions engagées ont, aussi, échoué à Bruxelles entre les représentants de la Grèce et ceux de ses créanciers. La Grèce doit rembourser le 30 juin 1,6 Md euro de prêts du FMI, échéance qui ne peut être honorée sans le versement de 7,2 Mds euro par la BCE, suspendu depuis l'été dernier, lié à un accord sur une série de réformes entre les créanciers et le gouvernement grec dirigé, alors, par l'ancien Premier ministre Antonis Samaras^[2].

La dette grecque se monte à 313 Mds euro, en 2014, représentant 175% de son PIB. 240 Mds euro ont été accordés, depuis 2010, à la Grèce pour alléger son fardeau. En échange de mesures d'austérité. Les créanciers, UE et FMI, réitèrent, à peu près, tous les jours des propositions qui tournaient, invariablement autour d'une constante : une prolongation de cinq mois du programme d'aide : 15,5 Mds euro de prêts (12 des Européens, 3,5 du FMI), toujours en contrepartie de réformes et de mesures d'économies budgétaires.

Ce plan prévoyait une aide immédiate d'1,8 milliard d'euros pour faire face à ce que la Grèce doit verser au FMI. Le reste serait déboursé au cours de l'été. Les Grecs ont répliqué, tout aussi invariablement : la prolongation était trop courte, le montant insuffisant et les conditions inacceptables car trop sévères et incompatibles avec ce qu'ils estiment être les conditions nécessaires au développement économique de la Grèce.

Le problème est que ce traitement de la dette contre réformes est en cours depuis de nombreuses années. Le gouvernement grec actuel a été élu, précisément, parce que cette politique a échoué et ne permet, affirme-t-il, ni la croissance économique ni la réduction de la dette, bien au contraire.

LE GAMBIT DU FOU

«Les lieux de pouvoirs réels ne sont plus démocratiques et les lieux où s'exerce la démocratie n'ont plus réellement de pouvoir» Régis Debray.

Devant ce dilemme, le Premier ministre grec prend alors une décision étonnante qui a pris tout le monde de court : puisque les négociations sont bloquées, que le peuple grec décide souverainement des conditions que ses créanciers lui imposaient, en contrepartie de leur soutien financier. Habile, mais risqué (Alexis Tsipras ne se contente pas de poser la question, il propose aux Grecs de voter «non»), le référendum programmé pour le 05 juillet place, officiellement, le débat sur une terrain inhabituel et à une hauteur qu'il n'avait, au fond, jamais véritablement quittée. Pour A. Tsipras, il devenait, de plus en plus, clair et explicite que c'était bien un procès politique qui était fait au gouvernement grec. Et c'était bien Syriza que les créanciers voulaient éjecter du paysage politique européen. La gestion de la dette et ses problèmes n'était que la partie apparente de l'iceberg. Ce coup de poker repose sur le pari que si la prochaine consultation était effectivement organisée, les créanciers seront mis en face de leurs responsabilités. En l'occurrence, toutes les cartes seront renversées sur la table et ils n'auront plus affaires à un gouvernement «incompétent» ou «doctrinaire», mais directement au peuple grec.

Les stratèges qui se tapissent derrière les banquiers et les experts, voire derrière les politiques (ministres et chefs d'Etat, toute théorie complottiste mise à part), sont toujours très mal à l'aise face aux conséquences de leurs décisions, quand celles-ci sont mises sur la place publique. Incidemment : c'est sur ce point que repose, pour une part, l'opposition de certains politiques et partis français aux institutions de V^{ème} République qui imposent les négociations entre les deux tours de scrutin devant les électeurs et non entre soi, dans un suffrage proportionnel qui fait et défait les cabinets dans les coulisses.^[3] La démocratie directe. Tous les gouvernements libéraux d'Europe (de «gauche» ou de droite) se sont jurés, après le fiasco du Projet de Traité constitutionnel européen, en mai 2005) qu'on ne les y reprendra plus.^[4]

A 18, donc sans les Grecs (déjà ?), l'Eurogroupe décide de rompre les négociations tout en accusant la partie grecque de l'avoir, unilatéralement, provoqué en annonçant par surprise la tenue du référendum.

L'opposition grecque qui se frottait les mains dans les coulisses, attendant le moment favorable pour revenir sur scène, se trouve fort marri et n'a pas tardé à protester, avec véhémence, contre ce qu'elle tient pour un coup tordu. Makis Voridis, du Parti Nouvelle démocratie, M. Samaras, ancien Premier ministre du même parti, Andreas Loverdos du PASOK, voire Spyros Lykoudis, député du parti de centre-gauche Potami se sont associés pour contester l'opportunité et la pertinence de la consultation.

En effet, quelle que soit le résultat de la consultation, le gouvernement grec ne pourra que constater et saluer la libre expression du peuple. Qui songerait, alors, à lui imputer l'issue d'une démarche respectueuse de la souveraineté populaire, précisément, concernant des tractations qui engagent l'avenir du pays et de sa population très affectée par ces contraintes depuis 2010 ?

Anticipé ou pas par les créanciers, le référendum dont on peut, facilement, deviner la portée, éprouve les capacités de négociations des protagonistes, introduisant, encore plus d'inconnue dans une équation déjà très complexe.

- Ou bien le peuple grec refuse les

conditions de la Troïka. Celle-ci aura beaucoup de difficultés à défendre l'image d'un peuple grec otage de ses gouvernants «gauchistes infantiles et incompetents». Si les créanciers passent outre, ils confirmeront les images, de la BCE et de la Commission, des «technocrates froids, calculateurs, cyniques et oppresseurs des peuples».

Il restera à savoir si la Grèce pourra ou voudra demeurer dans l'Union européenne...

- Ou bien, il réaffirme son appartenance à l'Eurogroupe et veut bien en payer le prix. Le gouvernement grec devra en tirer les conséquences. Des élections anticipées deviendraient, alors, logiquement inévitables. On ne peut consulter le peuple et lui demander son soutien sans tirer les conclusions qui s'imposent lorsque celui-ci les refuse.

A. Tsipras brouille encore les cartes dimanche 28 juin. Tout en recommandant le vote négatif, il ajoute dans un entretien accordé à «Bild» dans son édition de lundi, que si les institutions présentaient de nouvelles propositions et qu'elles étaient «bien meilleures» que celles de jeudi, «nous pourrions, à tout moment, changer notre recommandation et proposer aux électeurs de les accepter».

En attendant, la décision des Européens, alléguant que le référendum projeté s'était décidé sans leur aval, de rompre les négociations et de retirer le soutien de la BCE, aux banques grecques qui se retrouveront, rapidement, insolubles, prennent, là, un grand risque. Risque qui a hanté les négociateurs et les commentateurs, tout au long de la crise. Aussi bien devant les Grecs que devant les autres Européens inquiets de ses effets sur les autres pays, parmi les plus fragiles, et sur les marchés financiers européens et mondiaux.^[5]

Sans doute, les Européens ont cogité, depuis longtemps, de nombreuses variantes de «plans B». Mais il est peu probable, tant la question est complexe, qu'ils aient pu imaginer et maîtriser les nombreuses facettes de cette affaire qui dépasse un simple problème de surendettement ou les limites géographiques de l'Euroland.

Naturellement, le référendum - instrument de négociation à géométrie variable, attention aux effets boomerang ! - pourrait aussi ne pas être tenu. Un jeu de poker menteur^[6]

Pour souligner le désarroi général, un exemple simple : dès l'annonce du référendum, les Européens le contestent, un peu comme on conteste une manœuvre imprévue d'un adversaire que l'on accuserait de tricher.

On a sorti les Tables de la Loi en prétextant que la consultation ne peut avoir lieu pour des raisons légales : le temps donné aux électeurs et aux observateurs internationaux n'est pas suffisant. Ce recours sonnait comme des réserves (des atouts) ménagées en vue d'une éventuelle contestation ultérieure du résultat de la consultation. C'est de bonne guerre.

Mais le 1^{er} juillet, lorsque Tsipras avançait l'idée d'une reprise des négociations qui rendrait la tenue du scrutin sans objet, c'est Mme Merkel, suivie cahin-caha par les autres membres de l'eurozone, qui repousse la proposition grecque : «vous avez voulu ce référendum, ce n'est pas très légal mais nous l'acceptons et vous l'aurez !».

ETONNANT NON? IRONISERAIT LE PÉTILLANT FEU PIERRE DESPROGES

Cet épisode arrive comme un ultime assaut (sûrement pas le dernier) d'un jeu de chat et de souris qui dure depuis 2010 et de manière plus aiguë, depuis janvier 2015. Ce qui surprend c'est l'entêtement des acteurs en présence à ne pas discerner l'impasse structurelle dans laquelle ils s'enfermaient.

Dès le départ, avec des principes et

des arguments échangés de manière de plus en plus rigide, la situation, peu à peu, se bloquait.

Pourtant, Athènes n'a pas été, totalement, insensible à la pression de ses interlocuteurs. Loin de fuir ses obligations, le nouveau gouvernement à Athènes s'est appliqué à discuter avec ses créanciers non le refus de les honorer, mais les conditions de leur remboursement.

Du point de vue purement technique, le problème financier grec ne constitue pas un problème insurmontable. Les créances grecques sont négociables. Mais la Troïka ne pouvait céder au gouvernement grec. Cela, pour un certain nombre de raisons qui n'ont pas, directement, à voir avec la situation financière de ce pays. Si la Grèce était une banque privée (General Motors, par exemple) elle aurait été sauvée comme l'a été, dans des conditions similaires, le système bancaire privé intoxiqué par le subprime, en 2007.

- En février, Yanis Varoufakis, le tout nouveau ministre grec des Finances partait en tournée pour convaincre ses créanciers à travers le monde et leur faire proposition originale : transformer la dette du pays en deux types d'obligations : une dette dont les remboursements évolueraient en fonction de la croissance du pays et des obligations perpétuelles. Cette technique qui a été utilisée par de nombreux pays, la Grande-Bretagne, par exemple, présente au moins, un avantage, ici décisif. Pour une obligation perpétuelle, donc sans échéances, le débiteur ne rembourse pas le capital mais seulement ses intérêts.

Pour les créanciers, ces obligations sont, aussi, intéressantes car, au bout d'un certain temps (souvent plusieurs dizaines d'années), le montant total des intérêts versés dépasse le montant prêté. D'un point de vue purement comptable, il n'y a pas de défaut sur la dette.

En revanche, il faut beaucoup de patience aux investisseurs avant de récupérer leur mise initiale, d'autant plus si le taux d'intérêt accordé est bas. Naturellement, du refus d'une indexation d'une dette sur un taux de croissance (logiquement pourtant car la création de richesses facilite le règlement de la dette), on peut déduire que les créanciers n'y croyaient guère. Mais alors pourquoi enfermer un pays dans un endettement perpétuel, alors qu'on doute de sa solvabilité ?

Les truands, au cours des années noires de la prohibition, aux Etats-Unis, usaient, sans vergogne, de pratiques similaires. Les malfrats de l'extorsion de fonds d'alors ne visaient pas seulement la richesse, ils voulaient surtout exercer un pouvoir et subordonner les débiteurs.

- La Grèce a par ailleurs exprimé son accord sur les objectifs d'excédent budgétaire (hors dette) souhaités par les créanciers pour cette année (1%) et l'an prochain (2%), ce qui était un gros point d'achoppement. Initialement les Grecs n'avaient pas voulu dépasser 0,6% et 1,5% respectivement. (AFP le 15/06/2015 à 18h25)

D'autant plus facilement, d'ailleurs, que Athènes, contrairement à Paris, par exemple, est en excédent primaire (solde budgétaire défalqué du service de la dette).

La Grèce a dégagé un excédent primaire (hors solde budgétaire des organismes de sécurité sociale et des collectivités locales) de 1,51 Md euro au cours des cinq premiers mois de l'année, bien mieux que le déficit prévu. Précisément depuis l'arrivée du parti Syriza au pouvoir. De manifeste mauvaise foi et de parti pris, certains doctrinaires polémistes mettent ces résultats au crédit du gouvernement précédent, taisant le blocage des négociations pour l'octroi de nouveaux crédits, depuis l'été.

Suite en page 8

Les enjeux géopolitiques de la dette grecque Et la crise de l'Europe

Suite de la page 7

En effet, la question est en débat de puis plusieurs mois, avec les anciens dirigeants. La Grèce attend toujours les 7,2 milliards d'euros promis par ses créanciers, en contrepartie des réformes d'austérité que même les autorités antérieures tardaient à mettre en œuvre.

DE CES CONTRAINTES, LE GOUVERNEMENT TSI-PRAS N'A FAIT QU'EN HÉRITER

Cela ne réduit pas la responsabilité formelle du gouvernement grec. Quelles qu'aient pu être les causes originelles des déficits et des dettes, un Etat de droit assume ses actes et la signature des gouvernements précédents. Mais celui-ci ne peut-il en espérer une plus grande aménité de la part de ses partenaires ?

Sa démarche peut être, d'autant plus, recevable qu'il n'est en rien responsable de l'endettement du pays, avant janvier 2015 (sous l'administration des conservateurs et des socialistes et sous le contrôle de la Troïka). Il ne cherche pas à se dérober. Il demande juste un réaménagement de sa dette pour soulager une économie et une population qui subit une très sévère cure d'austérité^[7]. Interrogé sur l'antenne de la BBC, Yanis Varoufakis persistait à ne pas croire que les partenaires européens de la Grèce laisseraient son pays sortir de la zone euro. " Je ne pense pas qu'il y ait un seul responsable européen sensé qui souhaite prendre ce risque ", a-t-il affirmé. Interrogé pour savoir s'il estimait que l'Union européenne et le Fonds monétaire international " bluffaient " dans les négociations, il a ajouté : " J'espère que c'est le cas. ^[8] Pourquoi un pays qui pèse moins de 2% du PIB européen inquiète tant et dont les déficits et la dette (un pourcentage infime de la dette mondiale) menaceraient la stabilité financière de l'Eurozone et du monde ? Pourquoi alors ne parvient-on pas à un compromis honorable entre les partis ?

LA MONTÉE DES ENCHÈRES

Les pressions ont commencé très tôt. Par exemple via les agences de notations au service des créanciers, mais aussi d'une politique. 27 mars 2015. L'agence Fitch abaisse la note de la dette grecque de deux crans, à " CCC ", associée à des " risques élevés ". 30 juin. L'agence de notation Standard and Poor's suit le mouvement et annonce avoir placé en " défaut partiel " les quatre grandes banques grecques en raison de l'instauration d'un contrôle des capitaux dans le pays pour enrayer une fuite massive des capitaux.^[9] Les négociations se dégradent vite en une petite cuisine. Les créanciers s'immiscent dans les moindres recoins.

QUI ACCEPTERAIT DE SI HUMILIANTES CONDITIONS ?

Un exemple : compte-rendu des " négociations " du 10-11 juin derniers : ses créanciers, demandant à Athènes de trouver 3 milliards d'euros en 2015, afin d'atteindre un excédent fiscal primaire (hors intérêt de la dette) de 1% du PIB en 2015, à porter à 3,5% en 2018.

Parmi les outils pour y parvenir, une réforme des taux de TVA, à 11% pour médicaments, alimentation et hôtellerie, et 23% pour le reste.

Pour éviter la rupture, la Grèce s'est déclarée désormais prête à " discuter " de cet objectif. Le gouvernement grec avait d'abord proposé un excédent de 0,60%, qu'il a déjà accepté de porter à 0,75%. Athènes qui insiste sur une taxation plus socialement ajustée propose 6% pour les médicaments, 11% pour la nourriture, l'électricité et l'eau, et 23% pour le reste. Un possible relèvement du taux de 11% à 12% est désormais sur la table, tandis que la question de coupes supplémentaires dans les dépenses de défense est avancée côté européen. Athènes prévoit aussi d'augmenter les impôts pour les revenus supérieurs à 30.000 euros par an et de taxer les licences télévisuelles.

ET LES RETRAITES À RÉDUIRE ?

Pour les créanciers, le régime de retraite grec doit être mis à l'heure du " zéro déficit ", via des coupes dans les dépenses de 450 à 900 millions d'euros en 2015 et de 1,8 milliard en 2016. Ils pressent de limiter les retraites anticipées, de

faire payer plus cher les soins de santé aux retraités et de supprimer une prime de soutien à ceux touchant moins de 700 euros, par mois de pension.^[10] Pied à pied, la Grèce négocie avec ses huissiers, des " fermiers généraux " impitoyables, une machine à calculer à la place du cœur, une autre dans le cerveau, qui tâtent la bête, reniflent les fonds de tiroir, toisent ses capacités à raquer sans irrémédiablement défaillir et taillent des croupières. L'important est que le débiteur demeure vivant et crache ce qu'il a emprunté. Derrière la civilité des postures et les sourires contraints dédiés aux caméras, se cache en réalité une terrible violence qui perce, de temps à autres, lorsque les négociateurs perdent leur sang-froid. Certes, personne n'est dupe : les relations internationales sont affaires d'intérêt, pas une joute de gentlemen's. Quelques exemples glanés au cours de ces longues nuits de fers croisés et de combats de requins au cours desquels tous les coups sont permis.

La technique la plus éprouvée est celle des " petites phrases " lancées de manière calculée aux journalistes, comme des os jetés à la meute. La reddition grecque tarde, les pressions se font plus pressantes.

- 11 juin. " Nous avons besoin de décisions et non plus de négociations. A mon sens, le gouvernement grec doit se montrer un peu plus réaliste, ce n'est plus le moment de jouer ", a affirmé M. Tusk, lors d'une conférence de presse à Bruxelles. " J'ai peur qu'à un moment, quelqu'un siffle la fin de la partie ". Que de sous-entendus et de menaces !

- le 15 juin. " La balle est dans le camp des Grecs ". " Il tient maintenant uniquement à la partie grecque de répondre aux propositions généreuses des institutions ", martèle Martin Jäger, le porte-parole du ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble, lors d'une conférence de presse régulière à Berlin. " Le temps est compté ", ajoute M. Jäger.

- Le 16 juin. Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne ose déclarer lors d'une conférence de presse : " Je ne me soucie pas du gouvernement grec, je me soucie du peuple grec ", accusant au passage Tsipras de désinformer ses concitoyens sur l'avancement des négociations. Les amis de la Grèce se comptent sur les doigts d'une seule main.

- 17 juin. Par-delà le vacarme médiatique monocroque, tout entier voué à la condamnation du gouvernement grec, on peut distinguer des sons de cloche différents qui présument que l'unanimité affichée par les Européens découle d'une contrainte redoutable... Regrettant le climat actuel, le chancelier autrichien Werner Faymann, fait un autre constat et tire une autre conclusion : " Je me tiens au côté du peuple grec, qui, dans une situation difficile, se voit proposer autant de solutions qui sont néfastes pour la société ".

30 juin. - La Turquie opportuniste, bien après le début de la bataille, critique le sort fait à son voisin et lui propose son aide. " Nous voulons que la Grèce soit forte (...) nous sommes prêts à aider la Grèce à se sortir de la crise économique en coopérant dans le tourisme, l'énergie, le commerce ", déclare le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu, lors d'un discours devant les députés de son parti. (AFP le 30/06/2015 à 13:46)

- 26 juin. Un sommet a, cependant, été atteint et franchi dans l'indifférence générale lorsque le ministre Yanis Varoufakis avait été proprement mis à la porte de la réunion de l'Eurogroupe et " prié par ses pairs de partir " (Le Parisien du 27 juin).^[11] Une dette, ça sert à quoi ?

La dette n'a au fond jamais été une question bancaire ou budgétaire. Ce n'est pas affaire de comptables et ou d'experts en finances. Le surendettement des Etats et des particuliers est une affaire éminemment politique de contrôle des individus et des collectivités. Avant l'arrivée du parti Syriza au pouvoir en Grèce, les principales pré-occupations portaient sur la préservation des intérêts des banques privées qui s'étaient copieusement enrichies dans leurs transactions avec une succession de gouvernements corrompus qui ont endetté leur pays et se sont assurés des rentes solides dans des paradis fiscaux, laissant la facture à leurs concitoyens.

C'est une pratique très ordinaire dans les pays pauvres et ainsi appauvris, un peu plus cosmétiquement policée - mais il faut le dire vite - dans les Etats qui se disent de droit.

Depuis le XIXème siècle, la règle du capitalisme financier est claire : " on privatise les profits et on collectivise les dettes. " On passe ainsi d'une dette privée à court ter-

me à une dette publique à long terme. Peu des joueurs sont invités et réduits à prendre leurs pertes.

Contrairement aux sagas et aux fables que l'on enseigne aux potaches et que l'on distille aux benêts, le capital (et cela est plus vrai de la finance que de l'industrie) a une sainte horreur du risque au nom duquel, par ailleurs, il légitime la part la plus élevée possible des richesses collectives qu'il privatise. L'« étude du risque » n'est pas, seulement, une démarche rationnelle qui optimise l'affectation des ressources. C'est un réflexe pavlovien.

Là aussi, la règle de l'agioteur est limpide, historiquement vérifiable : " ne jamais engager une bataille qu'on n'est pas certain de remporter. " Et même se débrouiller pour gagner avant même de jouer. L'Empire britannique et les Compagnies coloniales en ont fait une devise fondatrice. On dénonce, régulièrement, l'incompétence de l'administration publique qui dilapide les ressources communes et l'impôt confiscatoire arraché aux créateurs de richesses (les médias et les partis conservateurs font leur choux gras des comptes-rendus de la Cour des Comptes), mais on fait, largement, l'impassé sur les catastrophes de la gestion privée : dettes, déficits, faillites, licenciements... sont expliqués par la conjoncture, l'excès de prélèvements obligatoires, les réglementations... Le capitalisme charrie une théorie de mythes tenaces : une multitude des joueurs sur un marché libre, arbitré par un " gendarme " équitable et sourcilieux, une formation des prix imprévisible, une compétition loyale garante de la croissance, une prospérité, pour tous, à terme, un " désordre " créatif et une retombée inépuisable d'innovations...

QUI DIT QUE LA BCE NE FAIT PAS DE POLITIQUE ?

Un exemple de parti pris politique de la BCE, réputée vierge de tout engagement partisan, seulement déterminée par la gestion rigoureuse des intérêts de l'Eurozone et la défense de sa monnaie ?

Depuis le mois de février, la Grèce vit sous régime de perfusion conditionnelle, une épée au-dessus de sa tête. Jusqu'au mois de janvier, elle bénéficiait d'un accès facile à des liquidités pour assurer aux banques grecques leur soutien à l'économie. Il permettait d'emprunter auprès de la BCE à taux très bas, comme les autres banques de la zone euro, et ce, même si elles n'étaient pas en mesure d'apporter les garanties nécessaires. Ce régime de faveur était proposé à la Grèce, alors que son programme d'aide en vigueur depuis 2012 était en négociation et n'avait pas encore été formellement convenu.

Cependant, dès le mois de février et l'arrivée de Syriza au pouvoir, la BCE met un terme à ce régime de faveur des banques grecques.

Les banques grecques n'avaient pas plus, alors, qu'une possibilité : les prêts ELA (Emergency Liquidity Assistance), des prêts d'urgence pour faire face à des besoins ponctuels, accordés au coup par coup, mais qui ne sont destinés qu'aux banques solvables et seulement à des pays qui ont souscrit à un programme d'aide scrupuleusement validé.

Aujourd'hui, toujours, sous des prétextes techniques, après avoir interrompu en février l'accès aux emprunts aux banques grecques, il est question de supprimer, totalement, les prêts ELA.^[12]

Ce qui achèvera d'étrangler la Grèce, pour, sans doute, dans un premier temps l'obliger de revenir à la table de négociation afin d'accepter les conditions des créanciers. A défaut, de la contraindre à frapper sa propre monnaie, ce qui revient à l'exclure de l'Eurozone.

Pour peser davantage sur Athènes et sur le vote des Grecs, créditant l'idée de chantage dont elle se dit victime, l'agence Moody's, après Fitch et S&P, abaisse, mercredi 1er juillet, la note de la dette grecque (à " Caa3 ", à un cran de la catégorie " défaut de paiement imminent ") , en pointant du doigt le " risque supplémentaire " que le référendum prévu, dimanche, ferait peser sur les créanciers privés du pays. Naturellement, ces éminents experts ne font pas de politique. Beaucoup s'étaient interrogés sur la présence du FMI, dans le tour de table, devant traiter la dette grecque. Certains l'avaient même contesté : L'Europe suffit ses propres besoins de financement. De plus, le poids du FMI dans les créances grecques est marginal. Toutes les demandes grecques de ne plus avoir affaire qu'à des interlocuteurs européens, ont reçu une fin de non-recevoir.

LE FMI : UNE " RESPONSABILITÉ CRIMINELLE "

" Dans un monde de gangsters, il faut bien qu'il y ait un receleur " Alexandre Sanguinetti (Ancien secrétaire général de l'UDR) En vérité, le Fonds est au cœur de cette affaire, à plus d'un titre. C'est lui qui ordonnait le mode d'emploi, aussi bien dans ses aspects techniques que dans les modalités, les objectifs et les limites aux négociations. Il est le garant d'une politique internationale, en vigueur, depuis 1944.

La BCE et la Commission ont abandonné la philosophie générale - recherche patiente du consensus, empreinte de compromis et de solidarité - qui a présidé à la construction européenne et se sont alignés sur le Fonds empruntant son approche, ses méthodes, son langage et ses partis pris politiques. Le FMI et la Commission ne s'en cachent, d'ailleurs, pas. Le tandem FMI-BCE (Lagarde-Draghi)^[13] a très bien fonctionné. Les nuances sont affaire de styles. Barroso, le président précédent de la Commission était plus en pointe pour la défense d'une Europe libérale. La nouvelle équipe agit de manière plus fine et plus " diplomatique ", " behind " à la mode Obama qui n'a en rien rompu avec les choix de son prédécesseur. Sur le dossier grec, la Commission a tenté, à maintes reprises, de jouer le peuple grec contre son gouvernement. Ce n'est la première fois qu'il est reproché au FMI une action de nature politique et idéologique qui dépasse le cadre technique strict dont il fait pétition.

Dans la crise en cours, nombre d'observateurs ont remarqué que le FMI a, fréquemment, bloqué des avancements vers une solution à l'affaire grecque. Ce fut le cas, le 11 juin, alors que les discussions semblaient converger. Le gouvernement grec ne se trompe pas d'adversaire. Alexis Tsipras, mardi 16 juin déclare devant les parlementaires du parti Syriza. " Le FMI ne vient pas d'arriver en Grèce, tonne-t-il, il a (depuis cinq ans) une responsabilité criminelle par rapport à ce qui se passe ici. "

A ce titre, " L'insistance des institutions à poursuivre un programme qui a clairement échoué ne peut pas relever de l'erreur ou du zèle excessif, (...) elles semblent vouloir envoyer le message à la Grèce et aux peuples européens qu'un mandat populaire ne peut pas changer les choses. "

Or, poursuit-il : " Le mandat que nous avons obtenu du peuple grec est d'en finir avec la politique d'austérité (...). Pour y parvenir, nous devons rechercher un accord qui répartisse le fardeau, équitablement, et qui ne porte pas préjudice aux salariés et aux retraités. ^[14] C'est justement pour cela que ce différend ne sera pas réglé à l'amiable et que la rébellion, l'impertinence grecque sera écrasée comme un insecte, ainsi que dans toutes les histoires qui content le sort fait au pot de terre contre le pot de fer.

A moins que la crise ne soit que la mèche allumée - qu'il faut rapidement étouffer - d'un gigantesque baril de poudre. Ce qui expliquerait la monumentale place qui lui a été réservée, par les politiques et les institutions européennes et internationales et surtout par les médias^[15]. Tous les citoyens européens suivent, minute par minute, le feuilleton de la crise qui secoue l'Eurozone. Tous se sentent, peu ou prou, un peu Grecs, à quelque bord politique qu'ils appartiennent.

L'Amérique, le membre fantôme, veille...

Note

- [1] Le scénario est bien connu : les pays surendettés qui souscrivent à ces " réformes " (appelées " Plan d'Ajustement Structurel ", structural adjustment) n'ont plus prise sur leur budget, confié à des fonctionnaires du FMI ou de la Banque Mondiale (peu importe). De ces pays, les ministres de l'Economie et des Finances ne sont, alors, plus en charge ni de l'économie ni des finances. La reconstruction des dettes donne lieu à des " conditions " coûteuses : l'Algérie, l'Argentine, des pays de l'Asie du sud... y ont laissé, pour certains, bien plus que leur prospérité. Il serait, cependant, inéquitable de ne pas évoquer le rôle décisif joué par les gouvernements de ces pays qui se sont mis à la portée de telles mesures. Ainsi en est-il de la Grèce.
- [2] Economiste qui a fait ses études et soutenu un master en 1976 à Harvard.
- [3] Nous recommandons chaudement la lecture attentive d'un article de R. Debray paru il y a très longtemps sur le sujet (novembre 1989) : République ou Démocratie, compilé dans l'opus : " Contretemps. Eloge des idéaux perdus ", 1992, Gallimard, folio actuel, pp.15-54.
- [4] Les deux référendums organisés en France et aux Pays-Bas se sont, tous les deux, soldés par un échec. Les peuples avaient refusé le projet d'Europe qui leur a été par la suite imposé via le Traité de Lisbonne, voté " très démocratiquement " par les " élites représentatives du peuple ". Et après cela on s'étonne de voir décliner le crédit de la démocratie représentative, la hausse rapide des taux d'abstention et le succès électoral relatif des partis nationalistes et xénophobes. Les gouvernements n'aiment guère les référendums, préférant que les peuples ne répondent souvent aux questions qu'on ne leur pose pas.
- [5] Sans doute inquiet des réactions (imprévisibles) lundi 29 juin des marchés financiers consécutives aux événements du week-end, la BCE revient sur cette position qui avait été rendue publique la veille, à l'issue de la réunion de l'Eurogroupe et déclare, dimanche, maintenir son soutien aux banques grecques. Le fonds de secours plafonné à plus de 90 Mds d'euros poursuit donc son aide à Athènes. Mais serait-ce suffisant ?
- [6] Signalement au passage que le ministre grec des Finances est un spécialiste de la théorie des jeux. Sans entrer dans le détail de ce que représente réellement cette théorie, mathématiquement formalisée jadis par John von Neumann et Oscar Morgenstern (1944), il est douteux que sa maîtrise confère le moindre avantage à quiconque dans le contexte actuel.
- [7] Les salaires ont fortement baissé, le taux de chômage est proche de 30%. On signale, par exemple, que les hôpitaux grecs connaissent une grave pénurie de morphine.
- [8] Reuters le 5. 13/06/2015 à 18:42.
- [9] Passons sur les conflits d'intérêts dont ces agences se sont rendu coupables et quelquefois condamnées pour cela. Nombreux arbitragistes tiennent le ralinge pour un attrape-rigolo.
- [10] AFP le 11/06/2015 à 17:20.
- [11] Avant son retour vers Athènes, il prendra soin, cependant, de consulter le service légal européen pour vérifier si ses 18 collègues pouvaient prendre une décision, sans son accord. Après tout, la Grèce est encore membre de cette curieuse association.
- [12] Le président de la Bundesbank Jens Weidmann n'était pas le dernier à demander cette interruption. Arguments : Aucune des deux conditions techniques d'attribution d'ELA n'est plus remplie : les agences de notation Fitch et Standard and Poor's ont placé les quatre principales banques grecques en " défaut partiel ", leur solvabilité est donc, fortement, remise en question, et depuis mardi soir la Grèce n'est plus sous programme. (AFP le mercredi 01/07/2015 à 11:15)
- [13] " La BCE est une institution fondée sur la règle. Ce n'est pas une institution politique " affirmait Mario Draghi, en banquier professionnel, un ancien employé de Goldman Sachs (Reuters le 05/03/2015 à 15:36). A-t-il vraiment rompu avec ses anciens patrons ? Pour le reste on a longtemps ergoté sur la neutralité idéologique et politique des banquiers quand leurs clients sont des Etats ou des transnationales.
- [14] Marianne, Mercredi 17 Juin 2015 à 13:00. Christine Lagarde répond quelques jours plus tard : dans " J'entends cette légende d'un FMI à la grand-papa, intrinsèquement et inhumain. Mais si cette institution a résolu des crises dans le monde entier depuis soixante-dix ans, c'est parce qu'elle s'appuie sur des règles. Sans règles, c'est la loi du plus fort qui tempore. " (Challenges, mercredi 24 juin 2015). N'ayant pas déjéré l'escarpolette Christine Lagarde repart à l'assaut le 1er juillet dans un entretien accordé à CNN International. " Étant donné le niveau d'incertitude, de confusions et de constats mouvements, je pense qu'un peu plus de comportements adultes est encore nécessaire. " La crise grecque dégringole en quelques bas à sable.
- [15] Line : La crise grecque dans les médias français " Syriza delenda est " Pierre Rimbert, Le Monde Diplomatique, juillet 2015
- [16] Un documentaire fait le point sur le sujet de manière édifiante. FRITEL J. et M. Roche (2012) : Goldman Sachs, la banque qui dirige le monde. 75 min. Marc Roche a publié un livre sur la question en 2010 : Comment Goldman Sachs dirige le monde. Albin Michel, coll. Essais doc. Paris, 320 p.
- [17] Christine Lagarde ancienne ministre de l'économie et des finances sous la présidence Sarkozy (2007-2011).

Le prix du poulet en chute libre

Rekibi Chikhi

Contrairement aux viandes rouges, le prix du kilo de poulet et de poisson reste toujours tributaire des aléas climatiques. Un temps venteux fait augmenter considérablement le prix du poisson au niveau du port même, et l'on pourrait, donc, facilement calculer son prix une fois arrivé à bon port à Constantine. La canicule par contre, fait baisser d'une manière vertigineuse le prix du poulet, la volaille étant particulièrement vulnérable à la chaleur. Quelques degrés de plus ou de moins peuvent conduire à la catastrophe et les serres ne garantissent pas tout le temps ces conditions vitales. Ces derniers jours, le niveau du mercure, en continuant son ascension, a adouci quelque peu la mercuriale ; le poulet qui

trônait sur ses 320 DA le kilo, depuis le début du mois de Ramadhan, a encaissé une perte de pas moins de 100 DA. «Les éleveurs, par crainte de la canicule, ont augmenté l'offre qui a dépassé largement la demande, d'où cette baisse des prix», nous a expliqué hier, un vendeur de poulet au niveau du marché Boumezzou. Hormis cette gâterie climatique, on pourrait aussi imputer cette baisse à la concurrence livrée par les stands de l'événement économique «du producteur au consommateur» organisé au siège de l'UGTA et qui ont cassé les prix. Toutefois, si le poulet a fait concession du tiers de son prix, devenant ainsi à la portée de la majorité des clients, le Gombo «G'naouia», cette petite corne verte, par contre, continue à défier les petites et moyennes bourses du haut de ses 700 DA le kilo. «J'ai

attendu jusqu'à aujourd'hui pour en acheter 500 g, ma famille l'adore en sauce avec de la viande rouge mais il était hors de question de l'acheter à son prix fou de 1600 DA le kilo auquel il était proposé il y a deux semaines de cela», nous confie une dame rencontrée au marché Boumezzou hier matin. «La cueillette de ce légume qui provient de la wilaya d'Annaba, est très difficile, il se cueille un par un d'une plante très épineuse, ce qui explique son prix», lui a répondu le vendeur en essayant de donner une explication logique au prix. La réponse de la dame ne s'est pas faite attendre, «si c'était le cas, pourquoi son prix a perdu plus de sa moitié aujourd'hui ? Cette plante dont tu parles n'a plus d'épines maintenant ?», ironise la dame avant de partir, laissant le vendeur dans l'embarras devant ses clients.

L'opération se poursuivra jusqu'à la fin juillet

160 familles relogées à Ali Mendjeli

A. El Abci

160 familles des cités d'habitations précaires de Bencherghi et de Boudraa Salah ont été relogées, jeudi dernier, dans des appartements neufs à la nouvelle ville d'Ali Mendjeli, un 1^{er} quota d'une opération qui se poursuivra jusqu'à la fin de ce mois de juillet, et qui touchera à terme pas moins de 3.000 foyers. Le déménagement des 160 familles vers l'unité de voisinage (UV) N°16, a commencé très tôt dans la matinée et a été supervisé par le wali de Constantine, Hocine Ouadah, qui a fait savoir qu'«il s'agit là d'un 1^{er} quota qui sera suivi par d'autres jusqu'à toucher l'ensemble des 3.000 habitants du reste des bidonvilles, des cités d'habitations précaires et de celles menacées par des glissements de terrain». Ajoutant : «Nous avons préféré procéder par étapes, pour assurer une

meilleure maîtrise des transferts des populations concernées, de permettre aux familles qui seront touchées de bien se préparer et enfin d'avoir tout le loisir d'intervenir en cas de manque dans l'alimentation en gaz, électricité, etc.».

Et de terminer par le souhait que les bénéficiaires sauront, dira-t-il, «y résider et veiller à les préserver de dégradations précoces».

Selon le SG de la daïra, parmi les autres sites de bidonvilles et d'habitations précaires qui seront délocalisés, vers la même unité de voisinage d'Ali Mendjeli, il y a la cité Essaïem située près du pont de Bouberraba au niveau d'El Méria. Mais également 29 familles du lieudit Ledjaine se trouvant dans les environs, en sus de 14 familles habitant des bidonvilles au niveau de la zone industrielle Palma. Et de poursuivre que les transferts et relogements toucheront aussi quatre familles du terrain

El Malha ainsi que trois autres familles habitant l'avenue Zaamouche, près de la gare ferroviaire centrale de Bab El Kantara, dont les maisons ont été démolies pour laisser place nette à la réalisation en cours de la nouvelle bibliothèque urbaine de la ville des ponts. Les opérations de délocalisation se poursuivront dans les prochains jours, soulignera-t-il, et en finir avec le logement précaire et les zones connaissant le phénomène de glissement de terrain à l'instar de la rue des maquisards qui, avec 1.600 relogements, représente le plus gros lot du peloton.

A rappeler enfin que ces déménagements étaient fixés au 20 du mois de juillet en cours, sauf que les autorités locales ont été amenées à revoir le planning et avancer cette date et ce, devant les protestations des bénéficiaires qui ont réclamé d'être relogés plutôt en recourant à des barrages de route.

Développement local

Zighoud-Youcef, une commune qui a besoin de tout

A. Mallem

Plus que dans toute autre commune de la wilaya, le développement à Zighoud-Youcef et à Béni-Hamidène se heurte à des obstacles quasiment infranchissables à cause de la nature du terrain accidenté et glissant et, surtout, d'un manque criard d'assiettes foncières. Ce n'est pas un problème nouveau tant les responsables qui se sont succédés à la tête de la wilaya ont tenté, par le passé, de lui trouver une solution palliative mais sans succès. Le wali de Constantine, M. Hocine Ouadah, qui s'est rendu jeudi en visite d'inspection et de travail dans ces deux communes a pu constater sur place le retard considérable pris par les projets de développement inscrits depuis longtemps mais qui n'ont pas encore été lancés à cause de ce handicap. La population s'impatiente et réagit en voyant les autres communes avancer et la leur stagner. C'est ainsi que le chef de l'exécutif qui visitait le service de l'état civil, situé au centre de la ville de Zighoud-Youcef, s'est vu interpellé sèchement par des citoyens réclamant «du travail, du logement, des structures de loisirs pour la jeunesse qui est en train de se perdre», ont-ils clamé à son passage.

Distante d'une trentaine de kilomètres du chef-lieu de wilaya et se trouvant pourtant sur l'important

axe routier constitué par la nationale 3 reliant les villes portuaires de Skikda et Annaba, Zighoud-Youcef est restée pourtant en rade du développement. Un stade communal aménagé dans la partie sud et qui vient tout juste d'avoir un revêtement en tartan, une zone d'activité commerciale (ZAC) qui, elle, n'est pas encore aménagée, des projets de logements LSP, LPL et LPA totalisant 1000 unités mais qui viennent juste d'être lancés, un autre pour la réalisation d'un institut supérieur de formation professionnelle spécialisée dont la première pierre a été posée jeudi par le wali et, enfin, pour la première fois dans cette ville, une crèche de deux niveaux pouvant accueillir tout juste une quarantaine d'enfants ouvrira en septembre après son homologation par la DAS, sont tout juste quelques-uns des projets que la commune a pu mettre en exécution pour le compte des deux plans quinquennaux, celui de 2009/2014 et le dernier en cours, projets que le wali a inspecté, non sans avoir constaté des insuffisances et des incohérences ça et là. Au centre de formation professionnelle prévu sur une surface de 15000 mètres carrés par exemple, le wali a instruit le maître d'œuvre de réduire la surface pour libérer une partie de l'assiette financière qui servira à un autre projet et construire en hauteur.

S'étalant aux pieds des monts du Grarem et de Béni-Oualbane, la commune voisine de Béni Hmidène, d'accès difficile, enclavée à cause de ses routes complètement défoncées, est composée de plusieurs hameaux implantés sur les flancs des montagnes. Voyant sa situation, des responsables ont dit qu'elle est certainement la commune la plus pauvre d'Algérie. Pour l'heure, le problème essentiel des habitants est l'approvisionnement en eau potable. A ce sujet, un réservoir de 5000m3 et un réseau de distribution amenant l'eau de Hamma-Bouziiane ont été réalisés. Le wali et la délégation composée des directeurs de l'exécutif qui l'accompagnait ont visité un chantier de construction de 50 logements LSP au chef-lieu de commune, un chantier pour la remise en état du chemin de wilaya n°10 sur 7 kilomètres. M. Ouadah a présidé des cérémonies de raccordement au gaz naturel de deux hameaux.

Le wali a déclaré que des mesures d'urgence vont être prises dans les jours à venir pour relancer le développement dans les deux communes. Pour cela, il a programmé une réunion qui regroupera, en son cabinet le lundi 6 juillet en cours, les principaux responsables concernés par le développement local pour tenter de lever les obstacles qui entravent les projets dans cette région.

Transport

La station Zaamouche opérationnelle demain

A. Mallem

La nouvelle station urbaine de transport de la rue Zaamouche sera inaugurée ce dimanche 5 juillet et entrera aussitôt en fonction, a annoncé jeudi un communiqué du cabinet du wali. Cette nouvelle infrastructure de transport d'une capacité de 300 véhicules se compose de 18 quais d'embarquement et d'une quarantaine d'abribus ainsi que d'aires de stationnement et d'attente de véhicules. Elle est dotée des équipements nécessaires en matière d'accueil et de confort : plus d'une quarantaine d'abribus, des toilettes publiques séparées pour hommes et pour femmes et éclairage. Il ne reste plus que d'installer le poste de police et l'administration gestionnaire pour que l'équipement de la station soit au top.

Aménagée dans un lieu largement ouvert et aéré, la station a pour elle l'avantage d'être située à deux pas des stations actuelles de la gare de chemin de fer et de l'avenue de Roumanie qui abrite la station de bus de Sidi-Mabrouk, et communique avec le centre-ville par la passerelle Mellah Slimane et l'ascenseur qui assure la liaison avec

la rue Ben-M'hidi. C'est tout logiquement que les bus et taxis opérant dans ces deux stations vont être transférés dans la nouvelle.

La décision officielle de création de cette nouvelle station urbaine a été prise le 7 mai dernier par le président de l'assemblée populaire communale de Constantine et indique qu'elle comprend 18 lignes de desserte qui seront assurées par trois bus de l'entreprise de transport constantinois (ETC) appartenant au secteur public et des bus du secteur privé. Ces lignes sont : Zouaghi, Ali-Mendjeli, El-Khroub, Massinissa, Sarkina, Djebel Ouahch, Sidi-Mabrouk, Daksi, Ziadia, Riadh, El Gammass, Sissaoui, Boumerzoug, Bekira, Hamma-Bouziiane, Didouche-Mourad (Kessar Leklal et Oued El-Hadjjar), Zighoud-Youcef et Beni Hamidène. Cette station abrite aussi, dans une aire qui leur est réservée, les taxis urbains à destination de Békira, Hamma-Bouziiane, Didouche-Mourad et Zighoud-Youcef. Selon le même responsable de la mairie, les taxis opérant à la station Zaamouche ont été également autorisés à assurer des dessertes sur toutes autres destinations.

«Benboulaid» et «le colonel Lotfi» projetés le 5 juillet

Rekibi Chikhi

Deux films historiques seront projetés à Constantine à l'occasion de la célébration du 53^{ème} anniversaire de la fête de l'Indépendance, «Mustapha Benboulaid» et «Le Colonel Lotfi», nous a appris, avant-hier, M. Foughali le directeur de la culture de Constantine. Ces deux réalisations sont d'Ahmed Rachedi. La première d'une durée de 2 h 40 a été produite en 2008 et la deuxième, tournée à Tlemcen, a été projetée à Oran le 3 mai 2015.

Ce double anniversaire des fêtes de l'Indépendance et de la Jeunesse marquera donc, un retour occasionnel à la projection de films laquelle est absente à Constantine depuis bien longtemps et réveillera sans doute beaucoup d'émotion chez les habitants qui ont assisté aux années glorieuses du cinéma algérien. «Les salles de cinéma était le lieu de rencontre de l'élite constantinoise et des simples amateurs du septième art. C'était des lieux d'une convivialité très raffinée, on se préparait avec soin avant de se diriger vers l'une ou l'autre des salles», nous dira Ali, un habitant du quartier Belle Vue dans le centre-ville. «Comme c'est également la

fête de la Jeunesse, cette projection donnera à la nouvelle génération la possibilité de connaître ces deux personnages hautement symboliques d'une jeunesse qui s'est sacrifiée pour ses grandes valeurs», souligne notre interlocuteur. Et d'ajouter : «on est en train de coordonner avec la direction des Moudjahidines pour que la projection de ces deux films ait lieu au niveau de la grande salle des conférences de l'université El Emir Abdelkader et non au palais de la culture Mohamed El Aid El Khalifa comme cela a été prévu auparavant».

Le 5 juillet sera aussi célébré dans le cadre des «Andaloussiates de Constantine» qui s'étalent du 2 au 9 juillet avec trois jeunes artistes constantinois qui ont repris le flambeau de la conservation du patrimoine musical constantinois, nous dira encore M. Foughali. Concernant le long métrage «Les 7 remparts de la citadelle» d'Ahmed Rachedi aussi et dont les premiers tours de manivelle ont eu lieu au niveau de la place «Si El Haoues», le directeur des Moudjahidines de Constantine nous apprendra «qu'il rencontre des problèmes financiers qui empêchent la finition des scènes qui devraient être tournées à Constantine».

Précisions

Suite à la parution dans votre journal du 01/07/2015 (page 09) lequel relate les faits d'accidents sur l'itinéraire Hamma Bouziiane vers Constantine, plus précisément au niveau de la cité Djebli Ahmed, vous avez relaté les faits d'un accident de circulation survenu vers 02h du matin par lequel un camion appartenant à la Sarl Les Grands Moulins Kenza était acteur dans ce sinistre.

Monsieur, nous portons à votre connaissance qu'aucun de nos camions n'est concerné par ces faits tout en vous demandant de bien vérifier les informations que vous recevez avant toute publication. Sarl Les Grands Moulins Kenza

NB : le communiqué de la Protection civile qui a intervenu sur les lieux de l'accident, et dont nous disposons d'une copie, cite nommément la Sarl Kenza et un camion lui appartenant impliqué dans cet accident.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

17 ramadhan 1436			
El Fedjr 03h33	Dohr 12h39	Assar 16h29	Maghreb 19h59
			Icha 21h38



DOUBLE
BONUS







2X PLUS D'APPELS*

100^{DA} = 2 HEURES

VALABLE DE 18H À 06H



***720#**

(*) Utilisables vers Djezzy de 18h à 06h.
Tarification avantageuse de 2,41 DA/30 sec vers les autres réseaux nationaux.
Nombre de souscriptions illimité.
Validité de souscription 24H.
Promotion valable du 19 juin au 09 juillet.

 www.djezzy.dz

**SOCIETE IMPORTANTE A ES-SENIA
RECRUTE
SON DIRECTEUR COMMERCIAL**

PROFIL DU POSTE :

- Grande expérience dans l'activité Fabrication et Revente en l'état.
- Age moins de 50 ans.
- Bonne maîtrise de la Bureautique (Word - Excel).
- Maîtrise parfaite des langues Arabe et Français.
- Diplôme universitaire dans la filière.
- Résidant à Oran - Libre de suite - Bonne présentation.

IL AURA POUR TACHES EXHAUSTIVES DE :

- La gestion des ventes et le suivi des clients.
- L'analyse et l'exécution des commandes.
- Veiller à l'évolution des stocks de produits finis.
- Collaborer au programme de fabrication avec le responsable de production.
- Gérer les moyens humains et matériels mis à sa disposition.
- Gérer la gestion et le traitement des réclamations clients.
- Superviser les inventaires des produits finis.
- Etablir les statistiques relatives à sa structure.
- Suivre et gérer l'activité des points de ventes.
- Veiller aux objectifs commerciaux de la direction...etc.

Envoyer C.V. avec Photo aux numéros de Fax :
041 51 53 41 et 041 51 53 42

Planifiez vos vacances dès maintenant

**PACKAGE ISTANBUL / ANTALYA
DU 24 JUILLET AU 01 AOUT**

Ce tarif comprend :

- Billet via Air Algérie Alg-Ist-Orn
- Billet Istanbul - Antalya via Turkish Airlines
- Visa
- Transfert Aéroport / Hôtel / Aéroport
- Hôtel Istanbul 4 étoiles Taksim Life Plus avec petit déjeuner
- Hôtel Antalya 4 étoiles Atlas Beach en pension complète
- 1 Visite à Istanbul avec déjeuner
- Traversée du Bosphore en Yacht avec dîner

Prix : 169000 DA en chambre double

Pour plus d'information contactez-nous au :
32, Rue Aroumia Draoua - ORAN
Tél/Fax : 041 25 58 01 - Email : keltoumvoyages@hotmail.com





**Clinique d'Ophtalmologie
DAR EL BASSAR
- MOSTAGANEM -**

Tél. 0558 47 41 58
045 30 83 82

**Cherche Ophtalmologiste
pour installation à plein temps**

**Entreprise de Travaux Publics :
Recrute :**

- Ingénieur en Travaux Publics
- Topographe : (Technicien supérieur géomètre / topographe)
- Conducteur de Travaux : Ingénieur / Technicien en Travaux Publics et Aménagement
- Métreur / Vérificateur
- Conducteur niveleuse
- Conducteur (pelle hydraulique, chargeur, pelleuse)
- Conducteur finisseur
- Mécanicien d'engins : Technicien en maintenance des engins (Travaux Publics)
- Coffreurs et Ferrailleurs
- Maçons
- Ouvriers spécialisés en Travaux Publics

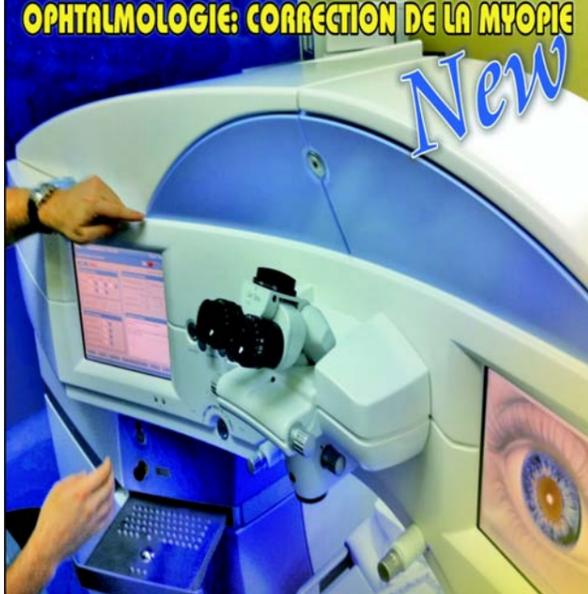
Merci d'envoyer votre candidature, à :
Fax : 041 42 29 98
N° de téléphone : 05 54 50 70 77
(Heure d'appel : 09 h 00 à 16 h 00)

Qualités requises :

- Sens et respect de l'organisation et du travail
- Polyvalence, bon sens et ingéniosité
- Esprit d'équipe
- Une expérience souhaitable de plus de 4 ans
- Résidant la wilaya d'Oran ou proximités
- Lieu de travail : Oran
- Salaire : Selon le profil

OPHTALMOLOGIE: CORRECTION DE LA MYOPIE

New



Un Laser pour la myopie,
de toute dernière génération de ZEISS, Germany combine pour la première fois dans le monde
2 Femtosecond Lasers utilisant la technique du RELEX pour créer le capot cornéen et le lenticule cornéen en même temps afin de corriger la Myopie et l'Astigmatisme. Aujourd'hui, il est à votre disposition à la

**CLINIQUE
DE LA VISION**
63, Blvd les Castors, ORAN.

**Contactez le Secrétaire
du Dr CHIALI**

**Mob : 0777.87.49.91 /
0553.73.86.36
Tél : 041.46.51.33/38
Fax : 041.46.75.42**

FÉLICITATIONS

A l'occasion de l'obtention du Doctorat en Sciences de Gestion de



Monsieur CHIKHI KAMEL
(Enseignant à l'Université Djilali LIABES de SIDI BEL ABBES) avec mention très honorable et félicitations du jury, ton père Hadj, ta mère Z. Bent Mohamed et toute ta famille de TLEMCEM te félicitent.

TÉBESSA

Le Budget supplémentaire et la Formation professionnelle en discussion

Ali Chabana

Deux dossiers étaient inscrits au menu, des travaux de la 2^{ème} session ordinaire de l'APW de Tébéssa, à savoir : l'étude du projet du Budget supplémentaire 2015 et le dossier du secteur de la Formation professionnelle, état des lieux et perspectives. Pour ce qui est du premier volet, l'étude du projet du Budget supplémentaire 2015, les membres de la commission spécialisée ont adopté le principe de la rationalisation des dépenses, cela provient, essentiellement, après la baisse des ressources fiscales. Le projet s'est penché, également, sur la préparation de propositions concernant les aides accordées aux associations et ce, pour l'année financière 2015. D'autre part, le même rapport, rédigé par la commission, a fait état d'un taux de 69,50%, de consommation des dépenses, dans le chapitre fonctionnement, au moment où il n'était de 20,50% seulement pour le volet équipement, ceci pour l'exercice 2014. L'autre dossier

épluché par la commission de l'Education : la Formation professionnelle et l'Enseignement supérieur et la Recherche scientifique, celle-ci s'est attelée, dans son rapport, à décortiquer le secteur de la Formation professionnelle, après la série de visites, sur le terrain, pour prendre le pouls, de l'état des lieux. Selon, l'enquête, des résultats positifs, il y en a, comme l'existence de centres de formation en bon état de fonctionnement, avec les spécialités enseignées et un encadrement pédagogique adéquat. Satisfaction, également, pour ce qui est des projets de réalisation de nouveaux établissements de formation et apprentissage qui se font, selon des normes requises, les Instituts nationaux spécialisés à Boulhaf Dyr et Cheria et les 3 CFPA programmés, dans les communes de Morsott, Negrine et El Meridj, d'après le rapport élaboré par la commission mandatée par l'APW. D'un autre côté, la même commission a relevé des insuffisances et carences, dans certaines structures du secteur visitées : vétusté et

délabrement des bâtiments, manque des équipements nécessaires aux stagiaires, vacance du poste de conseiller d'orientation, auprès de certains centres et instituts, mais aussi le déficit en moyens de transport pour la catégorie de stagiaires habitant loin des centres de formation, dans les zones reculées, existence de la spécialité sans encadreur, exemple, l'hôtellerie. Et pour remédier à cet état de fait, les membres de la commission préconisent, entre autres, la coordination entre l'Agence de l'emploi et la direction de la Formation professionnelle, l'amélioration des programmes, selon les besoins effectifs du marché du travail, encouragement des apprenants pour les métiers manuels, surtout l'artisanat, perfectionnement des canaux de communication à l'endroit des jeunes ayant quitté très tôt l'école. Enfin pour que la formation professionnelle soit performante et fonctionnelle, certaines disciplines devraient être encouragées, comme la spécialisation dans la restauration des sites archéologiques, l'hôtellerie et le tourisme.

BLIDA

Les immigrés illicites de retour



Ph.: Arch.

Tahar Mansour

Depuis quelques jours, de petits groupes de ressortissants africains, surtout des femmes et des enfants, ont refait leur apparition, près des mosquées et des marchés de certaines villes des wilayas du Centre. Ils ont occupé, pendant quelques jours, des endroits isolés, se faisant très discrets, pour mendier quelques dinars, auprès de personnes très généreuses, en cette période de Ramadhan. De jeunes femmes revêtues d'amples robes défraîchies et portant des foulards assez longs se font accompagner d'une ribambelle d'enfants en haillons, portant à leurs mains de petits pots en plastiques demandant la charité au sortir des mosquées à la fin des prières. Quant aux hommes,

ils se tiennent très à l'écart, dans des ruelles peu fréquentées, assis à même le sol, essayant de se faire voir le moins possible. Même Alger n'est pas épargnée par ce phénomène qui a vu l'arrivée, il y a de cela plus d'une année de milliers de Maliens et de Nigériens qui fuyaient soit la guerre soit la famine, dans leurs pays et qui ont été rapatriés car devenus trop nombreux en Algérie et occupant des espaces divers à travers les villes du pays. Tout le monde se rappelle de cette période où ces ressortissants se voyaient par dizaines sur les bords des routes, aux abords des marchés et des mosquées et surtout, marchaient en groupes serrés.

Qui sont-ils, d'où viennent-ils, comment sont-ils entrés sur le territoire national, ce sont des questions qui res-

tent posées et les pouvoirs publics sont interpellés, afin de parer au plus vite et mettre le holà à ce phénomène avant qu'il prenne de l'ampleur, comme la fois précédente.

Au quartier Meissonnier, à Alger, une femme s'est sauvée à la vue des policiers et a abandonné une fillette endormie sur un carton au bord du trottoir. Quand les policiers se sont approchés d'elle pour un éventuel contrôle, elle s'est mise à pleurer et à crier avant d'être prise à bras le corps par un policier qui l'a mise dans un fourgon de la police, suscitant la pitié des Algériens qui passaient par là. Il faudrait aux services concernés de prendre les mesures qui s'imposent, dès maintenant, pour bloquer cet exode massif et éviter le déferlement des années précédentes.

«Kafil El Yatim» au secours des orphelins

Très présente et très active durant toute l'année, l'Association caritative 'Kafil El Yatim' s'implique, encore plus, durant le mois du Ramadhan et tente de répondre à tous les besoins des milliers d'orphelins de la wilaya de Blida. Ainsi, après les aides multiformes, le mouton de l'Aïd, les couvertures de l'hiver et d'autres actions caritatives majeures, l'Association a distribué, durant la première moitié du mois de carême, 7000 couffins à 3.500 familles orphelines sur un programme de 14.000 prévus, durant ce mois de piété. Le reste des couffins sera remis aux familles durant les 15 prochains jours.

Outre cela, l'Association organise des 'iftars' collectifs au bénéfice des orphelins et des veuves.

En marge de ces activités, l'Association 'Kafil El Yatim' a tracé un riche programme consistant à récompenser les enfants orphelins qui font carême pour la première fois, les apprenants de Coran et ceux qui ont réussi aux examens de fin d'année (5^{ème}, BEM et BAC). Enfin, des ha-

bits pour l'Aïd seront remis à 4.000 enfants orphelins, durant la dernière semaine du Ramadhan ; le prix de chaque trousseau étant estimé à 4.000 DA. De nombreux bienfaiteurs ont contribué à la réussite de ces actions en faveur de cette frange défavorisée grâce à l'abnégation, à la présence et au sacrifice des jeunes membres de l'Association.

Tahar Mansour

Horaires des prières pour Alger et ses environs

17 ramadhan 1436				
El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
03h44	12h53	16h44	20h14	21h54



SKIKDA

Un nouveau directeur de la CASNOS

A. Boudrouma

Le directeur général de la Caisse nationale de Sécurité sociale des non-salariés (Casnos), M. Acheuk Youcef Chawki a procédé, mercredi dernier, à l'installation du nouveau directeur d'agence de wilaya de Skikda, M. Bouraoui Djamel, auparavant directeur régional de cette même caisse à Annaba. La cérémonie s'est déroulée au siège de la CNAS de Skikda « emprunté » pour la circonstance, en présence du staff de la Casnos, de cadres et responsables de la CNAS et d'un représentant de l'inspection du Travail. M. Acheuk a profité pour brosser un état des lieux de la caisse qu'il dirige en affirmant que la nouvelle organisation prévoit le remplacement des directions régionales actuelles « qui étaient limitées dans leur action » par des directions de wilaya, dans le cadre de la nouvelle stratégie visant une meilleure proximité pour de meilleures prestations. On compte, annuellement, la création de près de 90.000 entreprises Ansej et Cnac, outre les autres entreprises du secteur non salarié, dira ce responsable qui révélera que sur un potentiel estimé à 3 millions d'adhérents, actuellement, les affiliations atteignent à peine la moitié de ce chiffre, reconnaissant la faiblesse et un manque de communication qui devra être comblé prochainement. Il a déploré que les non salariés ne connaissent pas bien leurs droits et devoirs et notamment l'avantage d'une couverture sociale qu'il qualifiera de « seul système au monde qui permet à un seul assuré d'accéder aux soins et aux médicaments, lui et ses ayants droit, ascendants et collatéraux féminins, sœurs, nièces qui sont à sa charge ». C'est dans cette optique qu'un vaste programme de sensibilisation sera lancé en

direction des opérateurs concernés. La première phase comprendra une campagne d'explication et la seconde sera consacrée à l'application de la réglementation. M. Acheuk a révélé, en outre, que le décret régissant la Casnos est dépassé. Il a souligné à titre d'exemple l'agriculteur qui ne peut payer au mois d'avril, chaque année, car préoccupé par ses cultures, le mieux serait de reculer l'échéance de paiement au mois de juin-juillet, à la récolte ou bien offrir des possibilités de paiement échelonné... Dans son intervention, il a souligné que « le rôle de l'élément humain est déterminant, nous avons opté pour la formation sur le terrain et une polyvalence des agents permettant une meilleure flexibilité et une bonne prise en charge des assurés ».

Pour l'aspect contrôle, au lieu de mesures coercitives strictes les contrôleurs seront investis, également, d'une mission de marketing ; ils seront dotés de tablettes avec connexion 3 G pour accéder au système informatique mis en place et connaître, en temps réel, la situation des personnes concernées. A ce titre, l'intervenant a déclaré que 2015 a été décrétée par le ministre du Travail et des Affaires sociales année du recouvrement. Au sujet de la direction Casnos de Skikda, l'orateur a évoqué les démarches entreprises avec la wilaya de Skikda pour bénéficier d'une structure adéquate ; le siège actuel ne répondant plus aux exigences de l'heure tout en exhortant le directeur nouvellement installé à « booster Skikda en terme de structures et de recouvrement ». Il a révélé, enfin, que les équilibres financiers existent à la Casnos mais il faut, malgré tout, augmenter les recettes pour aborder le futur dans la sérénité, faire face aux besoins induits par un vieillissement de la population.

MÉDÉA

Commerce : les contrôleurs sur le qui-vive

Rabah Benaouda

Les dix premiers jours de ce mois sacré de Ramadhan ont été caractérisés par la multiplication des interventions, qui ont atteint un total de 1.502, effectuées par les agents-contrôleurs du service de la Répression des fraudes, relevant de la direction du Commerce de la wilaya de Médéa. Un bilan fait état de 204 infractions relevées, suivies de l'établissement d'autant de procès-verbaux, de grosses saisies de produits alimentaires divers, dont la plupart, rapidement et facilement, périssables, et une proposition de fermeture de quatorze locaux et espaces commerciaux. C'est ce qui ressort, en effet, de la lecture détaillée du communiqué de presse, émanant de la cellule concernée de cette direction et relatif aux activités des différentes brigades de son service de la répression des fraudes, à travers les dix-neuf dairas que compte la wilaya de Médéa, et ce durant les dix premiers jours de ce mois de Ramadhan.

Ainsi, les deux premières grosses saisies ont eu lieu, suite de la découverte de produits alimentaires divers dont notamment un total de 3.290 boîtes de « s'men », très utilisé durant le mois de Ramadhan, d'origine douteuse, dans des... «couffins du Ramadhan», destinés pourtant à apporter un peu de « réconfort alimentaire » à des familles démunies et nécessiteuses. Deux saisies qui ont eu lieu respectivement à Berrouaghia, pour 3.000 boîtes de 680 g, et à Khems Djoumaâ, pour les 290 autres boîtes de 500 g.

Des boîtes de « s'men » ne comportant aucune indication quant à l'origine, au fabricant, à la date de fabrication et celle de péremption, qui ont été saisies, à titre conservatoire, et dont des échantillons ont été remis au laboratoire régional de Blida pour des analyses approfondies. A ces deux saisies s'est ajoutée une autre, tout aussi importante, caractérisée par un total de dix-huit quintaux de produits alimentaires divers, principalement du yaourt, du casher et des fromages, impropres à la consommation, évalués à plus de 30 millions de centimes. Une saisie qui a eu lieu dans la commune et chef-lieu de daïra d'Ouzera, à bord d'un camion dont le chauffeur s'adonnait à un commerce ambulancier et illégal de ces produits, alors que ledit véhicule n'était doté d'aucun système de réfrigération, comme le stipule la loi régissant la chaîne de froid. Une saisie qui a été effectuée en coordination étroite avec les éléments du bureau d'hygiène de cette commune d'Ouzera et qui s'est terminée par la destruction de toute la quantité saisie. Un communiqué de presse fait état, enfin, de la saisie, à l'issue de différentes opérations de contrôle, d'autres produits alimentaires d'origine douteuse, dont une grande partie de viandes rouges, bovine notamment, d'une quantité totale de 3,8 tonnes.

Extensions illicites dans le groupement d'Oran Une nouvelle opération de démolition à partir de lundi

D. B.

Une nouvelle opération ciblant les extensions illicites dans les communes du groupement d'Oran sera lancée lundi, apprend-on de sources proches de la wilaya. Nos interlocuteurs indiquent que plus d'une cinquantaine de sites, répartis entre les communes d'Oran Bir El-Djir et Es-Senia ont été recensés par la commission de wilaya chargée du suivi du dossier. Il s'agit surtout de l'extension érigée au rez-de-chaussée des immeubles, ainsi que les extensions illicites des commerces, crémeries et cafétérias. Dans un premier temps l'opération concernera les cités récemment réalisées à Oran Est et certaines communes où un nombre important de logements ont été réalisés. Selon nos sources, il s'agit de démolir tous les espaces squattés aux rez-de-chaussée par les habitants de ces immeubles ainsi que des extensions réalisées sans autorisation par les gérants de

crémeries, fast-foods et cafétérias. Concernant le bilan de la première phase qui s'est étalée sur une dizaine de jours, elle a permis aux membres de la commission de démolir plus d'une centaine d'habitations et d'extensions illicites. Plus précisément 113 constructions et extensions illicites ont été éradiquées à Bir El-Djir, Mers El-Hadjadj et Gdyl. Une cinquantaine de constructions et extensions illicites ont été démolies au début du mois dernier à Bir El-Djir. L'opération chapeauté par les responsables de l'APC et de la daïra c'est déroulée sans incidents. Elle survient au lendemain de la démolition de 38 autres constructions illicites à Mers El-Hadjadj. Dans un communiqué, la wilaya d'Oran avait annoncé que l'opération se poursuivra au fur et à mesure que des extensions sont recensées. Une commission a été installée par le wali pour le suivi des opérations d'éradication de toutes les extensions et constructions illicites. La com-

mission dispose d'une réquisition ouverte pour intervenir dans l'ensemble des quartiers et cités de la wilaya. L'éradication des extensions illicites a été lancée dans la localité balnéaire de Kristel relevant de Gdyl. Une quinzaine d'habitations ont été complètement démolies. Il s'agit d'habitations de fortune érigées à quelques mètres de la plage engendrant un véritable désastre à la fois pour l'environnement et pour le littoral. L'opération a ciblé les lieux dits Goudis et Dardaza où les squatters ont érigé leurs habitations. Ces familles ont été déjà recensées quelques semaines auparavant par la commission mise sur pied par la daïra. Ces maisons de fortune servaient pour certains de résidences secondaires, indique-t-on. Les occupants ont été sommés de rejoindre leurs habitations en ville. Ainsi et pour éviter tout squat illicite, l'APC de Gdyl a programmé une opération similaire toujours dans la localité de Kristel.

16 personnes intoxiquées par des gâteaux impropres Deux pâtisseries dans le colimateur

K. Assia

La direction du commerce d'Oran a décidé de sévir à la suite de l'intoxication alimentaire due à la consommation de pâtisseries. En effet, deux arrêtés de fermeture ont été signés mercredi dernier contre deux pâtisseries situés respectivement à Gambetta et à Maraval, apprend-on à la direction du commerce.

Les prélèvements d'échantillons effectués par les équipes du contrôle de la qualité ont révélé la présence de coliformes fécaux, des bactéries découvertes dans les gâteaux

à l'origine de cette intoxication. Il s'agit selon nos sources de mesures administratives prises pour absence d'hygiène. Les équipes du commerce ont également dressé un PV contre le contrevenant. Les deux pâtisseries ont été proposées à la fermeture jusqu'à la levée des réserves, a-t-on appris hier à la direction du commerce.

En effet, 16 personnes ont été victimes d'une intoxication alimentaire après avoir consommé des gâteaux. Les victimes qui ont ressenti des douleurs abdominales et autres vomissements, ont été

transférées aux services des UMC où elles ont reçu les soins nécessaires. Des prélèvements ont été effectués afin de déterminer les causes exactes de cette intoxication.

Les intoxications dues aux coliformes fécaux se manifestent le plus souvent par des troubles gastro-intestinaux (nausée, vomissement et diarrhée), habituellement de courte durée.

Cependant, chez les personnes sensibles, telles que les bébés, les personnes âgées et celles présentant un déficit immunitaire, les effets peuvent être plus graves et chroniques.

Vols avec port d'armes prohibées Cinq malfaiteurs écroués

Suite à plusieurs plaintes déposées pour vols, les éléments de la 24^e sûreté urbaine sont parvenus à neutraliser une bande composée de cinq malfaiteurs.

Les mis en cause, âgés entre 19 et 26 ans, sont impli-

qués dans plusieurs affaires de vols avec port d'armes prohibées, troubles à l'ordre public, agression et détention de stupéfiants. L'arrestation de cette bande qui semait la terreur a été un soulagement pour la population. Les enquêteurs

ont saisi un important lot d'armes blanches qui servaient aux malfaiteurs pour commettre leurs forfaits.

Les auteurs ont été présentés au tribunal et placés sous mandat de dépôt.

K. A.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Critique



la bagnole.
- Quand il la voit, ymoute.
- «Sinon elle lui coupe les vi-
vres», dit l'autre, avant de

quitter le groupe.
Les trois autres qui restaient continuèrent dans le même registre.

- Maghloub martou.

- Medloul.

- Pour tout l'or du monde je ne l'aurais pas épousée, tgoul braka, complète le troisième avant de partir.

Il n'avait pas encore le dos tourné que les deux copères commençaient à lui casser du sucre sur le dos. Ils se connaissaient trop bien. Ils avaient deux lames de scie à la place de la langue. Les deux ne voulaient pas bouger. Chacun voulait avoir l'autre à l'usage mais ça a trop duré. Ils décidèrent donc de faire un pacte.

- Jure-moi qu'à l'intérieur de toi-même, au moment où on se sépara, tu ne vas pas me critiquer, dit le premier.
- Juré, tu peux partir ! et il le suit du regard, tournoyant doucement la tête, comme une adjouz, d'un hochement de tête qui en disait long.

Stockage de céréales Lancement des travaux de réalisation de l'unité de Oued Tlélat

À l'issue du choix d'une entreprise chinoise, les travaux de réalisation de la nouvelle unité de stockage de céréales de Oued Tlélat ont été lancés, apprend-on de sources proches de l'APC de Oued Tlélat. Cette unité d'une capacité de stockage de quelque 30.000 tonnes sera réalisée sur une superficie de trois hectares. Le délai de réalisation a été fixé à 30 mois. Le projet prévoit des équipements sophistiqués permettant de renforcer les capacités de stockage des céréales, en adéquation avec le développement de cette culture ces dernières années à Oran où la production, qui variait entre 50.000 et 60.000 quintaux dans les saisons précédentes, a atteint 265.000 quintaux.

Oued Tlélat a été retenu pour abriter ce dock, car considérée

avec Tafraoui comme zones céréalières disposant de 70% de terres destinées à cette culture dans la wilaya, en plus du projet d'aménagement de la plaine de Mléta en cours de réalisation dans cette région. La capacité actuelle de stockage des céréales à Oran dépasse le un (1) million de quintaux, répartis à travers des silos à Oued Tlélat, Es-Sénia et Haï Es-Salem (Oran) qui compte une capacité de 100.000 quintaux. Le projet de l'unité de stockage s'inscrit dans le cadre du programme du ministère de l'Agriculture et du Développement rural portant sur la réalisation de 39 unités du genre à travers le pays, prises en charge par l'Office algérien des céréales.

Il y a lieu de signaler qu'en parallèle à la réalisation de cette unité, la deuxième phase du

projet pilote d'utilisation des eaux usées de la station d'épuration d'El Kerma pour l'irrigation de la plaine de Mléta est entrée en service. Ainsi et après le lancement de la deuxième phase du projet d'irrigation de la plaine de Mléta à partir de la STEP d'El Kerma, une superficie de 6.100 hectares sera irriguée. Quelques fermes pilotes vont bénéficier de cette opération chapeauté par la direction des services agricoles en collaboration avec le Fonds national de développement de l'investissement agricole (FNDIA). Le but étant de promouvoir le système d'irrigation économiseur d'eau à la parcelle. Les agriculteurs exploitant des coopératives individuelles ou collectives peuvent bénéficier de cette expérience.

D. B.

Réunion du conseil de wilaya du RND Un conclave pour la réconciliation et le rassemblement

Houari Saaidia

Intervenant dans un contexte interne pour le moins tendu qui a laissé planer le spectre des scénarios de boycott, de prise de positions aiguës par les « frères-ennemis », voire de mise en échec carrément, la première réunion officielle du conseil de wilaya du Rassemblement national démocratique (RND), sous l'ère de son nouveau coordinateur local Abdelhak Kazi Tani, fraîchement nommé à ce poste par le secrétaire général par intérim du parti, Ahmed Ouyahia, s'est finalement tenue dans le calme et la sérénité. Ouverte « à tout le monde » sans aucune exclusion, y compris à ceux ayant claqué la porte au parti pour une raison ou une autre, l'assemblée générale de la structure organi-

que et territoriale locale du RND, tenue dans la soirée de jeudi, se voulait d'abord réconciliatrice. Et elle l'a été, dans une large mesure. En tous les cas, dès sa prise de parole, après qu'il a lu la lettre d'Ahmed Ouyahia, le nouveau coordinateur du parti pour la wilaya d'Oran a multiplié les messages de conciliation et de réconciliation, invitant les uns et les autres -sans les citer nommément- à transcender leurs désaccords dans l'intérêt supérieur du parti. Il faut dire que le successeur de M. Benatia a su et a pu apaiser les esprits, aidé par la teneur, la pertinence et la dextérité des mots employés par le secrétaire général (par intérim) du parti dans sa missive. Aussi, un vibrant hommage a été rendu au coordinateur de bureau sortant, M.

Benatia, aussi bien par les militants du parti présents en nombre dans la salle, qui n'arrivaient pas à contenir toute l'assistance, mais aussi au travers du message signé M. Ouyahia portant à son égard un témoignage de bons et loyaux services rendus au parti. C'était également l'occasion pour le nouveau coordinateur M. Abdelhak Kazi d'affirmer devant les militants du parti qu'« il ne ménagera aucun effort pour rassembler les rangs du parti à Oran et qu'il œuvrera inlassablement pour la stabilité du RND ». Il s'est dit, par ailleurs, ouvert à toutes les critiques constructives et autres suggestions de nature à contribuer au perfectionnement du programme politique, social et économique du parti et au renforcement de ses rangs, notamment son assise de base.

EHU 1^{er} Novembre Des campagnes de collecte de sang après la rupture du jeûne

J. Boukraâ

Les donateurs de sang se font rares durant le mois de Ramadhan. Bien que cela soit le cas chaque Ramadhan, l'impact se fait ressentir davantage cette année. Plusieurs campagnes de collecte de sang sont organisées au niveau des places publiques et à proximité des mosquées dans le but d'attirer le plus grand nombre « d'âmes charitables ». Dans ce cadre, le Centre de transfusion sanguine relevant de l'Etablissement hospitalo-universitaire 1^{er} Novembre 1954 d'Oran organise, depuis le premier jour du mois sacré, des campagnes de collecte de sang juste après la rupture du jeûne. Selon la cellule de communication de l'EHU, cette initiative a été prise en collaboration avec des associations telles que El Warid et Machair El Kheir. Le Centre de transfusion sanguine a effectué depuis le début de cette campagne 06 collectes fixes au sein du CTS ont été organisées depuis le début du mois sacré. Cette campagne s'étalera tout au long du mois de ramadan et touchera plusieurs communes de la wilaya d'Oran. «Certains pensent que le don du sang peut nuire à leur santé en période de jeûne, chose qui est fautive»,



dira un biologiste du Centre de transfusion sanguine de l'hôpital d'Oran. Face à cette situation difficile, des campagnes de collecte sont organisées un peu partout, durant la nuit, pour encourager les citoyens à donner de leur sang en cette période de carême. Toutefois, beaucoup reste à faire dans une wilaya qui, malgré une population importante et des moyens con-

séquents, accuse toujours un déficit. Malgré les campagnes de sensibilisation, rares sont ceux qui font don d'un peu de leur sang. La majorité de donateurs le font parce qu'ils ont un membre de la famille ou un ami qui a besoin d'une poche de sang. Les donateurs réguliers ne représentent qu'un faible pourcentage du nombre global des donateurs recensés par le CTS.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Belkacem Houaria, 66 ans, 3, place Benslimane Kada
Dahou Houari, 77 ans, Castors
Chaib Khaira, 84 ans, 17, rue Farès Mohammed
Baati Hadda, 98 ans, Maraval

Horaires des prières pour Oran et ses environs

17 ramadhan 1436

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h05	13h08	16h57	20h26	22h04



Candidature d'Oran pour les JM de 2021

L'APW prépare sa feuille de route

Sitôt dit, sitôt fait. L'implication de l'APW dans le processus de promotion de la candidature d'Oran pour l'organisation des Jeux Méditerranéens (JM) de 2021 est déjà effective.

Houari Saaidia

La mi-juin, depuis la tribune de l'hémicycle où se déroulaient les travaux de la 2e session APW 2015, le wali d'Oran, Zaalane Abdelghani, exhortait les élus de la wilaya à prendre fait et cause de la postulation de leur ville pour les JM-2021. Le message n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd, puisque l'APW s'est aussitôt mise à l'œuvre en organisant deux réunions consécutives dans le but de mettre au point une feuille de route définissant les actions à entreprendre par étapes. Le plan d'action n'étant pas encore finalisé, mais on en connaît doré et déjà les lignes génératrices. Elles s'inspirent, dans un souci de conformité et d'harmonie, des 21 initiatives antérieures à l'événement des JM-2021 consignées dans le dossier de candidature d'Oran déposé, le 31 juillet 2014, auprès du secrétariat général du Comité international des Jeux Méditerranéens (CIJM), à Athènes. On en cite, à titre d'exemple, des opérations de proximité avec la population locale (diffusions de flyers promotionnels, passage de la caravane des JM dans la région d'Oran), exposition de tableaux artistiques représentant la Méditerranée, son histoire, ses pays et ses villes, programme de formation des volontaires d'Oran pour ces joutes internationales, campagne de sensibilisation et de prévention pour la sécurité et le fair-play dans les stades, programme d'informations sur les JM à destination des supporteurs notamment, organisation



d'événements et de festivités à l'approche du rendez-vous. Comme il s'agit d'une concurrence, très acharnée d'ailleurs, avec l'autre candidate officielle, la ville tunisienne de Sfax, le côté information, ce front stratégique constituant une des batailles cruciales et même déterminantes dans le sprint final de l'accueil des JM 2021, l'Assemblée locale élue d'Oran veut se mobiliser pleinement et énergiquement sur ce front, qu'on peut nommer «cyber-guerre» ou «guerre de l'information», avec tout le respect que les deux pays frères et voisins - et leurs villes respectives par ricochet - se doivent mutuellement, à plus forte raison qu'il s'agit là, par définition et par essence, de sportivité et d'olympisme comme valeur suprême. On envisage ainsi de mettre en place une cellule locale bien outillée en TIC qui sera aux aguets de la moindre nouvelle sur le dossier de la candidature aux JM 2021, y compris bien sûr ce qui se fait en termes de campagne promotionnelle et publicitaire côté tunisien, notamment via internet. A l'évidence, cette cellule ne se confinerait pas dans une posture d'observateur neutre, mais s'impliquerait activement dans le jeu de la «e-promotion» de sa propre ville via les journaux électroniques, les sites web, les portails, les réseaux sociaux, etc.

BUDGET DE PLUS DE 52 MILLIONS \$ POUR LES JEUX

Pour Kazitani Abdelhak, «la notoriété internationale qu'apporterait à Oran

ce méga-événement sportif constitue un des arguments majeurs de la candidature de notre ville. Le développement en est un autre. En effet, la construction de cette nouvelle image à travers un grand événement sportif tel que les JM vise surtout à repositionner la ville sur la carte du monde et à attirer des investissements internationaux. Le fait que les transformations urbaines que nécessite l'organisation d'un événement sportif hautement médiatisé sont extrêmement rapides explique leur intérêt. Puisqu'il doit être fin prêt avant la date échéance, cet événement sportif agit en effet comme un catalyseur des grands projets de développement urbain pour notre ville qui aspire à devenir une vraie métropole méditerranéenne».

Cela résume, en partie, le nerf de la guerre que l'Etat s'engage à investir pour faire valoir la candidature de sa ville Oran pour les JM-2021. A cet effet, le projet de budget prévisionnel pour les JM 2021 est de l'ordre de 52 millions de dollars, selon une source officielle. Mais les dépenses franchiront ce montant puisque ce budget prévisionnel n'inclut pas les investissements prévus pour les installations sportives et le village méditerranéen. Les principales sources de financement seront dégagées par les pouvoirs publics à travers le MJS (35 millions \$), la wilaya d'Oran (7,50 millions \$) et l'APC d'Oran (2,25 \$). On table, par ailleurs, sur un total de recettes de l'ordre de 6,20 millions \$ en termes de sponsoring, vente de billets, droits TV et autres.

Des sites pris d'assaut par les familles la nuit Sidi M'Hamed, Bd Dubai et les jets d'eau pour fuir la canicule

J. Boukraa

Depuis le début du mois de Ramadhan, les places publiques et autres endroits de détente connaissent une activité dense. La chaleur a poussé de nombreuses familles à investir les espaces verts, les jardins publics et les parcs d'attractions, devenus en ce mois sacré de véritables points de ralliement où les familles commencent progressivement à affluer moins d'une heure après la rupture du jeûne. Le jardin de Sidi M'hamed et l'avenue Dubai à la cité Akid Lotfi sont les lieux privilégiés des familles. Certaines familles n'hésitent pas à ramener tout le nécessaire pour leur soirée. Les familles se plaisent à passer ces bonnes soirées autour d'un bon plateau de thé, de pâtisseries orientales et de friandises-maison. «Cela me permet de changer mon quotidien partagé entre le travail et la cuisine, tout en permettant à mes enfants de jouer et de se dépenser, loin des dangers de la rue», dira une mère de famille rencontrée au jardin Sidi M'hamed. D'autre part, la nuit, le boulevard appelé «Dubai», qui se distingue par ses palmiers et ses carrés de gazon, se transforme en une esplanade grouillante de monde. «C'est un lieu

idéal pour se décompresser après une journée de labeur». D'autres préfèrent carrément poser leurs chaises près du jet d'eau au rond-point de l'hôtel Méridien. «Le boulevard Dubai, devenu populaire, mérite d'être pris en charge en matière de programmation culturelle», a fait remarquer une jeune Oranaise. Aussi les ronds-points dotés de jets d'eau ont été envahis par des ribambelles d'enfants des cités populaires. Ainsi, le jet d'eau du rond-point de l'hôtel Sheraton, celui du rond-point de la wilaya ou encore celui de l'hôtel Méridien attire une foule considérable d'enfants qui n'hésitent pas à s'adonner à leur sport favori: «un plongeon» dans l'eau limpide de ces infrastructures d'embellissement urbaines. A Oran, mis à part le parc d'attractions d'El-Hamri et quelques aires de jeux mal fréquentées et mal gérées, la ville manque énormément d'espaces de détente pour les enfants en cette période de grands vacances. «Le développement du secteur des loisirs réservés aux enfants est négligé. Les enfants ne peuvent utiliser leur temps libre et s'adonner à ce qu'ils aiment», dira un père de famille. D'autre part, fuyant les températures caniculaires, certaines familles oranaises, en quête de

tranquillité et de fraîcheur, ont aussi opté pour les veillées au bord de la mer. Les jeunes et moins jeunes préfèrent carrément aller à la plage pour faire trempette malgré les consignes de la Protection civile déconseillant les baignades de nuit. Cette situation inédite du fait de la coïncidence du mois de Ramadhan avec la saison estivale a toutefois été mise à profit par certains jeunes qui investissent les plages dans la soirée pour vendre toutes sortes de denrées (gâteaux, glaces, fruits secs...). Pour assurer la sécurité des familles, 2.000 agents de police, appuyés par des patrouilles mobiles, sont mobilisés jour et nuit pour veiller à la quiétude des Oranais et des visiteurs en ce mois de Ramadhan où les nuits sont malheureusement caractérisées par une hausse de la violence, des agressions et notamment des bagarres. Des opérations de fouille au corps et coups-de-poing seront aussi organisées au niveau des repaires de la délinquance avec intensification des barrages de contrôle. Les citoyens sont toutefois appelés à prendre contact avec les services de police et ceux de la gendarmerie via les numéros verts 15-48 et 10-55, des numéros qui ont été souvent à l'écoute des préoccupations des citoyens.

154 Logements LPA de Belgaïd Les souscripteurs appelés à déposer les dossiers CNL

K. Assia

Après plusieurs mois d'attente, les futurs bénéficiaires des 154 logements LPA de Belgaïd sont désormais convoqués à déposer leurs dossiers CNL auprès de l'Office de promotion et de gestion immobilière OPGI d'Oran. Une année après le versement de la première tranche, les bénéficiaires de ce programme se disaient inquiets quant à la lenteur dans la constitution de ce dossier qui prévoit l'aide de l'Etat. L'office doit pour sa part constituer tous les dossiers après l'aval donné par la CNL. Parallèlement à cela, l'office a prévu la réception de 426 logements de type promotionnel en septembre prochain. La réception provisoire des chantiers a été faite à l'exception des travaux de VRD. L'OPGI a bénéficié, il y a plus de trois ans, d'un programme de 1.400 LPA dont 1.300 sont prévus à Belgaïd, daïra de Bir El-Djir, et 100 LPA à Ain El-Turck. En janvier der-

nier, un quota de 300 unités a été rajouté à l'office. Dans ce registre, on saura que le reste du programme sera livré au cours du premier trimestre de l'année 2016. Il est question, dans ce registre, de 974 unités sur les 1.300 logements LPA de Belgaïd lesquels font l'objet de réunions d'évaluation et de suivi périodiques. L'office avait tout au début de l'opération transféré toutes les demandes des postulants à la nouvelle formule du logement promotionnel aidé LPA aux daïras respectives. Quelque 41.381 demandes ont été transférées vers les daïras. Il s'agit avec précision de 27.412 demandes transférées vers la daïra d'Oran, 1.490 vers la daïra de Ain El-Turck, 889 vers la daïra d'Arzew, 485 vers la daïra de Bethioua, 2.593 demandes vers la daïra d'Es-Sénia, 7.027 vers la daïra de Bir El-Djir, 559 vers la daïra de Boutlélis, 168 demandes vers la daïra de Oued Tlilat et 698 demandes vers la daïra de Gdyl.

Coopération algéro-française La frégate Courbet accoste au port d'Oran

D. B.

Dans le cadre de l'accord de coopération dans le domaine de la défense entre l'Algérie et la France, la frégate furtive légère française Courbet a accosté hier au quai «Casablanca» du port d'Oran. Cette escale a été mise à profit par l'ambassadeur de France, M. Bernard Emié, haut représentant de la République française en Algérie, pour l'organisation d'une réception à bord, en l'honneur des autorités locales et des représentants de la presse. Au-delà du renforcement de la coo-

pération bilatérale entre la marine nationale et son homologue française, cette escale marque aussi l'attachement de la marine nationale française au maintien des liens d'amitié et de confiance avec les forces navales algériennes. La frégate française a déjà participé à des opérations en commun avec la marine algérienne pour tester les capacités opérationnelles d'intervention en commun des forces navales algériennes et de la marine française en cas de catastrophes en mer et d'activités illicites (trafic de drogue, d'armes, etc.).

Lutte contre le trafic de stupéfiants Un dealer sous les verrous à Ain El-Turck



R. Boutlelis

Une quantité de 110 grammes de résine de cannabis et 12 comprimés psychotropes de marque Rivotril ainsi que de la poudre blanche destinée vraisemblablement à être mélangée avec des comprimés antalgiques Paracétamol, broyés au préalable, et ce, pour être fourguée aux tributaires de la cocaïne en plus d'un couteau de boucher, ont été saisis par les éléments de la police judiciaire de la sûreté de daïra d'Ain El-Turck, apprend-on de sources policières. Agissant sur la base d'une information faisant état d'un trafic de drogue, les en-

quêteurs de la PJ de ladite sûreté ont opéré une étroite surveillance d'une masure située au sein du bidonville mitoyen à la cité des 350 logements sociaux. Le mis en cause dans ce trafic de drogue, un repris de justice répondant aux initiales B. A., âgé de 32 ans, a été appréhendé sur les lieux, indiquent nos sources. Il a été présenté mardi devant le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'Ain El-Turck. Au terme de son audition, ce prévenu a été placé en détention provisoire sous les principaux chefs d'accusation de détention et de commercialisation de stupéfiants. Une enquête judiciaire a été ouverte.

Il chute dans une machine de fabrication de boissons Un jeune gravement blessé à Boutlélis

Un jeune homme a été gravement blessé après avoir fait une chute dans une machine. L'accident s'est produit dans une usine de fabrication de boissons dans la commune de Boutlélis.

L'infortuné, âgé de 29 ans, a été retiré par les agents de la Protection civile. Blessée au niveau de plusieurs parties du corps, la victime a été évacuée vers une structure sanitaire. J. B.

AIN-TEMOUCHENT

Trois échangeurs routiers en chantier

Trois nouveaux échangeurs routiers sont en cours de réalisation sur la route nationale n°2, axe routier reliant les wilayas d'Aïn-Temouchent et d'Oran, a-t-on appris auprès d'une bonne source.

Mohamed Bensafi

Les taux d'avancement des différents chantiers sont estimés entre 10 et 25%. Ces échangeurs devraient permettre, outre la desserte des villes voisines, le remplacement des ronds-points très dangereux au niveau des intersections, notamment sur les entrées est d'El-Malah et de Hassi El-Ghella et à l'entrée ouest d'El-Amria. Ils devraient également contribuer à la fluidité du trafic et à la résolution du problème de la congestion sur cet axe. Ces nouvelles infrastructures viennent s'ajouter à d'autres ouvra-

ges d'art (échangeurs, pénétrantes et trémies) déjà réalisés ces deux dernières années à Aïn-Temouchent dans le cadre du programme de développement de 2015 à l'image de l'échangeur desservant l'entrée est d'El-Amria, a-t-on ajouté. Notre source fait état aussi des travaux en cours comme le dédoublement sur 16,870 km de la route reliant El-Amria et la zone d'expansion touristique de Bouzedjar. Également le projet d'un évitement contournant Béni-Saf par le sud, d'un dédoublement de la route nationale 108 reliant Châabat El-ham à Hammam-Bouhadjar sur 42 km, de la modernisation

de la route reliant Hassi El-Ghella à Hammam-Bouhadjar sur 14 km et d'un ouvrage d'art sur la Tafna sur le CV n°1. Auxquels il faudra aussi ajouter des opérations de réhabilitation, d'entretien de chemins vicinaux, communaux et départementaux. Ainsi que le projet de la bretelle routière reliant sur 80 km le nouveau pôle industriel de Béni-Saf à l'autoroute Est-Ouest qui sera composée de 10 échangeurs et 17 viaducs dans ses trois sections reliant Béni-Saf à Sidi Bel-Abbès via Aïn-Temouchent. Toutes ces opérations seront en grande partie réceptionnées en 2016, a-t-on encore ajouté.

Des enfants du Sud découvrent la mer

Des sessions de colonies de vacances sont organisées, cette année encore, par la direction de la Jeunesse et des Sports (DJS) de la wilaya d'Aïn-Temouchent au profit d'enfants âgés de 8 à 12 ans du Sud du pays. Ces derniers sont conviés à découvrir la féérique côte temouchentoise, depuis le début du mois de juillet jusqu'au 21 août. Venus de différentes wilayas des Hauts plateaux et du Sud du pays, 300 enfants sont, depuis jeudi, déjà là, savourant des moments merveilleux sur des splendides plages. A cet effet, plusieurs centres de vacances et établissements scolaires ont été aménagés pour la circonstance, tous installés au bord de la mer, à l'exemple de Terga, Chatt-El-Hillal, Béni-Saf et Rachgoun. Tout ça pour que des petits chérubins d'El-Bayadh, Béchar, Adrar et autres repartent heureux chez

eux, après avoir vécu dans la joie et le bonheur, le temps d'un séjour qui restera certainement gravé dans leur mémoire. En plus des équipes pédagogiques et des troupes musicales pour l'animation des soirées, le programme des journées est riche et varié pour des bambins déjà aux anges. La matinée est réservée exclusivement à la baignade, ce qui procure un plaisir infini à de jeunes gens venus du Sud du pays. Comme, hichem (08 ans) qui s'est dit "émerveillé" de voir la mer de près, lui qui ne la connaissait qu'à travers les contes, les livres ou le petit écran. Ce jeune vacancier a noté aussi la beauté des paysages traversés depuis El-Bayadh jusqu'à Béni-Saf. L'après-midi est réservé à la sieste et au goûter. Après, on s'attelle aux travaux manuels où une panoplie d'activités pédagogiques et de loisirs figure au

menu du séjour. En plus des séances de baignade et des veillées culturelles et artistiques, les enfants effectueront des visites guidées et des randonnées pédestres pour découvrir les centres urbains des villes ou encore les sites naturels de la région. Des auberges relevant de l'Agence nationale de loisirs de jeunes (ANALJ) devraient également être exploitées pour les colonies de vacances et l'opération «mobilité de jeunes». Celle-ci concernera, après le mois de Ramadhan, les jeunes de la catégorie d'âge des plus de 15 ans venant aussi des wilayas du Sud du pays. Notre source précisera que les associations subventionnées par l'État ainsi que les maisons de jeunes devraient occuper des camps de jeunes, les week-ends.

M. B.

HAMMAM-BOUHADJAR

Une voiture percute un arbre, un mort et deux blessés

Le drame est survenu jeudi, un peu après 17h, sur un chemin reliant Hammam-Bouhadjar à Aïn El-Beida, 25 km à l'est de Aïn-Temouchent. C'est le chauffeur d'un véhicule utilitaire de marque Toyota Hilux qui perdit le

contrôle après qu'un pneu arrière a crevé, semble-t-il. L'engin fit alors plusieurs tonneaux avant de terminer sa course contre un olivier d'alignement. Selon notre source, le choc fut tellement violent que le chauffeur succom-

ba à ses blessures sur les lieux alors que deux autres passagers ont été admis aux services des UMC de la ville des thermes. Une enquête a été ouverte par les services compétents.

M. B.

EL MATMAR

La population sans eau depuis trois jours



Mahi Ahmed

Le bureau de wilaya de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH) a adressé, jeudi dernier, une correspondance au wali par intérim de la wilaya de Relizane afin de le saisir sur la crise d'approvisionnement en eau potable que connaît la ville d'El Matmar, 10 km à l'ouest de

Relizane, depuis trois jours, et souhaite une intervention urgente du premier responsable de la wilaya sur ce cas de soif qui affecte la population de cette localité en ces temps de canicule. La lettre met en cause l'absence des autorités locales et les services de l'ADE dans cette situation difficile que vivent les citoyens, lesquels prennent leur mal en patience dans les files d'attente devant

les camions-citernes qui les approvisionnent en eau. La correspondance signée par le président du bureau de wilaya de la LADDH en appelle au wali pour prendre les mesures nécessaires pour mettre un terme définitif au problème des coupures du précieux liquide, notamment en cette période de ramadan qui se caractérise par un temps caniculaire.

EL BAYADH

Le gaz de ville et l'énergie électrique sur la bonne voie

Hadj Mostefaoui

Avec seulement trois agences commerciales, implantées respectivement chacune au niveau des chefs-lieux des daïras d'El Bayadh, de Bougtob et d'El Abiodh Sid Cheikh, la direction de la distribution d'El Bayadh compte 57 658 abonnés au réseau électrique et 37 866 autres pour le gaz de ville, en sus d'un réseau électrique très dense en basse tension sur 1564,83 km et sur 2 391,47 km en basse tension. Il faut avouer que la mission confiée à cet entreprise publique n'est pas aussi facile qu'on le croit, eu égard à l'étendue du territoire de la wilaya et de son climat très rigoureux. Le réseau de transport de gaz s'étend sur 756 km, propulsant ainsi la wilaya à la troisième place au niveau national en matière de couverture réelle des besoins des foyers, détenant ainsi un taux record de l'ordre de 102% pour l'énergie électrique avec une progression de l'ordre de 8% par rapport à l'année 2013. Des sommes colossales ont été investies dans le secteur de l'énergie et dont les effets sont palpables et visibles à l'œil nu. La direction de la distribution d'El Bayadh n'a jamais cessé de mettre tout le paquet pour améliorer un tant soit peu les conditions de vie des populations du monde rural en particulier, ainsi que les foyers des habitants des centres urbanisés, en mobilisant cette fois-ci une enveloppe financière d'un montant global de 1 559 millions de dinars (2014), réservée uniquement à ces deux créneaux, ce qui lui a permis, durant l'exercice écoulé, de réaliser au titre des deux premières tranches seulement quelques 81,68 km de ligne de transport pour le gaz de ville et 114,04 km autres pour l'électricité, des opérations inscrites dans le cadre des différents programmes de développement initiés par les pouvoirs publics. Des pas de géant ont été franchis par

la DDE dans cette région où les hameaux, petites agglomérations et habitations retenus dans le cadre de l'habitat rural sont très éloignés les uns des autres et de surcroît difficiles d'accès. Il suffit de jeter un simple coup d'œil sur l'immensité de la steppe après le coucher du soleil pour voir, tel le firmament, scintiller, et à perte de vue, des milliers de lampes. Dans le cadre du programme d'urgence, il y a lieu de relever que sur les 42 postes transformateurs retenus, une trentaine a été réalisée et achevée en 2014. Ces nouvelles installations réparties judicieusement entre 14 chefs-lieux de communes sont destinées à mettre un terme définitif aux surcharges et aux fréquentes coupures d'électricité. Dans le cadre de ce même programme également, il a été prévu, au titre de l'année 2015, la réalisation de 40 autres postes transformateurs dont 32 sont déjà mis en service à travers 14 autres grandes agglomérations. D'autre part, l'on a su que dans le cadre de son redéploiement, la DDE a lancé un vaste programme de réalisation d'un nouveau poste source de 60/30KV à Bougtob, d'un second de 260/60 KV au chef-lieu de la wilaya et arriver ainsi à assurer un bouclage et la jonction parfaite entre les postes source, suivis de la rénovation des réseaux aériens et souterrains de transport d'électricité. Il faut rappeler que l'ensemble des foyers des 22 chefs-lieux des communes de la wilaya est alimenté en gaz de ville, exception faite pour ceux d'El-Bnou, localité située à plus de 200 kilomètres au milieu de l'erg, laquelle sera alimentée bien avant la fin de cette année en cours puisque les travaux de pose de conduites souterraines de gaz sont sur le point de s'achever, au même titre que les habitants d'une douzaine de petites agglomérations de la zone rurale, soit plus de 2 000 foyers, situés en dehors des grands centres urbains.

TIARET

Vibrant hommage à Hachemi Fatima-Zohra

El-Houari Dilmi

Placé sous le thème « une empreinte, un défi », un poignant hommage a été rendu, dans la soirée de jeudi à l'office des établissements des jeunes (ODEJ), à la grande moudjahida, militante féministe et icône de la lutte pour les droits de l'homme dans son acception universelle. En effet, à l'initiative de Mme Benzama Fatima, élue à l'APW, syndicaliste et militante féministe, la salle de l'ODEJ, s'est montrée exigeante pour un public venu très nombreux rendre un vibrant hommage à la mesure de cette femme exceptionnelle que fut Hachemi Fatima-Zohra. Connue pour son passé lors de la glorieuse guerre de libération nationale, la moudjahida Fatima-Zohra, connue également sous le surnom de « Habiba » était membre du réseau FLN féminin de la ville de Tiaret, agissant sous les ordres du martyr Hamdani Adda. Aux côtés d'autres moudjahidates, elle se chargera de la collecte des médicaments, des fonds, des renseignements et de la distribution des allocations et des vivres aux familles dont les hommes se trouvaient au maquis ou en prison. Le 19 novembre 1959, elle fut

arrêtée, torturée et condamnée à quatre ans d'emprisonnement et cinq ans d'interdiction de droit civique pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat, avant d'être incarcérée à la maison d'arrêt de Tiaret, d'Oran et d'El-Harrach. Libérée en décembre 1961, Fatima-Zohra consacra sa vie, après l'indépendance, au combat culturel et artistique. Elle participa également avec d'autres grands artistes tiarétiens à la naissance de la troupe musico-théâtrale Nasr Echaab. Désignée à la tête de l'UNFA, elle se battra bec et ongles pour la reconnaissance des droits de la femme. Au four et au moulin, elle sera élue à l'APC de Tiaret, pour contribuer grandement à la prise en charge des problèmes quotidiens des citoyens. Des témoignages vivants sur le parcours combattant de la regrettée. En plus d'un film-documentaire produit par les frères Zerrouki et projeté pour l'occasion, des moudjahidates qui ont connu la défunte ont apporté des témoignages vivants sur l'itinéraire politique et militant de Fatima-Zohra. Militante infatigable pour la construction d'une société juste et égalitaire jusqu'à son dernier souffle, Hachemi Fatima-Zohra rendra l'âme le 14 juin 1992.

CHLEF

Scènes «banales» du Ramadhan

Bencherki Otsmane

Le spectacle est unique en son genre. La scène s'est passée en ce quatorzième jour du Ramadhan, juste après la prière d'El-Asr (vers 17 heures) non loin d'une mosquée située à la périphérie de la ville de Chlef. Deux chauffards, la trentaine environ, sont venus très rapidement aux mains après avoir échangé des « amabilités acerbes » durant quelques minutes. Trop rapidement peut-être ? D'autant plus que la cause est que l'un des deux chauffards n'aura pas cédé la priorité à l'autre. Faisant fi des klaxons provenant de la file de voitures bloquées, l'un des chauffards descendit de son véhicule et se rue sauvagement sur son adversaire en utilisant un vocabulaire vulgaire. Après quelques coups échangés sans gravité, les deux protagonistes sont vite séparés par les fidèles qui venaient justement de sortir de la mosquée. Il faut dire que de pareilles scènes sont devenues « monnaie courante » où la patience semble avoir disparu ou pour un rien c'est les insultes suivies de bagarre. Généralement les rixes commencent en milieu de journée et se dissipent après la rupture du jeûne. Il faut dire que les journées ramadhanesques ont de multiples visages en Algérie. Face à la fatigue et à l'abstinence, certains

deviennent vraiment agressifs et pour un rien la violence s'invite et se termine malheureusement pour les uns aux services des urgences des hôpitaux et pour les autres aux postes de police ou de gendarmerie. C'est le cas d'un vendeur de fruits et légumes vivant au niveau du marché de « La Cité », une banlieue de Chlef, qui s'est retrouvé à l'hôpital, jeudi dernier, pour subir des sutures sur son bras après avoir reçu un coup de couteau de son adversaire pour une affaire de... place. Bien entendu, l'agresseur fut arrêté quelques heures plus tard par les policiers et présenté au procureur qui a ordonné son incarcération à la prison de la ville. Ce genre de comportement est souvent décrié aussi par les imams lors de leurs prêches que par d'honorables citoyens qui pour eux le carême rime avec sérénité, paix, spiritualité, élévation vers le Miséricordieux, solidarité et amour envers autrui et les gens ne se reconnaissant pas dans ces principes élémentaires et valeurs n'ont certainement pas fait Ramadhan, même si leur ventre est vide.

Il est vrai que certains citoyens en cette période de carême deviennent impolis, arrogants, incultes, médiocres, paresseux, colériques, intolérants, et ces critères sont majorés au moment où justement la foi est mise à rude épreuve, quand d'autres sont un exem-

ple d'adaptation et font l'honneur de la religion. Bien entendu, certaines personnes incriminent cette situation à l'état de dépendance des jeûneurs vis-à-vis de la nicotine et de la caféine, deux substances dont ils sont devenus accrocs. Un imam d'une petite mosquée de la localité de Bénairia dans la daïra de Zéboudja n'a pas hésité à user d'un franc-parler pour interpeller, à sa manière, ses fidèles sur cette agressivité qui domine les journées du Ramadhan. Si « les démons sont enchaînés durant le mois de Ramadhan, les portes du paradis s'ouvrent, et celles de l'enfer se ferment ; il est à se demander s'il n'aurait pas fallu que les portes du paradis soient fermées et celles de l'enfer soient ouvertes, et que les diables soient libres, pour que nos concitoyens soient de très bonne humeur durant le mois de Ramadhan ! ».

De toute évidence rien ne pourra justifier le recours à la violence, à un moment où de nombreuses personnes estiment que la violence dans notre société n'est pas spécifique au Ramadhan, mais plutôt un phénomène qui règne dans les jours ordinaires ; et le problème « réside dans l'individu algérien », car comment expliquer que ce même citoyen se comporte autrement au cours du mois de Ramadhan sous d'autres cieux, notamment en Europe. La question mérite d'être posée.

Quand la sardine ne trouve pas preneur

B. O.

La sardine qui tire son nom de la Sardaigne, une petite île au large de l'Italie, où jadis elle fut pêchée en abondance est un poisson qui vit en banc dans la Méditerranée, l'Atlantique et le Pacifique. Elle compte plusieurs espèces différentes. Selon des chercheurs et des scientifiques, « le poisson est un véritable passeport-santé ; plus on consomme de poisson, plus la diminution de mortalité cardio-vasculaire est importante ». Il a été démontré également que les oméga-3 de type DHA et EPA contenus dans la chair de certains poissons, particulièrement la sardine, jouent un rôle important dans la prévention d'une multitude de problèmes cardiovasculaires, en plus de contribuer à atténuer les symptômes de la dépression et de l'arthrite.

Cependant malgré ses bienfaits sur la santé et surtout le prix auquel elle est proposée aujourd'hui aux ménages, on peut dire que la sardine semble être « boudée » par des consommateurs qui juste avant le mois de Ramadhan durent la payer à 400 voire 600 dinars le kilo. Aujourd'hui elle est vendue à un

prix moyen de 100 dinars le kg. Quand il reste encore au vendeur une quantité au-delà de 10h du matin, il commence à diminuer le prix pour l'écouler, atteignant quelques fois les 25 dinars le kilo. Durant ce mois de Ramadhan, comme si les consommateurs voulaient prendre leur revanche, il semblerait qu'ils ont carrément boycotté cet aliment. Les jeûneurs préfèrent plutôt la chorba et d'autres plats, que la sardine à cause de la soif dont elle génère au niveau du corps humain.

Toutefois, il faut dire que pour les inconditionnels de la sardine, été comme hiver, Ramadhan ou pas, celle-ci est toujours présente dans le menu des ménages. Elle est préparée dans différents plats. La sardine et l'huile d'olive sont des ingrédients indispensables dans certains plats, comme le soulignait une ménagère. « Les boureks faits à base de poisson, j'en raffole ». Mais la vraie raison, selon un pêcheur, réside dans le fait qu'il y a une surproduction à l'ouest du pays qui a fait descendre son prix jusqu'à 50 dinars. Vendredi dernier en plein centre-ville de Chlef, une dizaine de revendeurs proposaient la sardi-

ne à 200 dinars, un prix unifié que d'aucuns ont compris que ce prix a été décidé à l'unanimité par ces marchands.

Malgré cette baisse des prix avoisinant les 50%, les gens ne se bousculaient pas pour autant à acheter, pas seulement pour son prix mais aussi pour la température élevée de ce jour-là.

Ce qui est surprenant durant ce mois de Ramadhan est que les hausses des prix des fruits et légumes ainsi que du poulet n'ont pas eu lieu. Plus meilleur que ça, ces prix ont même chuté durant ce mois sacré. « Cette année, la hausse des produits que nous appréhendons durant le mois de Ramadhan n'a pas eu lieu. Au contraire, nous avons eu droit à la qualité, le bon choix des fruits et légumes, à des prix raisonnables. Apparemment la surabondance des récoltes a joué un rôle majeur dans la fixation des prix. Pour la sardine, son prix a chuté jusqu'à son niveau le plus bas, ce qui nous réjouit. La chute des prix touche même le poulet qui affiche les 220 dinars le kilo contre 320 dinars la veille du mois de Ramadhan. Pourvu que ça dure », jubile un consommateur.

MÉCHERIA

Tension sur le lait en sachet



M.S. Laradji

Mercredi, 14^e jour du Ramadhan, il est 10h du matin. Le baromètre affiche déjà 38 °C, la chaleur est suffocante et l'air irrespirable. La route qui mène au marché hebdomadaire est très animée en ce début de matinée. Voitures, motos, piétons circulent dans un désordre apparent en direction du marché et au milieu d'un vacarme assourdissant. La foule qui se rend au marché est à prédominance femmes au foyer qui affluent en groupes, lestées de leurs sacs à provisions, d'autres traînent derrière elles un chariot. A l'intérieur, le marché est bien achalandé, les étalages sont bien fournis, légumes, fruits, dattes et autres produits alimentaires fraternisent côte à côte.

Les conditions d'hygiène semblent acceptables, de l'avis des clients. De nombreux citoyens rencontrés sur place ont exprimé leur satisfaction de voir le marché suffisamment approvisionné et les prix abordables. « Il est vrai que contrairement aux années précédentes où les salariés ont été mis à rude épreuve par la cherté des prix des produits alimentaires durant le mois sacré, cette année, ils respirent mieux », constate un père de famille. En effet, les légumes et les fruits sont à la portée des petites et moyennes bourses. L'offre a dépassé la demande pour plusieurs denrées alimentaires, à l'exemple de la pomme de terre et l'oignon cédés entre 40 et 50 DA ou encore la tomate, la courgette, le concombre ne dé-

passant pas la barre des 60 DA le kilo. Même les haricots verts, très prisés par les jeûneurs sont restés depuis le début du mois sacré largement à la portée du couffin de la ménagère en affichant 70 DA le kilo, au même titre que les poivrons, cédés au même prix. Seule la carotte est sortie du lot en brandissant honteusement la plaque des 100 DA le kilo. Les dattes, en véritable seigneur de la table du jeûneur, sont proposées à des prix variant entre 500 et 250 DA.

Les Mechraouis, en de pareille occasion, préfèrent généralement les dattes dites « adma » associées au beurre et au romarin, un mets appétissant et nutritif pour les jeûneurs. La commercialisation des viandes rouges et blanches au niveau de ce marché à ciel ouvert n'est pas autorisée, voire réprimée par les lois régissant le commerce informel. Pour s'en approvisionner, il faut rejoindre le centre-ville, du côté de la place du marché couvert, entourée de commerces et de boucheries modernes, qui exposent leurs meilleures qualités avec aux devants de la scène l'indétrônable viande d'agneau qui affiche fièrement 1200 DA le kilo. Nombre de clients interrogés ont fait le constat selon lequel certaines catégories de viandes ont connu une hausse sensible durant cette première quinzaine du mois sacré. Ainsi, la viande de veau, vendue avant le ramadhan entre 700 et 750 DA, affiche aujourd'hui 8500 et 900 DA. Les biftecks (habra), vendus d'habitude à raison de 1000 DA

le kilo, sont passés à 1200 DA. Dans cette catégorie de viandes, le foie de mouton et celui du veau, on ne sait pour quelles vertus, battent tous les records durant ce mois de ramadhan. Le premier est vendu, tenez-vous bien, à raison de 2200 DA le kilo et le second à 1600 DA le kilo, au pays du mouton, ironise un passant. Il y a lieu de noter que les prix des viandes dites tendres comme le foie de mouton, de l'avis de salariés, sont fixés selon l'humeur des bouchers et n'obéissent à aucune règle, sinon comment expliquer que le même produit chez certains bouchers de quartiers ne dépasse pas la barre des 1600 DA. L'écart est énorme, constate-t-on. Les viandes blanches, par contre, n'ont pas dérogé à la règle en maintenant le prix à 260 DA, à la grande satisfaction des familles à faibles revenus.

Malgré un début prometteur, la vente du lait en sachet connaît, ces derniers temps, une tension visible à tous à cause de l'indisponibilité de ce produit en quantité suffisante. Selon un revendeur du centre-ville, ils sont normalement 7 camions à assurer quotidiennement l'approvisionnement de la localité en lait à partir des wilayas avoisinantes notamment Saïda, mais ils seraient seulement trois d'entre eux, aujourd'hui, qui assurent régulièrement le transport, toujours selon lui, d'où l'insuffisance du produit sur les étalages. Une déclaration à confirmer ? Mais si c'est le cas, les brigades de contrôle ont du pain sur la planche.

TÉNÈS

Menace de grève des praticiens spécialistes de l'hôpital

Avant-dernière minute ou d'une intervention du premier responsable de la wilaya, la grève des praticiens spécialistes aura bien lieu à partir de mardi prochain le 7 juillet. Un préavis de grève a été déposé en effet le 28 du mois de juin. C'est du moins ce qui a été décidé lors d'une assemblée générale extraordinaire tenue le 28 juin par les 18 praticiens spécialistes de l'hôpital Zighout Youcef de Ténès. Cette grève, indique-t-on, nous a paru « la seule alternative pour faire

aboutir nos revendications socio-professionnelles et auxquelles l'entière responsabilité incombe à notre direction de tutelle qui a fait fi de nos préoccupations », parmi celles-ci figurent « le paiement des gardes impayées depuis plus de six mois, ainsi que leur valorisation, la promotion aux grades supérieurs, une dotation suffisante en équipements pour mener à bien les interventions chirurgicales et l'affectation de personnel médical et paramédical au niveau des services de chirurgie, pédiatrie, trau-

matologie ». Les protestataires réclament également l'annulation d'une décision prise par l'administration de l'hôpital à leur encontre de faire libérer les logements de fonction qu'ils occupent. De toute évidence, si cette grève sera maintenue et deviendra effective, de nombreux malades seront pénalisés, car ils se verront contraints de faire des déplacements onéreux et surtout pénibles en cette période de canicule au chef-lieu de wilaya ou dans d'autres wilayas. B. O.

STIDIA

Un chalutier coule au large

Mayache Djamel

Avant-hier, aux environs de 16 h 30, une scène particulière s'est produite à l'entrée ouest de la localité, à 15 km de Mostaganem. En effet, une foule interminable d'automobilistes était stationnée au niveau de la RN11 reliant Mostaganem à Oran, à 2 km de Stidia, avec la présence massive des éléments de la Gendarmerie

nationale de la localité, dépêchés sur les lieux. Tout d'abord, tout le monde a cru à un accident de la circulation sur cet important axe routier.

En rejoignant la foule nombreuse aux abords de la route, nous avons été impressionnés d'assister en direct au sauvetage d'un chalutier en détresse à 800 m du rivage, non loin de la plage de Stidia. D'après les informations

recueillies, le chalutier, à son bord 15 membres de l'équipage, qui prenait de l'eau avec une avarie de moteur, a lancé un appel de détresse; sitôt reçu, un remorqueur et les secours relevant du port d'Arzew sont aussitôt intervenus, les marins pêchés saints et saufs, tandis que le chalutier a totalement sombré dans les fonds marins à proximité du village.

AIR ALGÉRIE
SAMEDI

Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	11h20
Oran - Alger	15h10
Oran - Alger	18h00
Oran - Alger	22h30
Oran - Béchar	09h00
Oran - Annaba	15h30
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	09h30
Alger - Oran	13h20
Alger - Oran	16h00
Alger - Oran	20h30
Béchar - Oran	11h40
Annaba - Oran	18h10

DIMANCHE

Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	13h10
Oran - Alger	15h55
Oran - Alger	19h05
Oran - Alger	21h15
Oran - Adrar	09h00
Oran - Constantine	15h30
Oran - Tindouf	21h45
Alger - Oran	06h50
Alger - Oran	11h20
Alger - Oran	14h05
Alger - Oran	15h15
Alger - Oran	17h15
Alger - Oran	20h30
Adrar - Oran	12h05
Constantine - Oran	17h50
Tindouf (j+1) - Oran	00h45

INTERNATIONAL

SAMEDI

Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Paris-CDG	14h00
Oran - Lille	14h50
Oran - Alicante	15h15
Oran - Istanbul	20h00

ARRIVÉE

Paris-Orly - Oran	14h10
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	13h35
Paris-CDG - Oran	20h10
Lille - Oran	21h10
Alicante - Oran	18h15
Istanbul(j+1) - Oran	04h30

DIMANCHE

Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Toulouse	08h50
Oran - Marseille	09h00
Oran - Lyon	13h30
Oran - (Paris-CDG)	14h00
Oran - Alicante	15h15
Oran - Djeddah	17h40

ARRIVÉE

Paris-Orly - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h05
Toulouse - Oran	12h50
Marseille - Oran	18h05
Lyon - Oran	19h00
Paris (CDG) - Oran	20h10
Alicante - Oran	18h45
Djeddah(j+1) - Oran	07h05

AIGLE AZUR

VOL	DEP/ARR
Samedi	
Paris-Orly - Oran	16h15/ 17h40
Marseille - Oran	17h45/ 18h25
Toulouse - Oran	18h05/ 18h40
Lyon - Oran	12h30/ 13h35
Oran - Paris-Orly	18h45/ 22h05
Oran - Lyon	19h45/ 22h40
Oran - Marseille	19h25/ 22h00
Oran - Toulouse	14h35/ 17h05

الخطوط التونسية TUNISAIR

Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30



TRAIN

Départ Arrivée

ORAN - ALGER

08h00	12h56
12h30	17h36

ALGER - ORAN

08h00	13h00
12h30	17h36

ORAN - MAGHNA

08h30	12h09
12h50	16h22

MAGHNA - ORAN

14h05	17h26
08h30	12h22

ORAN - RELIZANE

17h15	18h47
-------	-------

RELIZANE - ORAN

05h25	07h17
-------	-------

ORAN - BECHAR

23h30	08h46
-------	-------

BECHAR - ORAN

23h00	08h00
-------	-------

ORAN - CHLEF

16h30	18h56
-------	-------

CHLEF - ORAN

05h40	08h21
-------	-------

ORAN - TÉMOUCHENT

17h02	18h03
-------	-------

TÉMOUCHENT - ORAN

07h15	08h14
-------	-------

ORAN - SBA

17h00	19h42
-------	-------

SBA - ORAN

06h00	08h32
-------	-------



ALGÉRIE FERRIES

juillet

DÉPART ARRIVÉE

ORAN / ALICANTE

ALICANTE / ORAN

ORAN / MARSEILLE

MARSEILLE / ORAN

Ven 03 - 23h00	Sam 04 - 09h00
Dim 05 - 11h00	Dim 05 - 19h00
Mar 07 - 23h00	Mer 08 - 09h00
Sam 04 - 23h00	Dim 05 - 07h00
Lun 06 - 23h00	Mar 07 - 09h00
Mer 08 - 23h00	Jeu 09 - 09h00
Ven 03 - 12h00	Sam 04 - 13h00
Mar 07 - 12h00	Mer 08 - 14h00
Ven 10 - 14h00	Sam 11 - 15h00
Dim 05 - 12h00	Lun 06 - 13h00
Jeu 09 - 12h00	Ven 10 - 12h00
Lun 13 - 12h00	Mar 14 - 13h00

SPECTACLE
SOIREE DE RAMADAN
Au Centre PIERRE CLAVERIE
5 RUE DES FRERES OULD AHCENE (Ex ESCALONE) El Makkary - Saint Eugène- ORAN

LES DROLES-MADAIRES
THEATRE D'IMPROVISATION

LUNDI 6 JUILLET 2015 à 22 h 30

CINÉMATHEQUE D'ORAN

Aujourd'hui
-14h30 : «Le Guepard» De Luchino Visconti. It-fr / 1963.
-22h30 : «Avatar» De James Cameron / Usa. 2009.

Dimanche 05 Juillet
14h30 : «Mon nom est personne» De Sergio Leone. 1973.
22h30 : «Le colosse de Rhodes» De Sergio Leone. 1961.

Lundi 06 Juillet / Spéciale fête de l'indépendance et la jeunesse
-14h30 : «La bataille d'alger» de gillo pontecorvo. Alg/1966.
-22h30 : «La bataille d'alger» de gillo pontecorvo. Alg/1966.

Mardi 07 Juillet
14h30 : Regard Sur Le Cinéma Russe «Stalker» De Andrei Tarkovski. Urss/1979
22h30 : «Troie» De Wolfgang Petersen / Usa. 2004

Mercredi 08 Juillet
14h30 : «La horde sauvage» de Sam Peckinpah. USA/1969.
22h30 : «La Citadelle» de Mohamed Chouikh, Alg/1989.

THÉÂTRE RÉGIONAL D'ORAN

Aujourd'hui à 22h à la Maison de la Culture de Mascara
«**ET TOUFAH**»
Auteur : Abdelkader Alloula
Adpt et Mise en scène : Samir BOUANANI (T.R.O à Mascara)

Aujourd'hui à 22h au T.R.O
«**FELSAFET BOUCHAKOUR**»
Auteur et Mise en scène : Malik BENCHIHA
Jeunes talons jeunes espoirs

Dimanche 05 juillet à 22h au T.R.O
«**Mohamed Fel Hend**»
Auteur et Mise en scène : Mohamed Mihoubi (Ass/Amel)

Lundi 06 juillet à 22h à la Maison de la Culture de Relizane
«**ET TOUFAH**»
Auteur : Abdelkader Alloula
Adpt et Mise en scène : Samir Bouanani (T.R.O à Relizane)

Lundi 06 juillet à 22h au T.R.O
Soirée Musicale
(Ass/Tarkielt El Maraa)

Mardi 07 juillet à 22h au T.R.O
«**ETRAB**»
Auteur : Iles SAKER
Mise en scène : Mohamed MIHOUBI (Ass/Amel)

Mercredi 08 juillet à 22h au T.R.O
«**Cocktail L'algerienne**»
Auteur et Mise en scène : Walid KADID (Ass/El Feth)

Jeudi 09 juillet à 22h au T.R.O
«**Match d'improvisation**»
Auteur et Mise en scène : Jaoued Boughrassa (Les drôles Madaires)

Vendredi 10 juillet à 22h au T.R.O
Musique «Rap»
Avec : le Groupe TOX (Base Prod)

Samedi 11 juillet à 22h au T.R.O
Théâtre et Musique
«**HKAYTEK HKAYA**»
(Ass/Nor El Moustakbel)

Dimanche 11 juillet à 22h au T.R.O
«**ON MAN FOU**»
Auteur et Mise en scène : Samir BENALLA (Coop/El Moumatil Es-Saad)

MÉTÉO

AUJOURD'HUI	DEMAIN
ORAN	
Ensoleillé Max.32-Min.21	Ensoleillé Max.32 -Min.21
MOSTAGANEM	
Ensoleillé Max.34-Min.21	Ensoleillé Max.34-Min.21
TLEMCEM	
Ensoleillé Max.36 -Min.19	Ensoleillé Max.36 -Min.19
MASCARA	
Ensoleillé Max.37-Min.21	Ensoleillé Max.38-Min.21
TIARET	
Ensoleillé Max.38 -Min.20	Ensoleillé Max.37 -Min.19
CHLEF	
Ensoleillé Max.41-Min.26	Ensoleillé Max.41-Min.26
BÉCHAR	
Ensoleillé Max.39-Min.26	Ensoleillé Max.38- Min.21
ALGER	
Ensoleillé Max.37 -Min.19	Ensoleillé Max.36 -Min.20
CONSTANTINE	
Ensoleillé Max.36- Min.17	Ensoleillé Max.35- Min.17
ANNABA	
Ensoleillé Max.33-Min.19	Ensoleillé Max.33-Min.21

MUSÉE AHMED ZABANA

Programme du mois de ramadhan
Lundi 06 juillet : Célébration de la circoncision pendant le mois de ramadhan
 - Concours pour enfants avec remise de prix sur «les techniques de décoration de l'encadrement des planches coraniques»
 Dernière semaine du ramadhan

INSTITUT FRANÇAIS

7ÈME ÉDITION DU CINÉMA SOUS LES ÉTOILES
Du dimanche 05 juillet au mardi 07 juillet Dans les jardins de l'IF d'Alger
du mardi 7 juillet à 22h au vendredi 10 juillet à 23h50 à l'Hôtel Renaissance Tlemcen

Cotations hebdomadaires des billets de banque et des chèques de voyage

Billets	Achat	Vente
1 USD	96,81	102,72
1 EUR	108,92	115,60
1 CAD	78,61	83,44
1 GBP	151,33	160,62
100 JPY	78,31	83,13
1 SAR	25,81	27,39
1 KWD	320,44	340,24
1 AED	26,36	27,97
100 CHF	10.385,76	11.031,92
100 SEK	1.183,14	1.255,86
100 DKK	1.460,29	1.549,71
100 NOK	1.244,69	1.322,80
Chèques de voyage	Achat	Vente
1 USD	97,79	102,72
1 EUR	110,02	115,60
1 CAD	79,41	83,44
1 GBP	152,87	160,62
100 JPY	79,10	83,13
100 CHF	10.491,20	11.031,92
100 SEK	1.195,15	1.255,86

France
Abandon de l'enquête sur le fichage d'élèves musulmans



La justice française a annoncé jeudi avoir classé sans suite une enquête ouverte début mai sur le fichage présumé d'élèves musulmans par la ville de Béziers, dirigée par l'extrême droite, qui avait suscité un tollé dans la classe politique. «Il n'y a rien qui permette de prouver quoi que ce soit. Je classe l'affaire sans suite», a déclaré à l'AFP le procureur de Béziers, Yvon Calvet, qui avait ouvert une enquête préliminaire pour «tenue illégale de fichiers en raison de l'origine ethnique». Le maire de Béziers, Robert Ménard, élu en 2014 avec le soutien du Front national (extrême droite), avait affirmé le 4 mai disposer de statistiques sur la religion des élèves dans les écoles de sa commune établissant la présence de «64,6%» d'enfants de confession musulmane. «Ce sont les chiffres de ma mairie. Pardon de le dire, le maire a, classe par classe, les noms des enfants. Je sais que je n'ai pas le droit de le faire. Pardon de le dire, les prénoms disent les confessions. Dire l'inverse, c'est nier l'évidence», avait-il dit sur la télé-

vision publique France 2. Devant le tollé suscité, il avait fait marche arrière le lendemain en assurant qu'il n'y avait «pas de fichage des élèves à Béziers» et qu'il n'y en aurait «jamais». «Je suis vraiment satisfait. C'est la fin d'une polémique bidon. Il n'y avait rien d'illégal à dire cela, le bon sens a triomphé. Dire ce qui est me semble être le métier du maire. Il n'y avait rien de rien dans ce dossier», a réagi Robert Ménard jeudi soir à l'annonce du procureur.

Les déclarations initiales du maire de Béziers avait fait réagir jusqu'au sommet de l'État français. Le président François Hollande avait évoqué un procédé «contraire à toutes les valeurs de la République». Robert Ménard, ancien patron de l'organisation Reporters sans frontières, a déjà suscité plusieurs polémiques depuis son élection à la tête de la ville en mars 2014. Il a notamment interdit de pendre du linge aux fenêtres du centre-ville de Béziers, décidé d'un couvre-feu pour les mineurs et assumé une campagne d'affichage faisant d'un énorme pistolet le «nouvel ami» de la police municipale.

Les lycéens turcs interdits de réseaux sociaux

Les critiques contre les profs sur Twitter et Facebook, c'est fini: le ministère turc de l'Éducation a décidé d'interdire à tous les lycéens du pays l'utilisation des réseaux sociaux pendant le temps scolaire, sous peine d'exclusion temporaire. Edictée dans le cadre de la lutte contre l'absentéisme et les «comportements équivoques» ou «contraires aux valeurs nationales, à la décence et à la moralité», cette mesure est entrée en vigueur le 1er juillet, selon le Journal officiel turc cité jeudi par les médias turcs. Dès la rentrée de septembre, les lycéens ne seront plus autorisés à tweeter ou à publier de commentaires sur leur page Facebook depuis leur classe ou leur cour de récréation, sauf autorisation expresse de leur professeur. Les propos diffamatoires, insultants ou provocants à l'égard du personnel enseignant ou

même de leurs camarades seront donc bannis. Les contrevenants seront passibles de poursuites disciplinaires allant jusqu'à l'exclusion temporaire, selon le nouveau règlement. Depuis plus d'un an, le gouvernement islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002 en Turquie s'en prend régulièrement aux réseaux sociaux et à leurs utilisateurs.

Début 2014, le président Recep Tayyip Erdogan a ordonné à plusieurs reprises le blocage momentané de Twitter, Facebook ou YouTube, accusés notamment de diffuser des accusations de corruption visant son entourage. En mars dernier, le Parlement turc a voté une disposition qui autorise le gouvernement à bloquer un site internet sans décision de justice, une mesure pourtant censurée quelques mois plus tôt par la Cour constitutionnelle au nom de la protection des libertés.



Maroc
L'évacuation de 400 migrants, une «campagne de discrimination»



Des groupes marocains de défense des droits de l'Homme ont qualifié jeudi de «campagne de discrimination» l'évacuation la veille par les autorités d'environ 400 migrants qui occupaient illégalement des appartements à Tanger (nord). Ces quelque 400 migrants, pour la majorité d'origine subsaharienne, étaient illégalement installés dans environ 85 appartements du quartier d'Al Irfane, a indiqué jeudi la Direction locale des affaires générales (DAG), citée par l'agence MAP. Situé sur le détroit de Gibraltar, à 15 km des côtes espagnoles, Tanger compte une importante communauté de migrants et l'arrondissement de Boukhalaf, dont fait partie le quartier d'Al Irfane,

a été le théâtre de violences sporadiques ces dernières années, sur fond de cohabitation difficile entre migrants et résidents. Après l'évacuation, les migrants ont été transportés à bord de 16 autocars vers différentes villes, a ajouté la DAG, sans toutefois préciser lesquelles. «Les migrants ont été contraints de monter dans les bus avant d'être transférés dans plusieurs villes dont Tanger et Taroudan», a déclaré le Groupe de défense des étrangers et des migrants (GADEM), dénonçant le caractère discriminatoire et illégal de ces évacuations forcées. Selon les autorités, l'opération s'est au contraire déroulée dans des «conditions normales», sans réticence de la part des occupants, précisant que la

perquisition des appartements avait permis la saisie de canots pneumatiques, de moteurs et de rames utilisés lors de traversées clandestines de la Méditerranée. La loi marocaine autorise, en cas de refus, l'utilisation de la force afin de procéder à l'expulsion, note le GADEM. Lundi soir, le ministère de l'Intérieur avait donné 24 heures aux migrants pour quitter ces logements. Selon le GADEM, l'évacuation a fait un mort, un homme qui est tombé de l'immeuble.

Les autorités avaient indiqué mercredi qu'un homme originaire d'Afrique subsaharienne était décédé à l'hôpital des suites de ses blessures après avoir été agressé «à l'aide d'un objet tranchant» dans la cour d'un autre immeuble, en marge de l'opération. Le GADEM s'inquiète de la montée du climat d'intolérance au Maroc, notamment envers les noirs. En septembre, un Sénégalais avait été tué et 14 personnes blessées dans des affrontements nocturnes entre migrants d'origine subsaharienne et résidents marocains. Fin 2013, la mort dans des circonstances confuses de deux migrants avait là aussi entraîné de vives tensions. Pour le GADEM, les médias électroniques arabophones participent à ce climat délétère en publiant des articles haineux sur les migrants subsahariens.

Google confond le portrait d'Afro-américains avec des gorilles !

Le géant de l'internet Google a timidement reconnu mercredi que son nouveau logiciel de reconnaissance faciale avait identifié un couple d'Afro-américains comme des gorilles.

Google s'est rapidement et platement excusé suite au signalement de la photo par un internaute sur le réseau social Twitter. «Google Photos, vous êtes dingues!», avait remarqué Jacky Alcine dans une série de messages, soulignant à quel point cette erreur était insultante pour lui. «Mon amie n'est pas un gorille», a-t-il fait

remarquer. Un haut responsable de Google, Yonatan Zunger, a attribué cette erreur à l'intelligence artificielle chargée «d'apprendre» à reconnaître les lieux, les gens et les objets sur les photos. «Oups», a regretté M. Zunger dans un échange de messages, «cet incident est assez haut dans ma liste des bugs qu'on ne veut jamais voir arriver. J'en ai des frissons». Le dirigeant de Google a assuré que d'autres problèmes existaient: les machines ne réussissaient pas à identifier certains visages, ou en identifiaient certains

comme des chiens. Google et Facebook font partie des géants de la Silicon Valley qui investissent massivement pour mieux faire comprendre aux machines ce que «voient les gens» et le sens qu'ils y donnent. Améliorer la diversité dans les rangs des ingénieurs de la Silicon Valley aiderait probablement à éviter de tels problèmes, a déclaré M. Alcine aux médias. Google a publié en mai une refonte de son application Photos, destinée aux smartphones, la qualifiant d'avancée majeure dans le tri des images.

France
L'émission satirique emblématique «Les Guignols de l'Info», menacée de disparition



«Les Guignols de l'Info», l'une des émissions satiriques les plus emblématiques de la télévision française et copiée à l'étranger, pourrait disparaître des écrans en septembre, une éventualité qui provoquait jeudi des réactions indignées y compris au sein de la classe politique. Selon plusieurs médias, les marionnettes de cette émission de la chaîne Canal+ brochant depuis 1988 des personnalités, dont nombre de politiques, ne retrouveront pas l'antenne suite à une décision prise par le patron du groupe Vivendi (propriétaire de Canal+), l'homme d'affaires Vincent Bolloré. Selon le site d'information Metronews, «le capitaine d'industrie n'appréciait que très moyennement le programme», parodie des journaux télévisés diffusés chaque soir à la même heure que le programme classique d'information des autres chaînes et traitant des mêmes sujets d'actualité.

M. Bolloré devait réunir vendredi les actionnaires du groupe pour «entériner la décision», affirme Metronews. «Ni Vivendi, ni Canal+ ne font de commentaire», a déclaré à l'AFP un responsable du groupe

Bolloré. Interrogé récemment sur la radio France Inter à propos de «l'esprit Canal» à base d'irrévérence, Vincent Bolloré avait déploré l'abus «de dérision» de la chaîne, regrettant une tendance à se «moquer des autres», un message à peine voilé adressé à l'émission phare de la chaîne. La nouvelle survient deux jours après la mort lundi de l'inventeur des «Guignols de l'Info» et ancien numéro deux de Canal+, Alain de Greef. L'hypothèse d'une disparition du programme, copiée sur tous les continents, de l'Espagne à l'Inde en passant par le Cameroun, a fait bondir les inconditionnels: une pétition circulait mercredi soir sur les réseaux sociaux tandis que le hashtag #touchepasauxguignols figurait parmi les sujets les plus commentés sur Twitter. Le président socialiste de l'Assemblée nationale, Claude Bartolone, a même estimé jeudi qu'il «faut sauver» les «Guignols», jugeant que l'émission s'inscrit dans la tradition du «fou du roi» avec un «côté parfois acide qui nous (les politiques) amène à parfois mal réagir quand on est la cible mais cela aère l'actualité et la manière de commenter la politique».

La BBC supprime 1.000 emplois face à la baisse de la redevance audiovisuelle



La BBC a annoncé jeudi la suppression de plus de 1.000 emplois supplémentaires pour faire face à l'érosion de sa principale source de financement, la redevance audiovisuelle, alors même que le gouvernement cherche à la rogner encore. Déjà engagé depuis 2010 dans un vaste plan d'économie de 800 millions de livres (1,125 milliards d'euros) le premier groupe audiovisuel public au monde a dû se résoudre à tailler une nouvelle fois dans le vif pour compenser cette fois une baisse des revenus de la redevance. «Je sais que le message est violent. Je sais que ce que j'ai dit aujourd'hui va causer une grande anxiété au sein de notre organisation», a déclaré Tony Hall, le directeur général de la BBC, en annonçant la mauvaise nouvelle aux salariés du groupe qui emploie actuellement plus de 16.600 personnes. Ces dernières années, la BBC a déjà supprimé des milliers d'emplois, vendu 40% de son

parc immobilier, réduit les coûts administratifs et cédé certains droits TV sur le sport pour économiser plus de 1,5 milliard de livres par an (2,112 milliards d'euros).

Mais «en dépit des progrès déjà réalisés et en raison de la licence TV gelée depuis sept ans, de nouvelles économies sont nécessaires», a expliqué le groupe. Selon les prévisions, la redevance rapportera 150 millions de livres de moins que prévu en 2011. En cause: la révolution numérique et les multiples façons dont on consomme désormais la télévision, à la carte et à la demande, sur son ordinateur, sa tablette ou son téléphone. Des usages qui ne réclament pas verser les 145,5 livres (184 euros) annuels de la redevance. Une étude du régulateur audiovisuel Ofcom montre que seule la moitié des 16-24 ans regardent des programmes en direct à la télévision. L'autre moitié préfère le visionnage gratuit en ligne, notamment grâce au BBC iPlayer.

APARTEMENTS

■Loue : F3 Duplex Bel Air - F3 Seddikia - F3 St-Eugène RDC - Vds : F3 Millenium - Villas 180 m² Bir El Djir + El Ankor 128 m² - F5 RDC Khemisti - AG. NOUR - 0773.30.81.70

■Particulier vend F4 - 90 m² à El Akid Lotfi. 3^{ème} étage. Promoteur Bouhadiba - au-dessus de la pâtisserie l'Algéroise et Bac de glace - Tél. 0775.16.43.17 ou bien 0770.23.48.39

■TLEMCCEN - Chetouane : Vends F4 Gd standing 142 m². 2^{ème} & dernier étage. 2 façades. 2 balcons. 1 Gde terrasse + garage. Toutes commodités - Immeuble privé (2 habitants) - Tél. 0550.37.85.81

■Vends (02) F3 jumelés à Place d'Armes. 4^{ème} étage. 212 m² de surface. Prix 1,4 U - Tél. 0555.30.68.57

■A.V. Appartement F3. RDC - Acté - dans un immeuble très calme à côté de la pâtisserie Le Carry à Akid Lotfi - Prix après visite - Tél. 0782.51.99.62 - 0779.90.88.76

■Loue F4 meublé RDC Dar El Beïda (Zitoune). Parking assuré. Toutes commodités - Tél. 0697.45.54.38

■AG. AMAR - 0540.33.00.33 - 0771.91.66.82 - Loue F4 3^{ème} CNEP Bahia + F4 5^{ème} Ardis USTO + F1 2^{ème} + F2 1^{er} Miramar + F5 meublé Gambetta - Vends F4 luxe 6^{ème} vue sur mer en face Ayl Fernandville

■Vends F4. Acté. Cité Yaghmoracen face salle Shahrzed 4^{ème} étage et Villa de 535 m² Cité Petit (Dalia) ORAN - Tél. 0794.52.28.23

■A vendre F2 + cuisine + salle de bain + WC + 2 couloirs + 2 balcons (Façade Avant - Façade Arrière). Sup. 64,11 m² - 4^{ème} étage - Acté - 43, Av. Colonel Amrouche ex-Jules Ferry - Eckmühl - ORAN - Tél. 0773.51.26.65 - Possibilité Promesse de Vente

■A vendre Appart F4 - 1^{er} étage - Acté - à Adda Benaouda N° 33 - Tél. 0799.988.633

■Vends F3 - 90 m² - 1^{er} étage - Acté + L.F. aux environs de Pinocchio - Yaghmoracen - P.D. : 14 M - Tél. 0559.745.739

■Vends Appart F4 - 92 m² - 26, Larbi Ben M'hidi (ex- Rue d'Arzew) - Tél. 0772.99.58.67

■Vds Appart F3 - Sup. 135 m² : Gd Salon - 2 Pièces - Cuisine - SDB - WC - 2 Balcons - Meublé totalement. Au 3^{ème} étage nouvelle construction 3 étages. Endroit très calme à ORAN Hippodrome - Tél. 0779.19.81.68

■Loue pour saison estivale 10 J - 20 J - 30 J : Studios - Appartements équipés - Eau H24 - Quartier résidentiel calme à 300 m de la plage de Trouville - Tél. : 0771.75.32.76

■A vendre Appart F3 - RDC - Cité SOMERIE 1er Novembre 1954 à Missergine - ORAN - Acté + Livret foncier - Tél. : 0556.76.32.00

■Loue Appart F3 à Haï Seddikia face Tribunal au 3^{ème} étage - Tél. : 0772.98.37.92 - Entre 8 h - 17 h

■P. vend Appart luxe Duplex F4 - 5^{ème} & 6^{ème} étage - 104 m². Cité fermée, sécurisée à Haï Yasmine 2 à côté 4^{ème} Péripériquie - ORAN - Tél. : 0554.022.881

■Loue des Apparts meublés et équipés. Toutes commodités. Garage. Eau H24 - dans un quartier très calme pour famille à Trouville - Aïn Turck - ORAN - Tél. : 0783.11.00.82

■URGENT : A vendre F4 - 2^{ème} étage à Canastel - Acté - dans une villa de 159 m² : 1,650 U. Négoc. + A louer F4 au 1^{er} étage dans villa 7 U/Mois Négoc. - Tél. : 0696.25.10.08

■Vends Appartement F3 - Toutes commodités - Situé au plein centre-ville d'ORAN à la Rue Bugeaud - Me contacter au : 0540.79.51.34

■Part loue pour Juillet ou Septembre F3 meublé, équipé de toutes commodités (Frigo. Cuisinière. Vaisselle. Parabol. Eau H24...) - Endroit familial, calme et sécurisé. Parking assuré - Aïn El Turck (Corniche oranaise) - Mob : 0661.25.94.62

■Vends F3 meublé à ORAN Cité Monte-Carlo. 6^{ème} étage avec Ascenseur. Refait à neuf. Toutes commodités. Double façade. Très ensoleillé - Intermédiaire s'abstenir - Tél. : 0560.63.45.63 / 0542.71.42.60

■A vendre Appartement individuel F2, RDC, avec cuisine, SDB et grande cour. Valable Bureau ou Cabinet. Possibilité extension. Acté + Livret foncier - Gambetta. ORAN - Tél. : 0555.93.90.15

■Location Apparts F2 et F3 équipés, bien aménagés dans résidence toutes commodités (Restaurant - Sauna - Cafétéria...) à Paradis-plage - Aïn Turck - Tél. 041.44.59.15 - 0777.01.34.14

■Vente FS 146 m², toutes commodités cuisine, éq. ch. Centrl, 6^{ème} étage une résidence neuve à côté palais d'Or Bir El Djir - 0770.87.03.11

■A vendre Appartement situé à cité les Falaises Gambetta - ORAN - en face Hôtel Ibis. F3 - 80 m² de surface - Contact : 0555.03.01.36 - 0560.04.92.82

■TLEMCCEN : Vends joli F3 + extension. 3^{ème} étage - 70 m² - 02 Faç. Bon voisinage. Cité des Ponts et Chaussées (Près de l'Hôpital). P.D. fixe : 1 M - Tél. 0559.51.97.39 - à partir de 17 h

VILLAS

■TLEMCCEN - Résidence Mansourah : Vends Villa 220 m² - R+1 - dans une cité clôturée - Tél. : 0541.78.24.55

■Loue Villa à Beder-plage (W. 13) pour saison estivale - Tél. : 0777.14.30.94

■A vendre Maison de Maître. 130 m². 2 façades - en face l'école - Rez-de-chaussée fini - 1^{er} étage : les piliers avec l'entourage - Actée - à Fleurus - Haï El-Istiklal - Tél. : 0772.76.71.10

■Box Affaires Maraval N° 29 - Loue : S. Bd Cuvelier 90 m² 6 U Etage Villa S. Zoubida 250 m² 10 U. Local Yaghmoracen 3 U. Taureau 2,8 U. F1 Hawch Senia 1,3 U. Gd Local 2 F. P.O. 17 - Vds F2 L. Roses 650 U. - Tél. : 0667.43.43.15 - 0555.44.41.72

■Vente d'une Maison de 250 m². 3 Chambres. 2 Garages. Cour. Puits - à Benfréha - Offert 12 M - Tél. 0554.07.00.78

■Villa à vendre à Bousfer (2 Km les Andalouses) comprenant : 4 Locaux au RDC - 1^{er} étage : 5 pièces - Cuisine - SDB - Superficie : 217 m² (2 Façades) - Tél. Fixe : 040.20.25.23 - Mobile : 0551.15.29.76

■Villa 219 m². 2 pièces + salon + cuisine + cour + garage + jardin + douche et sanitaires + hall + terrasse - Adresse : 13, Rue BOUARFA Miloud - HASSI EL GHALA (AÏN TEMOUCHENT) - Tél. 0558.64.46.45

■A vendre une Villa 350 m² à Gambetta. R+2 + deux Locaux - Bon voisinage - Actée - Tél. 0553.74.90.97 / 0551.33.64.07

■A vendre Villa R+3 - 207 m² avec sous-sol situé à 40 m de Gd Bd Route Belgaïd. Coop. Panorama. S/Sol : 207 m² - R-CH. : 170 m² - 1er étg. : F5. 167 m² + terrasse - 2ème étg. : F5. 167 m² - 3ème étg. : F3. 80 m² + terrasse - Tél. 0561.69.87.75 - Prix après visite

EMPLOIS

■Recrute Monteur de Meubles. Pose Cuisines, Dressings - Jeune et motivé - Maraval - Tél. 0560.08.28.87

■Crèche « LES CANARIS » recrute Educatrice et Stagiaires résidentes à ORAN-Ville - Tél. 0552.888.739

■Importante Société Privée sise à la Z.I. de Hassi Ameur : Recrute dans l'immédiat Ingénieur en automatisme. Expérience exigée - Joindre votre CV détaillé avec Photo au : rhrecrutement3100@gmail.com

■Importante Société de fabrication de Réfrigérateurs sise à la Z.I. de Hassi Ameur : Recrute Responsable de maintenance polyvalent. Expérience exigée - Envoyer CV détaillé avec Photo par email : rhrecrutement3100@gmail.com

■Clinique cherche : Microbiologiste - Manipulatrice Radio - Secrétaire Médicale - Aide Comptable - Femme de ménage - cdiag123@gmail.com

■Laboratoire d'analyses médicales cherche Biologiste - Envoyer CV à l'adresse : labo.cmb@hotmail.com

■Bureau d'Etude Statistique à ORAN cherche un Informaticien, maîtrisant Excel, Visuel Basic et Access - expérience dans le domaine souhaitée - forstat_emploi@forstat.dz

■Bureau de comptabilité à Oran recrute Comptable par voie de CTA - Envoyer CV : expertiseifrs@yahoo.fr

■Particulier cherche une Femme de ménage âgée, sérieuse - Téléphone après 16 H au N° : 0540.93.93.15

■Société de Taxis cherche des Chauffeurs mariés, avec Diplôme de Taxis - Veuillez nous contacter entre 12 h et 16 h - Tél. : 0770.60.01.18

■Importante Entreprise à Oran recrute même nouveaux Diplômés : Ingénieur en électronique option automatique - Ingénieur en électromécanique - Technicien « opérateur sur machine » - Envoyez votre C.V. à : rh.recrutement.important@gmail.com

■Bureau d'Etude Statistique à ORAN cherche un Directeur de Production et Planification ORAN - ALGER, maîtrisant fichiers de données, sérieux et dynamique, expér. dans le domaine souhaitée - forstat_emploi@forstat.dz

■Cherche Opticienne et Optométriste sur la wilaya de MOSTAGANEM - Veuillez envoyer vos CV sur l'adresse suivante : djaafar75@hotmail.fr

■Société privée / ORAN recrute : T.S. ou Ingénieur en Electromécanique. Expérience sur machine soufflage - Opérateurs sur machine - Secrétaire maîtrisant l'outil informatique et rédaction - Contact : 0660.37.83.76

■Salon de coiffure sis à Plateau cherche Coiffeuse expérimentée - Contactez le N° 0795.62.23.67

■Cherche Coiffeuse qualifiée évoluant dans de bonnes conditions de travail, dans Salon de beauté Gd Stand à Haï Eryad ORAN Promotion Hasnaoui - Tél. 0770.26.31.61 - 0561.62.93.64

■Particulier cherche Nourrice à plein temps à domicile sur ORAN - Expérience exigée - Contacter le : 0661.20.12.12

■Station RYAD à GDYEL recrute 01 Pompiste et 01 Lavagiste / Vidangiste qualifiés - Appeler au 0781.25.80.34 - de 9 H à 17 H

■Importante Entreprise de Fabrication de Détergents cherche à ORAN : Commerciaux avec expérience dans le domaine - Envoyer lettre de motivation + C.V. par Fax : 041.33.31.90 - E-mail : entreprisevrd@hotmail.fr

■Sté de distribution de produits laitiers à EL-KERMA (ORAN) recrute Vendeurs : sérieux, niveau secondaire ou universitaire. Expérience minimum de 03 ans - Envoyer C.V. détaillé Email : selection31000@gmail.com

■Sté à ORAN recrute pour le compte d'un Groupe français Téléconseiller maîtrise parfaite de la langue française et outil informatique - Envoyer CV à : recrutement@marketel.algerie.com

■Société privée à Hassi Ameur recrute dans l'immédiat : Gestionnaire de Stocks - Email : rajarecrute@yahoo.fr

■Société étrangère recrute Vendeuses (Trav. Libre 48 W) - Tél. : 0552.20.40.65 / 0773.33.45.61 / 0770.17.83.04

■WINMERT PVC cherche Agents qualifiés en Menuiserie PVC (Montage et Pose) - Envoyez votre CV à l'adresse E-mail : info@winmert.com - Fax : 041.61.70.09 - Tél. : 041.61.70.10

■Magasin de Gâteaux " Chahrazed " cherche pour emploi des Jeunes Filles ayant connaissances dans le domaine des Gâteaux : Traditionnel et Oriental - Lieux de travail : Front de Mer + Akid Lotfi - Tél. : 0772.94.42.03 - 041.33.37.01

TERRAINS

■A vendre à FRENDA centre-ville à proximité de l'hôpital : Un Lot de Terrain de 153 m². Deux façades parallèles - Acté - Viabilisé et clôturé - Tél. 0557.22.76.52

■Vends ou Echange Lot de Terrain. Sup. 219 m² - Acté + L.F. - Double façade à EL AMRIA Ville - W. 46 - à 16 Km de la plage - Bien situé C.V. prix après visite - ou contre Appart - Tél. 0542.20.18.53

■A vendre à TLEMCCEN : 2 Lots de Terrain de 250 m² et double façade chacun avec P.C. - Situés sur la Rocade à côté de la Cité 2000 Lits filles - Tél. 0555.11.73.74

■TLEMCCEN : Vds Lot de Terrain avec plate-forme 130 m² à HABAK - Mansourah - Tél. 0560.21.76.28

■Vends Terrain avec Acte notarié. Sup. 957 m². Double façade sur la Route Nationale de BETHOUJA - SIG après Chehaïria (W. ORAN) - Tél. 0772.44.48.93

■Vends Lot de Terrain 144 m² Coopérative Panorama, avec 10 m de façade - Tél. : 0557.65.28.73

■Vends des Lots de Terrain à Sidi Maârouf - W. d'ORAN : 156 m² - 232 m² - 1.000 m² - Tél. : 0550.94.02.92

■Vends 05 Lots de terrain. Actés, viabilisés, dans une résidence fermée, à une nouvelle extension de Bir El Djir, à un prix intéressant - Contacter le : 0555.03.33.83

■A vendre un Terrain de grande superficie situé près de la ville d'ORAN, sur l'axe de l'autoroute ORAN - TLEMCCEN - Toute personne intéressée contacter : 0662.03.27.15 - Merci

■Vends Lot de Terrain 240 m². 2 Façades. Bd Millenium - PO : 7,5 - Vends Lot de Terrain 136 m² Bousfer-plage 1,2 - Tél. : 0770.95.18.00

■SBA : Vends Ferme Agricole 02 Hectares 30 ares - Titre + L. Foncier à HOUAOURA à 10 min de la ville. Puits + habitation + hangar + bergerie + arbres fruitiers + 250 arbres d'olives en pleine production - Tél. : 0778.31.77.85 / 0556.45.60.88

■Vends Lot de terrain 150 m² à Canastel - ORAN - Très bien situé - Intermédiaire s'abstenir - Tél. : 0560.63.45.63 / 0542.71.42.60

■Vds Lot Terrain à Belgaïd vue sur mer. 168 m². Acté + Loue Villa pour Société sup. 319 m² à Senia toutes commodités - Tél. 0658.12.43.13

VEHICULES

■Vds PASSAT CC - 37.000 Km - 2013 - Couleur noire 4 saisons - Avec Carte Grise 31 - Pas d'incapacité - Toutes options - Tél. : 0795.30.99.93

■Vente Véhicule KIA Pregion Ambulance. Année 2004 - Tél. 0775.90.12.23

■Agence de Location de voitures vous propose des Véhicules Avec ou Sans chauffeur avec ses remises pour longue durée - Tél. 0558.80.12.30

■Vends LEON - FR - Année 2013 - Blanche - Roulé 38.000 Km - Tél. : 0541.03.77.18

■Achat Véhicules accidentés ou en panne, Légers ou Lourds - Tél. 021.91.35.62 / 0550.59.03.60 / 0771.39.49.82

LOCAUX

■Je vends un joli Local - Acté - 65 m² - Refait à neuf + sanitaires et équipé - sur le Boulevard de Monte-Carlo - ORAN centre-ville - j'accepte l'échange - Tél. : 0555.88.36.61

■Cherche Local commercial de plus de 80 m² à : Seddikia - Castors - Millenium - Appelez : 0556.81.88.70 - Merci

■A vendre un Hangar de 1.000 m² demi fini (avec une Charpente métallique) - Acté - à Hassi Ameur - Tél. : 0550.29.99.48

■A.V. Local commercial 80 m² à côté l'hôtel Cham's à Aïn El-Turck - Tél. : 0555.20.04.60 - 0550.46.18.22

■Vends Local commercial 45 m² avec sanitaires et arrière-boutique - Toutes commodités (Electricité - Eau - Gaz...) à l'Hippodrome - ORAN - Tél. 0779.19.81.68

■A louer un Hangar de 1.000 m² à la Zone Industrielle Hassi Ameur - Tél. 0550.29.99.48

■Vends à TLEMCCEN - Kiffane sur rue commerciale : Un Local de 130 m² aménagé avec sanitaires - Convient pour activités commerciales, bureaux, professions libérales - Tél. 0561.59.26.78

■Vends Local aménagé 37,49 m² à la Cité ARCOPRIM (Akid Lotfi) ORAN - Tél. 0782.92.98.50

■Location de Chambre froide - TLEMCCEN - Tél. 0552.00.58.82 / 0771.06.42.23

■Loue Pizzeria au bord de la mer (pieds dans l'eau) à MERS EL HADJADJ ex-Port-aux-Poules - Tél. 0771.72.50.90

■A louer Dépôt 400 m² situé à Sananès pour un prix de 100.000,00 DA/mois - Contacter le : 0555.92.03.56

■Vends Local 42 m². Acté. Toutes commodités. Bien situé dans centre nouvelle cité Ben Smir - Aïn Turck - ORAN - Tél. pour visite : 041.60.46.95 - 0772.52.49.60

DIVERS

■Pour cause de départ : Vends des Meubles + Electroménagers et autres à domicile à prix sacrifiés - Tél. : 0553.09.90.50 - 041.75.74.98 - et aussi Appart F3. 4^{ème} étage à Dar Beïda - Acté

■Cherche Location d'une Licence d'exploitation de Taxi - Tél. : 0791.63.67.69

■Vends Fusil de chasse BROWNING (Belge) Cal. 12 - Canons superposés - Très bon état - peu tiré - Tél. : 0780.92.04.71 - de 13 H à 19 H et de 23 H à 01 H - Intermédiaires et curieux s'abstenir SVP

■Collectionneur : Vends Journal d'antiquité de la Ville d'ORAN 1881 - 1882... 1890 - 04 Volumes 50 DA le quotidien - Appeler au : 0660.57.27.36

■Vends Huile d'olive Vierge garantie origine BEJAÏA. Production Novembre 2014. Vente en Vrac par Bidon de 5 litres - Prix 500 DA le litre - Disponible à ORAN - Tél. : 0775.16.92.14 ou 0797.88.16.86

■URGENT : Père de famille cherche un Numéro de Taxi Wilaya 31 ORAN - Tél. : 0550.61.89.08

■Nourrice à Seddikia ORAN - Sérieuse et disponible à toute heure, garde des Enfants de 6 mois à 5 ans - Contacter au Mobile : 0781.51.89.66

■Vends Pont Bascule 80 tonnes. 18 m de long - Neuf - Tél. 0550.99.14.74

■Un entrepreneur cherche Associé avec un Fonds pour financer un Projet : Chiffre d'Affaires garanti - Contacter mobile : 0770.38.44.34

DÉCÈS

La famille
TALEB
BENDIAB a le regret de vous faire part du décès de leur jeune frère
Djilali Djamel Eddine dit « LALI »
décédé subitement le 24-06-2015.
Que Dieu Le Tout-Puissant puisse l'accueillir dans Son Vaste Paradis.
Cher frère repose en paix.
Ta sœur bien-aimée NADJIA



PENSÉE

A la mémoire de notre charmant frère disparu le 4/7/2012 et bien aimé
BENAHMED Mohammed.
Cela fait déjà 3 ans passés sans toi. L'année s'écoule rapidement mais la douleur est toujours présente et aussi vive que le jour de ton départ vers la vie éternelle. Nous ne nous habituons jamais à ton absence, ta perte est toujours interne dans le cœur de ta maman, tu étais si bon gentil et très généreux envers la maman et tout le monde. Ton absence est amère pour toute la famille et les amis. Je prie tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.
Priions Dieu Le Tout-Puissant de l'accueillir dans Son Vaste Paradis El Firdaus.
Tes chères sœurs Rachida et Djamilia qui pensent à toi tous les jours, la maman, ta femme, belle-fille, tes enfants, tes neveux Mohammed et Tewfik, ta nièce Touria, Sani et ses enfants.
Ta sœur Rachida qui ne l'oubliera jamais



PENSÉE

MOKRANI Samira
2004 / 2015.
Ne vous tenez plus devant ma tombe en pleurant, je n'y suis pas, je ne dors pas.
Je suis l'ange au plus haut du firmament. Je veille sur vous tous maman !
ALLAH Yarahmek Hanounti.
Ta maman Nadja

PENSÉE

Une pensée pour toi :
MOKRANI Samira.
Chaque année à la même date on se rappelle de toi. Chaque année on se souvient de ton visage, de ton sourire, de tous les bons moments qu'on a passés avec toi. Ce jour-là on se rend compte que ton absence nous affecte bien plus que ce qu'on aurait pu imaginer. Ta perte nous a laissé un énorme trou au cœur, un énorme vide. Il nous restera toujours une cicatrice et un chagrin immenses qui ne s'effaceront jamais. A toi ma cousine, prends soin de nous du monde meilleur où tu es. On t'aime tous tellement fort, tu nous manques.
Ta cousine : BENANTAR Yamina

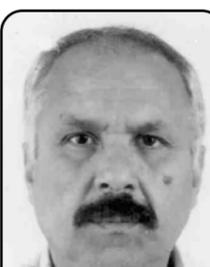
DÉCÈS

La famille SEMMAH, proches et alliés ont la douleur de vous faire part du décès de leur mère à l'âge de 89 ans,
Madame SEMMAH née HAMDADA Khedidja.
Puisse Dieu, Le Tout-Puissant, l'accueillir en Son Vaste Paradis.



CONDOLÉANCES

C'est avec beaucoup de peine que nous avons appris le décès de notre collègue
Docteur Djallal Mohamed et sa mère suite à un accident de circulation.
En cette pénible circonstance, le Directeur et l'ensemble du personnel de l'Etablissement Public de Santé de Proximité BOUTLELIS présentent à sa famille leurs condoléances et les assurent de leur profonde sympathie.
« A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons »



Lycées à l'étranger

Angleterre & Etats-Unis
- Pour élèves âgés : 14 à 19 ans - Prise en charge totale
Contactez-nous sur : 0550 62 19 85 / 0550 42 71 94
Site : www.ef.com/academy

MO Béjaïa - Geiger augmente la charge de travail

Les joueurs contestent



M. Benboua

Le Mouloudia de Béjaïa qui a laissé une très bonne impression la saison écoulée, avec à la clé une consécration méritée en Coupe d'Algérie, veut revoir ses ambitions à la hausse lors du prochain exercice. Après le départ de l'entraîneur Amrani Abdelkader, tenté par un nouveau défi ailleurs, l'engagement du technicien Alain Geiger avait pour objectif de restructurer l'équipe et d'assurer la continuité. Cela fait donc une vingtaine de jours que l'équipe a repris le travail sous la houlette de l'entraîneur helvétique. Pour leur premier stage d'intersaison, les Béjaïois ont bouclé avant-hier leur premier cycle de préparation à Ain Draham (Tunisie). Les camarades de Mebarki ont ensuite

aborder un autre stade de la préparation avec un travail spécifique ayant pour seul objectif de préparer les matches amicaux. Ayant jugé utile d'augmenter la charge de travail lors de cette deuxième phase de préparation, Geiger ne semble pas se soucier des conditions climatiques difficiles, notamment durant ce mois de Ramadhan. Cela a bien évidemment créé un vent de contestation chez les joueurs, qui estiment que le coach leur impose un rythme très élevé. Tous les joueurs présents commencent déjà à ressentir les effets des efforts physiques, mais savent que ce qui les attend cette semaine est plus dur. Ils n'ont pas hésité d'ailleurs à communiquer leurs doléances à la direction du club. C'est dire que cette seconde semaine en Tunisie s'annonce très chargée, du

moment que le staff technique a programmé du biquotidien durant toute la semaine et ce, jusqu'à mercredi, qui marquera la fin de ce premier stage. Pis encore, les camarades de Zerdab, qui ont été informés de la suite du programme, se sont montrés très sceptiques, sachant que dès leur retour au pays, ils enchaîneront directement avec un second stage à Alger, qui sera ponctué par deux matches amicaux et ce, jusqu'à la veille de l'Aïd. Une situation qui a embarrassé les joueurs qui espèrent néanmoins que leur entraîneur Geiger modifie quelque peu le programme.

Dans un premier temps, les coéquipiers de Hamzaoui veulent au moins rentrer chez eux dès la fin de ce stage d'Ain Draham pour passer quelques jours en famille, car pour eux, il est inconcevable de rester loin des leurs, sachant qu'un autre stage de 20 jours est programmé juste après l'Aïd à Gamarth (Tunisie), avant d'enchaîner avec un dernier regroupement, le quatrième, à Alger, qui va précéder la première journée du championnat. En tous cas et afin de préserver l'intégrité des joueurs et leur sérieux, Geiger devrait revoir ses plans, surtout qu'il se dit très satisfait du travail accompli jusqu'à présent et de la discipline qui règne au sein du groupe. En effet, aucun incident n'a été enregistré depuis la reprise et les joueurs se soumettent facilement aux instructions du coach, ce qui lui facilite la tâche et ce, malgré l'intensité des exercices. Il est donc important de favoriser ce climat avant que le fossé entre l'entraîneur et les joueurs ne fasse capoter toute la préparation. Il faut avouer que ces stages bloqués à répétition finiront par créer des problèmes parmi le groupe, qui risque de perdre sa concentration et de se diviser en petits clans. A l'heure actuelle, la direction du MOB a réussi à mettre en place une équipe qui semble beaucoup plus ambitieuse que celle de l'exercice écoulé, avec pas moins de neuf recrues officielles et ce, malgré les départs de Dehouche, Rehal et Mansouri.

Lors de la première journée du championnat, le MOB se rendra à l'Arba pour affronter le RCA de Dziri Billel.

USMBA - Sur fond d'interrogation

L'entraîneur tunisien entame sa mission

M. O. Noureddine

Après avoir été repoussée en raison de quelques contraintes, la reprise tant attendue des Vert et Rouge s'est déroulée, enfin, ce mercredi soir au stade 24-Février 56. Dirigée par l'entraîneur tunisien, Mouaz Bouakaz, lequel a pris ses fonctions en la circonstance, cette première séance, le moins que l'on puisse dire, s'est effectuée en douceur et ce, en l'absence de plusieurs éléments. Cette reprise tant attendue par les fans Vert et Rouge était beaucoup plus une prise de contact où l'entraîneur Bouakaz et son staff visaient à remettre le groupe dans le bain. Suivra, ensuite,

un léger entraînement de remise en forme. Le travail foncier ne s'effectuera qu'après quelques jours. Les Vert et Rouge enchaîneront par un stage de préparation, indique une source proche du club. Le regroupement aura lieu après le mois de Ramadhan probablement. Ainsi donc, durant toute cette période qui a précédé la reprise, les responsables de l'USMBA ont fait appel à de nouvelles recrues qui viendront s'ajouter à l'ossature de l'équipe maintenue dans sa grande majorité. En effet, plusieurs joueurs en fin de contrat ont tout simplement placé le challenge sportif au-dessus de tout, au moment où un grand nombre d'entre eux ne figure-

ront pas dans l'effectif la saison prochaine. Cette fameuse liste noire devrait être rendue publique le moment opportun, même si certains ont été déjà avisés. De visu, les Vert et Rouge ne sont pas encore véritablement rentrés dans le bain de la préparation d'intersaison. Toutefois, il n'en demeure pas moins que des interrogations quant à l'absence de certains cadres se posent avec acuité d'autant que certains cadres exigent leurs lettres de libération à l'image de Jonathan, Chérifi, Choubani et autres. En effet et bien qu'ils soient encore sous contrat, des joueurs refusent de remplir préférant monnayer leur talent sous d'autres cieux.

GC Mascara

Sobhane chargé de restructurer le club

Mohamed Belkecir

Attendue avec impatience, l'AG ordinaire du GC Mascara, qui devait servir à crever l'abcès entre les différentes parties, a contraint des supporters gonflés à bloc de faire irruption dans la salle de l'OPOW où se déroulait ce conclave, ce qui créa une atmosphère électrique. Cette assemblée présidée par le président du comité directeur, Sobhane, a vu la présence du représentant de la DJS, Djaker, d'un huissier de justice, Gotni, outre les vingt-trois membres de l'AG. Si le bilan moral est passé comme une lettre à la poste, le volet financier, par contre, n'a pas échappé aux critiques malgré le quitus d'un expert-compta-

ble. Le chapitre relatif aux primes de signature des joueurs a été le plus débattu tout en mettant l'accent sur le mauvais rendement des joueurs qui ont été gracieusement rémunérés, en ajoutant les factures refaites ainsi que les indemnités jugées excessives pour les entraîneurs et les frais de transport pour les joueurs extra-muros.

Malgré ce réquisitoire accablant, le président est resté de marbre en persuadant l'assistance d'être au-dessus de tout soupçon, alors que les supporters n'ont pas manqué de révéler publiquement les noms des personnes qui sont derrière cette déchéance du Ghali. A un moment donné, on a frôlé l'irréparable.

Le volet financier fait ressortir 14 mil-

lions de DA pour les recettes alors que les dépenses se chiffrent à 32 millions de DA dont 18 représentant l'apport du président Sobhane. Le bilan financier approuvé, ce dernier a été instruit de faire la chasse aux sorcières en s'entourant de personnes crédibles et désintéressées. Assuré de la confiance des supporters, le président s'est engagé à créer l'indispensable communion en élaborant un plan d'action et, plus particulièrement, d'effectuer le recrutement le plus adéquat pour permettre au Ghali de retrouver un rang plus conforme avec son passé. Sobhane a affiché sa détermination à redynamiser la formation en reconduisant au poste d'entraîneur Salem Laoufi.

JSK

L'opposition soumet ses doléances à Berraf

Kamel Mohamed

Les membres du comité de sauvegarde de la JS Kabylie ont rencontré, jeudi dernier à Alger, le président du Comité olympique algérien (COA), Mustapha Berraf, et des membres du comité exécutif du COA pour protester contre le maintien du président de la JSK, Mohand Cherif Hannachi à la tête du club.

Le comité, composé d'anciens joueurs et dirigeants de la JSK, a exposé la situation préoccupante de la JSK, exhortant le COA à intervenir en sa qualité de la plus haute autorité sportive du pays. Les membres du comité ont demandé à ce que les lois de la République soient appliquées, considérant à ce propos que le président actuel de la JSK occupe illégalement son poste depuis trois années. Le comité demande le départ pur et simple de Hannachi, tenu pour «responsable» des mauvais résultats du club, lequel n'est pas sa propriété privée, pour reprendre les propos des membres du comité. Hannachi est éga-

lement accusé de «mauvaise gestion». Ce même comité avait déjà rencontré le président de la FAF, Mohamed Raouraoua, ainsi que les autorités locales de la wilaya de Tizi Ouzou. Ce comité est monté au créneau après le revirement de Hannachi, sachant que le président de la JSK s'était engagé, dans une déclaration à la Télévision nationale, qu'il quittera le club à la fin du championnat de la précédente saison. Ce qui n'est pas le cas à présent. Hannachi est déterminé à rester au club. Pis encore, il a affirmé qu'il «traînera devant les tribunaux» les membres du comité, lesquels ont porté de «graves accusations», selon Hannachi. Le comité de sauvegarde de la JSK avait déjà organisé deux marches populaires à Tizi Ouzou pour exiger le départ de Hannachi. Ce dernier affirme qu'il refuse d'organiser une contremarche dans le but, a-t-il précisé, de ne pas diviser la Kabylie. En attendant, Hannachi demeure imperturbable et s'attelle à préparer la nouvelle saison en procédant au recrutement de joueurs.

ASM Oran

Une reprise en douceur



M. Zeggai

Les joueurs asémistes ont repris le chemin des entraînements en l'absence totale des anciens joueurs mais en présence de nouvelles recrues, Fellah et Boukatouh (ex-RCA) ainsi que Hadji (ex-USMO) et Ghomari (ex-IRBM). Notons que cette reprise a permis au staff technique de tester de nouveaux joueurs, venus tenter leur chance, ce qui a surpris plus d'un et nombreux sont ceux qui étaient étonnés par cette démarche. A cet effet, l'entraîneur Kamel Mouassa, qui n'a pas été du tout emballé par le niveau présenté par ces nouveaux éléments, a tenu une réunion avec les dirigeants et le président du CSA/ASMO, Merouane Baghor, mais en l'absence de Saâdoun Mohamed "Moumouh", actuellement en Espagne pour des raisons de santé. Sauf revirement de dernière minute, les choses sérieuses commenceront cet après-midi avec la convocation de la totalité de l'effectif qui sera soumis au biquotidien. Côté renforts, on vient d'apprendre qu'un attaquant de l'OM, Rahoui, serait sur les tablettes des responsables du club, alors que le jeune espoir Rachid Adjal, récemment promu en équipe fanion, manquera à l'appel pour cette reprise en raison d'une intervention (hernie). Par ailleurs,

trois juniors ont été autorisés par le staff technique à entamer la préparation avec les seniors dont Hamra, dont on dit le plus grand bien et que la direction songe à lui faire signer un contrat. A propos de la préparation, le coach Mouassa a été contraint de modifier son plan d'action en raison de l'absence de la plupart des cadres de l'équipe. L'entraîneur en chef et son adjoint, Hadj Merine, ont programmé deux séances aujourd'hui au stade Bouakeul, la première en diurne et la seconde à 22h30. Benkabilia, Barka et Tabti, retenus par un stage de l'équipe nationale olympique, seront aux abonnés absents cet après-midi au même titre d'ailleurs que le défenseur nigérien qui est rentré chez lui. Par ailleurs, sur insistance de l'entraîneur en chef, les dirigeants sont à la recherche d'un défenseur axial, un arrière latéral et un attaquant dont les profils ont été déterminés par Kamel Mouassa. Par ailleurs, on a appris d'une source proche du club que l'entraîneur Omar Bouazza Krachai, vainqueur de la dernière Coupe d'Algérie des U21 avec le Mouloudia d'Oran, aura été approché par la direction de l'ASMO pour la prise en mains de l'équipe espoir en vue de la prochaine saison. A noter que Bouazza Krachai avait porté les couleurs de l'équipe asémiste durant les années 1990.

Copa America 2015 Le Chili et l'Argentine pour l'apothéose



Presque 100 ans d'échecs ! Ce soir (21h00) à domicile, le Chili espère remporter pour la première fois de son histoire la compétition-reine du football sud-américain et la plus ancienne du monde, la Copa America, née en 1916. La «Roja» est l'une des trois équipes du continent à n'avoir jamais décroché le célèbre trophée, avec l'Equateur et le Venezuela, tout en ayant participé à quatre finales (1955, 1956, 1979 et 1987). La sélection chilienne avait pourtant inauguré le tournoi en 1916 dans un match contre l'Uruguay, l'équipe qui devait remporter le titre d'une première édition organisée par l'Argentine. Depuis, la «Roja» a entamé un long chemin de croix de presque un siècle, malgré 37 participations à ce tournoi emblématique. Pour cette 44e édition de la Copa, le Chili, pays hôte, arrive en finale invaincu, fort de quatre victoires et d'un match nul, inspiré par son méthodique entraîneur, l'Argentin Jorge Sampaoli.

Privées et entourées de strictes mesures de sécurité, Sampaoli a peaufiné sa stratégie avec ses joueurs, une génération dorée sur le point de disputer le match le plus important de sa vie. «Arriver à la finale nous remplit d'espoir et de satisfaction», a assuré Claudio Bravo, gardien de but et capitaine de l'équipe. Le Chili affrontera samedi son ennemi juré, l'Argentine. Et dans cette rivalité, la balance penche clairement du côté de cette dernière, que la Roja n'a jamais battue en 24 confrontations en Copa. Si le palmarès du Chili est vierge, celui de l'Albiceleste est bien garni, bien qu'elle vive une longue traversée du désert: elle veut mettre fin à une période de 22 années sans titre depuis sa victoire dans la Copa America en 1993, et égaliser l'Uruguay qui a remporté 15 trophées. L'Argentine, finaliste de la dernière Coupe du monde, arrive à Santiago avec la mégastar Lionel Messi à la tête d'une sélection d'individualités qui a écrasé le Paraguay en demi-finale 6-1.

Méfiance cependant, car la ferveur de 45.000 spectateurs déchaînés qui vont remplir le Stade National de Santiago, théâtre de cet ultime duel, peut aussi donner des ailes à Arturo Vidal, Alexis Sanchez et les autres.

«L'histoire nous a enseigné que nous n'avons jamais été favoris, mais nous sommes pleins d'énergie et d'enthousiasme», a martelé jeudi Bravo en conférence de presse. «Nous sommes ceux qui peuvent transmettre durant 90 minutes une immense joie», a ajouté Bravo, s'insurgeant contre le pessimisme de certains médias chiliens sur l'issue du match. Conscient de la pression du public sur ses joueurs, Jorge Sampaoli a cherché divers moyens pour motiver ses troupes et les distraire, comme déjeuner à l'extérieur du bunker de la «Roja» ou recevoir leurs familles et rencontrer des supporters. «La motivation dans une finale est garantie. Mais nous devons veiller à gérer certaines craintes, une certaine anxiété», a confirmé Sebastian Beccacece, adjoint du sélectionneur.

Scandale de la FIFA

Les Etats-Unis demandent l'extradition de sept responsables

La Suisse a annoncé, jeudi 2 juillet, avoir reçu les demandes d'extradition émises par les Etats-Unis concernant les sept responsables de la FIFA, la fédération internationale de football, arrêtés le 27 mai à Zurich dans le cadre du vaste scandale de corruption présumée à la FIFA. Ces sept cadres, dont le vice-président et membre du comité exécutif, Jeffrey Webb, avaient été arrêtés par la police suisse, à la demande de la justice américaine et placés en détention en vue d'une extradition. Leur interpellation – qui intervenait au premier jour du Congrès de la FIFA et avant le vote pour accorder un nouveau mandat à Joseph Blatter, son président – avait été le premier coup de théâtre de l'enquête pour corruption sur l'instance dirigeante du football. Le parquet du district est

de New York, qui a émis les mandats d'arrêt le 20 mai, les soupçonne d'avoir accepté des pots-de-vin pour plus de 100 millions de dollars (90,4 millions d'euros).

Ces actes de corruption convenus et préparés sur le sol américain et réalisés par le biais de banques américaines ont été versés, selon les présomptions des procureurs new-yorkais, par des représentants des médias sportifs et d'entreprises commerciales sportives pour obtenir des droits de diffusion, de commercialisation et de sponsoring lors de tournois de football aux Etats-Unis et en Amérique latine. Le ministère suisse avait, par ailleurs, expliqué qu'il avait fait bloquer des comptes dans plusieurs banques suisses par lesquels les sommes en question ont transité. Sur ordre de

l'Office fédéral de la justice suisse, la police cantonale de Zurich entendra les sept dirigeants détenus sur les demandes d'extradition.

La Suisse leur accordera ensuite un délai de quatorze jours pour prendre position, délai qui peut être prolongé, « pour des motifs sérieux », de quatorze jours supplémentaires. Ensuite, l'Office fédéral de la justice suisse rendra sa décision « dans les semaines qui suivent », décision qui pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal pénal fédéral. Au total neuf élus de la FIFA et cinq professionnels du marketing sportif avaient été inculpés par les autorités dans le cadre de cette affaire de corruption. Six inculpés qui n'étaient pas présents lors des premières arrestations sont désormais recherchés par Interpol.

Stade du 5-Juillet - Ayant fait peau neuve

Le Premier ministre procède aujourd'hui à sa réouverture

Le stade du 5-Juillet sera officiellement rouvert aujourd'hui par le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, qui effectuera une visite de travail et d'inspection dans la wilaya d'Alger. Le Premier ministre devrait s'enquérir des travaux de rénovation et de modernisation effectués au niveau du plus grand stade d'Algérie, inauguré en 1972. Pour rappel, le stade a été fermé suite à la mort de deux supporters, le mois de septembre 2013, à l'occasion du derby USMA-MCA. Les deux supporters avaient chuté suite à l'effondrement d'une partie de

la tribune supérieure. Le stade a ainsi subi des travaux de confortement et de consolidation ayant coûté 1,5 milliard de dinars, alors qu'une autre enveloppe de 6,67 milliards de dinars a été dégagée pour sa modernisation. Le stade est désormais doté de nouveaux écrans électroniques géants et de systèmes de télésurveillance, de sonorisation et d'éclairage ainsi que d'une pelouse ayant un système de drainage performant. La piste d'athlétisme a également été refaite. Il y a également un projet d'effectuer des travaux d'extension du stade en cons-

truisant de nouvelles tribunes couvertes. Toutefois, la chute des prix de pétrole serait à l'origine du report du projet d'extension du stade. A présent, avec la réouverture du stade olympique, les matches derbys algérois y devraient être domiciliés dès la nouvelle saison (2015-2016). Le président de la Ligue de football professionnel, Mahfoud Kerbadj, avait saisi de manière officielle le ministère de la Jeunesse et des Sports afin de permettre la domiciliation de ces rencontres dans ce stade.

Kamel Mohamed

Diamond League Makhloufi tentera de confirmer sa belle forme à Paris

L'Algérien Taoufik Makhloufi, champion olympique du 1.500 m à Londres, participera au 1.500 m du meeting «Areva» à Paris pour le compte de la Ligue de Diamant d'athlétisme, selon la liste des participants, publiée par le site officiel de la compétition. Auréolé de sa cinquième meilleure performance mondiale de tous les temps sur 1.000 m, réalisée, mercredi, à Nancy, Makhloufi tentera de confirmer sa belle forme et assurer son billet pour les mondiaux de Pékin, en août prochain. Outre Makhloufi, la course qui débutera à 20h02 (heure algérienne), verra la participation de 15 autres athlètes dont les Kenyans Robert Kiptoo (3:33.64) et Kiplagat Silas (3:34.84) ou encore l'Ethiopien Wotte Aman auteur de 3:34.73 cette saison. Ce sera la première course de Makhloufi, cette saison sur 1.500 m, après le 800 m disputé, le 30 mai dernier, lors du meeting d'Eugène (Etats-Unis) où il avait terminé 3^{ème}, avec un chrono de 1:45.17, derrière l'Ethiopien Mohammed Aman (1^{er}, en 1:44.92) et le Botswanaï Nijel Amos (2^{ème}, en 1:45.06).



MC Oran

L'AG des actionnaires le 9 juillet



L'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société sportive par actions (SPA) du MC Oran se tiendra, le 9 juillet en cours, a appris l'APS auprès de la direction du club. Outre la présentation par le président Ahmed Belhadj de ses bilans moral et financier, le rendez-vous sera une occasion pour le premier responsable mouloudéen d'évoquer d'autres sujets, notamment les problèmes financiers auxquels fait face son administration, précise la même source. Récemment, Belhadj a lancé un appel aux autorités locales d'Oran pour venir en aide au club, indiquant qu'il s'était retrouvé « seul à faire face à la récurrente crise financière » qui frappe le MCO. Le président mouloudéen avait succédé à Youcef Djebbari, aux commandes de la SPA-MCO, l'été passé, après avoir reçu des assurances de la part des autorités locales de l'aider, dans sa mission, a-t-il rappelé. Avant l'assemblée générale de jeudi prochain, Belhadj n'écarte pas l'idée de jeter le tablier si « toutes les parties concernées ne s'impliquent pas dans le règle-

ment des problèmes du club », a-t-il menacé, dans des déclarations à la presse.

Pour sa première saison, à la tête de la formation d'Al-Bahia, Belhadj a réussi à qualifier son équipe à la prochaine édition de la Coupe de la CAF après dix ans d'absence de la scène continentale. Les Mouloudéens ont terminé à la troisième place au classement du championnat. En prévision de la saison à venir, il a réussi à faire prolonger son contrat à l'entraîneur français, Jean Michel Cavalli. Il a, également, engagé huit nouveaux joueurs : Moussi (US Chaouia), Ziad (CRB Ain Fekroun), El Oghi (USM Bel-Abès), Aich (AS Khroub), Bouhanniche (Deportivo Leganes/D3 Espagne), Benyahia (CA Batna), Alieu Darbo (FC Mosta/division 1 maltaise) et Hamza Demane (US Chaouia). L'attaquant libyen Mohamed Zaâbia a, quant à lui, réintégré les rangs du MCO après avoir été prêt à l'Ittihad Tripoli, en janvier dernier. Le club oranais entamera la prochaine saison footballistique, en déplacement face au champion en titre l'ES Sétif.

Tour de France - Coup d'envoi aujourd'hui Quatre favoris et des outsiders



Quatre «fantastiques», l'expression à la mode, réunissent les favoris numéros un du Tour de France, qui démarre aujourd'hui, avec une tendance favorable à ceux qui ont obtenu les... moins bons résultats de la saison. Vincenzo Nibali, qui a attendu samedi dernier pour récolter au championnat d'Italie son premier succès de l'année, et le grimpeur colombien Nairo Quintana, vainqueur en mars de Tirreno-Adriatico mais devancé dans la récente Route du Sud, partent avec un pronostic favorable. Chris Froome, le Britannique qui s'est imposé au Critérium du Dauphiné, figure lui aussi en première ligne au départ d'Utrecht, aux Pays-Bas. Tout comme Alberto Contador, l'Espagnol au palmarès le plus étoffé, enrichi fin mai d'une nouvelle victoire au Giro. Des cinq directeurs sportifs consultés par l'AFP, deux privilégient Quintana, deux autres Nibali. Mais tous se refusent à écarter tant Froome que Contador au vu de leurs performances précédentes. «Il est difficile d'en faire sortir un du lot», répond Vincent Lavenu (AG2R La Mondiale) qui demande à attendre le contre-la-montre par équipes, à la fin de la première semaine: «Si Quintana est toujours là avec les meilleurs, ce sera lui le favori. Pour moi, c'est le grand champion en devenir». Philippe Mauduit (Lampre), qui a dirigé Contador jusqu'à l'an passé, désigne lui aussi le grimpeur colombien, deuxième derrière Froome lors de ses débuts dans le Tour en 2013: «J'aurais envie de miser sur Quintana qui a bien géré son début de saison. Même si je pense qu'intrinsèquement Alberto (Contador) est encore au-dessus des autres favoris en montagne». Le Colombien, le plus jeune (25 ans) du quatuor, est cité favorablement par Alain Galopin: «En montagne, il n'y a qu'un Quintana au sommet de sa forme qui

puisse faire une grande différence». Mais le technicien de Trek préfère opter pour Nibali. «Capable de faire, on l'a vu l'an dernier, de gros écarts sur les pavés». «Ce Tour convient à un coureur très complet et Nibali est le plus complet de tous, il n'a pas de point faible», ajoute-t-il à propos du Sicilien qui excelle aussi dans les descentes et supporte les conditions climatiques défavorables. «Quand il prépare un objectif, Nibali se loupe rarement, renchérit Andy Flickinger (Europcar). Il a gagné les trois grands Tours, il a l'expérience des grandes courses». Mais Contador, lui aussi déjà vainqueur des trois grands Tours, est placé quasiment au même niveau par Flickinger: «Nibali ne pourra pas le faire sauter dans les cols et Contador descend lui aussi très bien. Son équipe semble moins forte mais, sur le

Tour, c'est moins gênant qu'au Giro. Il pourra bénéficier du travail des autres formations». «Contador s'est rassuré au Giro, il a réussi sa première partie de saison», estime Christian Guiberteau (Giant), perplexe au moment de choisir un seul nom au regard du récent Dauphiné: «Nibali et Froome ont remis les pendules à l'heure». «Froome est mieux quand la course est organisée, quand les étapes sont dures, analyse-t-il. Nibali est capable d'improviser, de créer des ouvertures. Il a intuitivement la science de la course, qui compense le rouleau compresseur de l'équipe de Froome, même si la Sky ne roule plus comme elle le faisait auparavant et court de façon plus raisonnable, en calculant un peu». «Je n'ai pas l'impression que ça se dégage, avoue-t-il. Si le Tour pouvait être comme ça, avec cette incertitude...»

Les 21 étapes

4 juillet: 1re étape, Utrecht (Pays-Bas) - Utrecht, 13,8 km (contre-la-montre individuel)
5 juillet: 2e étape, Utrecht - Zelande (Pays-Bas), 166 km
6 juillet: 3e étape, Anvers (Belgique) - Huy (Belgique), 159,5 km
7 juillet: 4e étape, Seraing (Belgique) - Cambrai, 223,5 km
8 juillet: 5e étape, Arras - Amiens Métropole, 189,5 km
9 juillet: 6e étape, Abbeville - Le Havre, 191,5 km
10 juillet: 7e étape, Livarot - Fougères, 190,5 km
11 juillet: 8e étape, Rennes - Mûr-de-Bretagne, 181,5 km
12 juillet: 9e étape, Vannes - Plumelec, 28 km (contre-la-montre par équipes)
13 juillet: repos
14 juillet: 10e étape, Tarbes - La Pierre-Saint-Martin, 167 km
15 juillet: 11e étape, Pau - Cauterets Vallée de Saint-Savin, 188 km
16 juillet: 12e étape, Lannemezan - Plateau de Beille, 195 km
17 juillet: 13e étape, Muret - Rodez, 198,5 km
18 juillet: 14e étape, Rodez - Mende, 178,5 km
19 juillet: 15e étape, Mende - Valence, 183 km
20 juillet: 16e étape, Bourg-de-Péage - Gap, 201 km
21 juillet: repos
22 juillet: 17e étape, Digne-les-Bains - Pra-Loup, 161 km
23 juillet: 18e étape, Gap - Saint-Jean-de-Maurienne, 186,5 km
24 juillet: 19e étape, Saint-Jean-de-Maurienne - La Toussuire Les Sybelles, 138 km
25 juillet: 20e étape, Modane Valfréjus - Alpe d'Huez, 110,5 km
26 juillet: 21e étape, Sèvres Grand Paris Seine Ouest - Paris Champs-Élysées, 109,5 km

Mondial féminin 2015

Japon - Etats-Unis en finale

Comme lors de la précédente édition en 2011, le Japon affrontera les Etats-Unis en finale de la Coupe du Monde féminine de football après sa qualification mercredi face à l'Angleterre à Edmonton (2-1). La finale aura lieu dimanche à Vancouver (00h00). Les Japonaises tenteront de conserver leur titre alors que les Américaines, qui n'ont plus été titrées depuis 1999, voudront leur revanche après leur défaite aux tirs au but il y a quatre ans à Francfort. Mercredi à Edmonton, le match s'est dénoué de façon cruelle pour les Anglaises avec un but contre son camp de Bassett dans le temps additionnel (90+2). Jill Scott et ses partenaires avaient jusqu'alors fait mieux que résister et semblaient

prêtes à créer une nouvelle surprise en emmenant les tenantes du titre japonaises en prolongation. Mais en voulant dégager alors qu'elle était sous pression, Bassett a expédié le ballon en pleine lucarne de sa propre gardienne. Comme la première demi-finale de mardi entre l'Allemagne et les Etats-Unis (un penalty raté par l'Allemagne, un réussi par les Etats-Unis), le match avait auparavant été une affaire de penalties. Le Japon était d'abord récompensé de sa domination et de sa maîtrise collective par un penalty obtenu par Ariyoshi, peut-être à l'extérieur de la surface, et transformé par Miyama (33e). Mais comme depuis le début du tournoi, l'Angleterre a encore surpris par sa capacité de réaction et a rapi-

dement égalisé, elle aussi sur penalty. La capitaine Houghton est tombée très facilement sur un contact pour le moins minime avec Ogimi et Williams a égalisé (1-1, 40e).

Revenues dans le match, les joueuses de Mark Sampson ont alors vraiment gêné les championnes du monde en titre et ont même eu les meilleures occasions avec notamment une énorme frappe sur la barre signée Duggan (62e) et des tirs dangereux de White (64e) et Jill Scott (66e). Mais c'est donc le coup de théâtre signé Bassett qui a décidé du sort du match. Les Japonaises iront en finale et les Anglaises devront se contenter du match pour la troisième place samedi à Edmonton face à l'Allemagne.

Le journal des transferts

● L'Atletico ne lâche pas Motta

Selon AS, l'Atletico Madrid n'a pas abandonné l'idée de faire revenir Thiago Motta. Diego Simeone aimerait en faire une des pièces maîtresses de son milieu de terrain l'année prochaine. De son côté le PSG n'a toujours pas réussi à prolonger l'ancien joueur de l'Inter. Pour rappel Motta a déjà évolué sous les couleurs des Colchoneros en 2003-2004.

● Arsenal va dégraisser

Selon la presse anglaise, les Gunners veulent alléger leur effectif durant l'intersaison. Ainsi, Arsène Wenger ne serait pas contre les départs de Podolski, Ospina, Campbell ou encore Flamini et Jenkinson.

● Podolski aurait signé à Galatasaray

Selon Bild, Lukas Podolski aurait signé avec Galatasaray. L'international allemand se serait engagé pour 3 ans et un salaire de 3,5 millions d'euros par saison. Le club turc aurait versé 4 millions d'euros à Arsenal.

● De Gea est à Madrid... pour les vacances

David De Gea est à Madrid, ce n'est pas pour négocier son futur contrat avec le Real où le gardien est annoncé depuis des semaines. L'Espagnol de 24 ans a tenu à préciser que cela était uniquement pour les vacances. Cela peut néanmoins porter à confusion.

● Nani à Fenerbahçe, signature dimanche ?

Fenerbahçe espère recruter rapidement Nani qui n'est plus désiré à Manchester United. Le club turc a lui-même confirmé son intérêt pour le joueur portugais et a indiqué qu'il devrait se rendre sur place dimanche. L'équipe d'Istanbul devrait déboursier 5 millions d'euros dans cette transaction.

● Guardiola dit non à Di Maria

Pep Guardiola a affirmé jeudi qu'il n'était pas intéressé par Angel Di Maria. "Non", a répondu le technicien du Bayern Munich au sujet de l'ailier argentin annoncé en Allemagne par certains médias. "Je n'ai pas besoin de regarder les matches de l'Argentine car je connais très bien son style de jeu. United n'a pas payé autant pour rien, c'est un grand joueur, même si certains transferts sont parfois vraiment fous", a précisé Guardiola.

● Monaco refuse 20M euros pour Abdennour

Auteur d'une belle deuxième partie de saison avec Monaco, Aymen Abdennour possède beaucoup de courtisans durant ce mercato. Le défenseur central de 25 ans est notamment suivi par West Ham, qui aurait proposé 20 millions d'euros pour s'attacher ses services. Selon L'Equipe, Monaco a refusé cette offre car le club du Rocher souhaite cinq millions de plus. Outre West Ham, Abdennour intéresse également le Bayern Munich ou encore l'Atletico Madrid.

● Sergio Ramos ne fera pas «marche arrière»

En Une de Marca, Sergio Ramos affiche un visage grave, déterminé. "Il ne fera pas marche arrière, peut-on lire en première page du quotidien sportif espagnol. L'argent est passé au second plan. Le défenseur ne pardonne pas qu'on ait douté de son professionnalisme et de son madridisme". Une bonne nouvelle pour Manchester United qui espère toujours convaincre le Real de céder son défenseur. Une première offre de 45 M euros a été refusée par la Casa Blanca.

● Falcao à Chelsea

Chelsea a officialisé hier l'arrivée de Radamel Falcao. L'attaquant colombien de 29 ans fait l'objet d'un prêt d'un an avec option d'achat. L'AS Monaco l'avait déjà prêté à Manchester United la saison dernière. "Je suis très heureux de rejoindre Chelsea et j'ai hâte de commencer l'entraînement avec l'objectif de conserver le titre et de connaître le succès en Coupe d'Europe", a commenté le Colombien.

● Luiz Adriano au Milan AC

Le Milan AC a recruté Luiz Adriano. L'attaquant du Shakhtar Donetsk a signé un contrat de cinq ans en faveur du club lombard. Le Brésilien de 28 ans sort d'une saison à 21 buts en 33 matches (dont 9 en Ligue des champions).

● Van Persie vers le Besiktas ?

Plus vraiment désiré à Manchester United, Robin van Persie pourrait rebondir au Besiktas selon The Sun. "Nous sommes prêts à faire une offre, même si elle nous pousse à la limite sur le plan financier", annonce le directeur sportif du club turc, cité par le tabloïd britannique. D'après The Sun, van Persie ne serait pas contre l'idée de rejoindre la Turquie, à un an du terme de son contrat avec MU.

● Pour remplacer Cech, Chelsea met 10 millions sur Begovic

Selon le Telegraph, Chelsea a fait une nouvelle offre de 10 millions d'euros pour Asmir Begovic. Le portier bosniaque de 28 ans n'a plus qu'un an de contrat à Stoke City. Chez les Blues, il serait la doublure de Thibaut Courtois.

● City à fond sur Bellarabi

Selon le Sun, Manchester City va proposer 35 millions au Bayer Leverkusen pour Karim Bellarabi. L'ailier allemand de 25 ans est sous contrat avec son club jusqu'en 2020.

● Bacca s'en va à Milan...

Le FC Séville a annoncé avoir trouvé un accord avec l'AC Milan pour le transfert de Carlos Bacca. L'attaquant colombien de 28 ans, qui a inscrit 20 buts en Liga la saison dernière, était arrivé en juillet 2013 en Andalousie.

● Séville pense à Rolan

Pour remplacer Carlos Bacca, le club andalou songe au Bordelais Diego Rolan selon L'Equipe. Les dirigeants girondins réclameraient 12 millions d'euros pour l'Uruguayen, sous contrat jusqu'en 2017.



11.00 Houb fi qafasse el itiham
12.00 Kayefa souniaat
12.20 El siradj el mounir
12.30 Sahla mahla
13.00 Journal télévisé
13.40 Bint echabander
14.30 El dourousse el mouhamadia
15.30 Djoussour
15.45 Moutaât el maïda

16.20 Oualid mama
17.00 Journal télévisé amazight
17.20 Voyage dans l'imaginaire
17.30 Biyen chetartek
18.00 Tadar tarbah
18.45 Journal télévisé
19.30 Hana fi h'na
19.50 Ki nissa ki ridjal
20.10 Tilawat el coran
20.30 Sit com rayah djaya
20.50 Cercala

21.05
wassa balek

Camera cachée
21.20 Houb fi qafasse el itiham
Feuilleton
22.00 Fatima Fatma et Fatouma
22.15 Lamat ramadhan
22.30 Film
01.00 Concert de chant Warda Al-Jazairia
01.30 Journal télévisé



19.56 Fort Boyard



10.25 Les Z'amours
10.55 Tout le monde veut prendre sa place
12.00 Journal
12.40 Tour de France à la voile
12.45 Cyclisme
16.45 Vélo club
17.45 Mot de passe
18.55 Météo 2
19.00 Journal
19.40 Parents mode d'emploi
19.49 40 ans sur les Champs
19.50 Image du Tour
19.51 Météo 2

Présenté par Olivier Minne
Sous la houlette du polémiste Aymeric Caron, le comédien Gérard Vives, le passionné d'aventure Laurent Maistret, la chroniqueuse Hélène Gateau ainsi que les animateurs Damien Thévenot et Carinne Teyssandier jouent pour l'association L214, qui dénonce les traitements infligés aux animaux utilisés dans la production alimentaire. Cette année, le Fort accueille une recrue : Rouge, la sœur jumelle de Blanche.
22.10 On n'est pas couché
00.45 Grand public, grand format



19.50 Crimes et botanique



11.00 12/13 : Journal régional
11.25 12/13 : Journal national
11.55 Village départ
12.50 Les grands du rire
14.00 En course sur France 3
14.20 Les carnets de Julie
16.15 Personne n'y avait pensé !
16.55 Questions pour un super champion
18.00 19/20 : Journal régional
18.30 19/20 : Journal national
19.00 Tout le sport
19.20 Zorro

Saison 1 - Episode 3
- Une parcelle de bonheur
Avec **Annie Grégorio, Carole Richert, Yvon Back, Elise Tielrooy**
Josselin cultive une parcelle de terre dans des jardins ouvriers dont les plantes sont touchées depuis peu par une étrange maladie. Peu après l'arrivée de Laure et Marjolaine, appelées sur place, Josselin meurt dans un accident. Amie de longue date du défunt, Laure rejette la version officielle, privilégiant la piste du meurtre.
21.35 Soir 3
21.55 Enquêtes réservées
23.40 Claude
01.15 Esa-Pekka Salonen dirige l'Orchestre de Paris



12.30 Les secrets de l'Égypte antique
13.25 Les 100 lieux qu'il faut voir
14.25 Les dessous de
15.15 Vu sur Terre
16.15 Sauvés de l'extinction
17.10 Je serai un homme
18.00 Entre toi et moi, l'empathie
19.00 Une maison, un artiste
19.35 Echappées belles
21.10 Nus et culottés
22.00 Terres de glace
22.50 Les secrets de l'Égypte antique
23.40 La tournée des popotes
00.35 Le Paris de Napoléon, à la recherche du rêve impérial

12.45 Le dessous des cartes
13.00 Yourope
13.25 Entre terre et ciel
14.10 Madagascar
16.25 Le blues du lémurien
17.05 Cuisines des terroirs
17.35 Arte reportage
18.30 Le dessous des cartes
18.45 Arte journal
19.00 Personne ne bouge !
19.40 La minute vieille
19.45 Objectif Mont-Blanc
21.20 Tellement gay ! Homosexualité et pop culture
22.15 Tracks
23.00 Berlin Festival 2015
00.00 La gifle

12.00 Tour de France 2015
15.41 Matière grise
16.27 Merci professeur !
16.30 64' le monde en français
17.18 L'invité
17.31 Hep taxi !
18.02 Acoustic
18.30 Le journal de France 2
19.09 La pièce manquante
20.30 Pépins noirs
21.00 TV5Monde le journal Afrique
21.21 Le journal de la RTS
21.53 Terriennes
22.00 Boulevard du palais
23.33 C'est du belge
00.00 TV5Monde le journal



TF1 19.55

LES DOUZE COUPS DE SOLEIL

Présenté par Jean-Luc Reichmann
Pour fêter l'été, l'animateur propose une édition spéciale des « 12 coups de midi ! ». Laëtitia Milot, Grégoire, les frères Bogdanov et Ariane Brodier jouent en duo avec un candidat qui a marqué le jeu : Alexandre, Sylvain, Xavier ou encore Hakim. En répondant à des questions ludiques et culturelles, ils peuvent permettre aux téléspectateurs et au public de remporter jusqu'à 100 000 euros de gains et de cadeaux et jusqu'à 50 000 euros pour l'association Réves. Celle-ci œuvre pour exaucer les vœux les plus fous des enfants et des adolescents atteints de pathologies graves.

CANAL+ 20.00

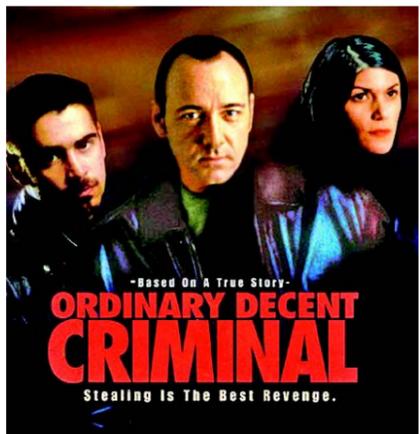
DIAMOND LEAGUE 2015



- Meeting de Paris - Saint-Denis
La huitième étape de la Diamond League s'annonce relevée avec notamment la présence d'Usain Bolt, recordman du 100m, l'épreuve reine, et sextuple champion olympique. Le sprinteur jamaïcain tente de retrouver son meilleur niveau après une préparation tronquée par les blessures. En saut à la perche, Renaud Lavillénie, vainqueur des deux premières manches du calendrier, part une nouvelle fois avec la faveur des pronostics. Le concours du saut en hauteur s'annonce disputé. Le Qatarien Mutaz Essa Barshim et l'Ukrainien Bohdan Bondarenko visent le record, 2m45.

CINE + FRISSE 19.45

ORDINARY DECENT CRIMINAL



Avec Kevin Spacey, Linda Fiorentino, Peter Mullan, Stephen Dillane
Michael Lynch, père de famille affable, est aussi un des plus grands escrocs et cambrioleurs irlandais. Régulièrement arrêté, il parvient toujours à s'en sortir en soudoyant les juges. Décidé à passer à la vitesse supérieure, il ambitionne d'effectuer un gros coup. Mais ce qu'il faisait auparavant les yeux fermés va se transformer en jeu dangereux ? La police va tout faire pour tenter de l'arrêter.

TÉLÉVISION



22.25 New York
Unité Spéciale



Saison 6 - Episode 6

- Sous le masque d'un ange
Avec **Mariska Hargitay, Christopher Meloni, Diane Neal, Richard Belzer**
Lors d'une fête, un petit garçon disparaît pratiquement sous les yeux de sa mère. Peu de temps après, l'enfant est retrouvé mort au fond d'une rue sombre. Les enquêteurs doivent non seulement faire face à un suspect particulièrement retors, mais aussi au père de la victime, un manipulateur, ivre de vengeance.
01.35 50mn Inside



19.55 The Glades



Saison 4 - Episode 5

- L'apocalypse zombie
Avec **Matt Passmore, Kiele Sanchez, Carlos Gomez, Uriah Shelton**
L'équipe est alertée par la photo d'une femme morte publiée sur Facebook par une bande de jeunes déguisés en zombies. Les enquêteurs ne tardent pas à localiser le cadavre dans un parc mais lorsqu'ils arrivent sur place, le corps a disparu. Les indices les mènent sur la trace d'un sans-abri mentalement déséquilibré à proximité duquel Jim retrouve le cadavre de la jeune femme.
01.00 Sons of Anarchy



21.00 Conversation secrète



Présenté par Michel Denisot
Michel Denisot propose un entretien qui épouse les formes de la confiance avec Didier Deschamps, le sélectionneur de l'équipe de France de football. L'ancien capitaine des Bleus, aux 103 sélections, évoque son parcours et son palmarès exceptionnel nanti de deux Ligues des Champions, un titre de champion d'Europe et de champion du Monde...
21.50 Zapping de la semaine
22.10 Zob in the Job

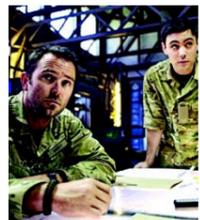
- Grand Prix de Grande-Bretagne
14.15 Golf
16.00 Plateau sport
16.30 Rugby
20.00 Diamond League 2015



12.05 Brico Club
12.31 Consomag
12.45 Une saison au zoo
15.20 Hyphen Hyphen
15.25 Le Fils du comique
17.15 Hyphen Hyphen
17.20 Un gars, une fille
19.05 Prenez garde à Batman !
19.50 Planète dinosaures
22.50 Hyphen Hyphen
22.55 Doctor Who
23.35 Monte le son, le live

08.55 The Big Bang Theory
13.10 The Middle
15.30 Tellement vrai
17.25 Stargate Universe
19.50 Strike Back
21.40 Strike Back : Le projet Aurore
23.35 Age of Dinosaurs

11.40 Ma famille d'abord
15.20 Total Blackout
16.30 Soda
20.50 Coupe du monde féminine 2015
23.00 Enquêtes criminelles : le magazine des faits divers



Crimes de guerre à Ghaza : une résolution juger les responsables



Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a, à une écrasante majorité, adopté vendredi une résolution appelant à juger tous les responsables des crimes de guerre commis pendant le conflit à Ghaza à l'été 2014. La résolution, présentée par le Pakistan, a reçu l'appui de 45 pays, dont la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne. Seuls les Etats-Unis ont voté contre, et cinq pays, dont l'Inde et le Kenya, se sont abstenus. Le représentant d'Israël, Eviatar Manor, a vilipendé la résolution, accusant le Conseil d'être un «agent provocateur», alors que le représentant palestinien, Ibrahim Khraishi, s'est félicité du texte. Cette résolution faite suite à la publication en juin du rapport de la commission d'enquête de l'ONU sur le conflit à Ghaza, qui avait conclu à de «possibles crimes de guerre». «Les informations recueillies mettent en évidence de graves violations du droit humanitaire international et des droits de l'homme par Israël et par les groupes armés palestiniens, qui, dans certains cas, constituent des crimes de guerre», avait déclaré la présidente de la commission, Mary McGowan Davis, à la présentation du rapport le 29 juin.

L'Autorité palestinienne arrête une centaine de membres du Hamas

Les forces de sécurité palestiniennes ont arrêté une centaine de membres du Hamas en Cisjordanie, selon un responsable de sécurité palestinien, faisant monter la tension entre le mouvement islamiste qui contrôle Gaza et ses rivaux de Ramallah. Les membres du Hamas, arrêtés dans la nuit de jeudi à vendredi, «avaient l'intention de perpétrer des attaques contre l'Autorité palestinienne», a indiqué le responsable palestinien qui a requis l'anonymat, sans autres précisions.

Dans un communiqué, le porte-parole du Hamas, Sami Abou Zouhri, a condamné ces arrestations, les qualifiant de «dangereuse escalade qui bloque les efforts et la réconciliation».

Il a aussi critiqué l'Autorité palestinienne pour sa «coopération sécuritaire avec l'occupation israélienne». L'Autorité palestinienne, dominée par le Fatah du président palestinien Mahmoud Abbas, fait régulièrement arrêter des membres du Hamas en Cisjordanie, mais une telle vague d'arrestations est rare.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Nigeria: une adolescente se fait exploser dans une mosquée, 12 morts



Une adolescente s'est fait exploser dans une mosquée de Malari, un village du nord-est du Nigeria, tuant 12 fidèles, ont rapporté vendredi à l'AFP un milicien

qui combat Boko Haram auprès de l'armée et un témoin. Jeudi peu après 14h00, «une kamikaze a lancé une attaque sur la mosquée de Malari, où elle a tué 12 fidèles et

elle en a blessé sept autres», a rapporté Danlami Ajaokuta, le chef d'une milice locale. «La kamikaze était une jeune fille d'environ 15 ans, elle avait été repérée par les fidèles qui se préparaient pour la prière de l'après-midi», a-t-il ajouté. «On ne la connaissait pas dans le village, et quand elle a été repérée près de la mosquée (...) on lui a demandé de partir», a expliqué un autre témoin. La jeune fille «a alors quitté la mosquée, et tout le monde pensait qu'elle était partie (...) mais au moment où les fidèles étaient en train de prier dans la mosquée, elle a couru très vite à l'intérieur de la mosquée et elle s'est fait exploser», a-t-il poursuivi. Ce nouvel attentat-suicide est survenu un lendemain de trois attaques très meurtrières, qui ont fait au moins 145 morts dans le nord-est du Nigeria.

Six morts dans une embuscade au Mali

Six Casques bleus burkinabè ont été tués jeudi dans une attaque dans le nord du Mali, la plus meurtrière contre la force de l'ONU en neuf mois, revendiquée par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). L'attaque contre la Mission de l'ONU au Mali (Minusma), mandatée par le Conseil de sécurité pour veiller à l'application de l'accord de paix signé le 15 mai par le camp gouvernemental, puis le 20 juin par la rébellion à dominante touareg, illustre la difficulté d'isoler les djihadistes, objectif assigné à cet accord par la communauté internationale. Cette embuscade «n'affectera pas la déter-

mination des Nations unies à soutenir le peuple malien et le processus de paix», a néanmoins assuré le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, selon son porte-parole. «Six soldats de la paix ont été tués et cinq autres ont été blessés» dans cette attaque survenue vers 09H00 sur l'axe Goundam-Tombouctou à 45 kilomètres au sud-ouest de Tombouctou, a affirmé la Minusma, faisant également état de deux véhicules détruits. «Je condamne avec vigueur cette nouvelle attaque terroriste contre nos Casques Bleus», a déclaré le chef de la Minusma, Mongi Hamdi, dénonçant un «crime ignoble».



La France rejette une demande d'asile du fondateur de Wikileaks



La France a rejeté vendredi une demande d'asile déposée la veille par le fondateur de Wikileaks, l'Australien Julian Assange, reclus depuis trois ans à l'ambassade d'Equateur à Londres, a annoncé la présidence française. «Compte tenu des éléments juridiques et de la situation matérielle de M. Assange, la France ne peut pas donner suite à sa demande», a indiqué l'Elysée dans un communiqué. «La situation de M. Assange ne présente pas de danger immédiat», a aussi fait valoir la présidence, en soulignant que le fondateur de Wikileaks «fait en outre l'objet d'un mandat d'arrêt européen». Julian Assange a exprimé le souhait d'obtenir l'asile en France dans une lettre adressée jeudi au président François Hollande et publiée vendredi dans le quotidien français Le Monde. Il se décrit dans cette missive comme «un journaliste poursuivi et menacé de mort par les autorités américaines «du fait de (ses) activités professionnelles». «Je n'ai jamais été formellement accusé d'un délit ou d'un crime de droit commun, nulle part dans le monde, y compris en Suède et au Royaume-Uni», affirme-t-il. Le fondateur de Wikileaks, qui fête son 44e anniversaire ce vendredi, vit reclus depuis trois ans dans l'ambassade d'Equateur en Grande-Bretagne pour échapper à une demande d'extradition vers la Suède, où deux femmes l'accusent d'agression sexuelle et de viol, ce qu'il a toujours démenti.

Ankara exclut une opération militaire imminente en Syrie



La Turquie n'envisage pas d'opération militaire du jour au lendemain en Syrie pour protéger sa frontière, a affirmé son Premier ministre islamiste-conservateur Ahmet Davutoglu, sur fond de rumeurs d'intervention persistantes dans la presse.

M. Davutoglu a annoncé vendredi avoir nommé Vecdi Gönül, un conservateur vétérinaire de la politique turque âgé de 75 ans, au poste de ministre de la Défense pour remplacer Ismet Yilmaz, élu mercredi président du Parlement. «Personne ne doit s'attendre à ce que la Turquie entre demain ou dans un avenir proche en Syrie. C'est de la spéculation», a déclaré M. Davutoglu lors d'un entretien accordé jeudi soir à la chaîne de télévision privée Kanal 7. Le chef du gouvernement turc a ajouté que «la Turquie n'attendra pas demain en cas de menace sur sa sécurité intérieure» pour agir mais que, dans les conditions actuelles, «il n'est pas question d'une intervention unilatérale». «Jamais nous ne nous laisserons entraîner dans une aventure. Que notre peuple soit tranquille», a-t-il insisté.

Espionnage: l'ambassadeur US en Allemagne «invité» à s'expliquer



L'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne a été «invité» jeudi à la chancellerie pour s'expliquer sur les révélations de Wikileaks selon lesquelles l'agence de renseignement américaine NSA a espionné plusieurs ministres allemands, selon une source gouvernementale.

Confirmant l'invitation faite à John Emerson, révélée jeudi après-midi par le Frankfurter Allgemeine Zeitung, cette source n'a pas précisé si l'entretien avait déjà eu lieu, ni avec qui. Selon les documents révélés par Wikileaks et cités mercredi par le quotidien Süddeutsche Zeitung, la NSA a non seulement écouté un portable de la chancellerie Angela Merkel mais s'est aussi intéressée aux activités des ministères des Finances, de l'Economie et de l'Agriculture. «L'actuel ministre de l'Economie et vice-chancelier Sigmar Gabriel était à l'époque dans l'opposition mais on peut néanmoins estimer qu'il a été ou est écouté», a estimé le journal de Munich, faisant état d'une liste de numéros écoutés remontant aux années 2010-2012.

Le parquet fédéral de Karlsruhe a annoncé jeudi dans un communiqué qu'il examinait les nouvelles révélations «dans le cadre de son rôle de poursuite» pour décider d'une éventuelle reprise des investigations.

EDITORIAL

Par M. Abdou BENABBOU

NOUVELLE RECETTE POUR PATISSERIE

Restreindre ces sérieux aléas alimentaires souvent mortels à la seule règle du mercantilisme de commerçants sans foi ni loi, ne serait pas conforme à une plus large vérité qui serait d'abord un vaste problème de culture de consommation et manière de vivre de toute la population.

Il est évident que des coupures d'électricité intempestives comme c'est le cas dans certaines villes ont des incidences directes sur la qualité des produits dont se nourrissent les Algériens. On connaît l'emprise du surgelé sur le marché mais son mode d'emploi reste une indication très facultative pour être prise au sérieux. Les contraintes du fournisseur d'électricité, ajoutées aux cupidités de l'épicier, du boucher, du crémier et à la nonchalance programmée de la

ménagère établissent une chaîne mortelle dont les Algériens ont du mal à échapper. Il y a manifestement pour la majorité des foyers une incapacité à s'adapter à une nouvelle culture de consommation mise à mal de surcroît par une offre d'un marché de plus en plus riche et étoffé qui fait des clins d'œil soutenus à des bourses de plus en plus rétrécies.

Chez notre pâtissier avec une grande surprise et colère débusqué qui aurait assis une renommée surfaite avec le génie d'une trouvaille à base de matières fécales dans ses gâteaux, il serait sans doute au cœur d'une pénible équation et qui, il ne faut pas s'en étonner, est capable de transformer du baba en caca quand elle n'est pas maîtrisée. Dans cette lourde équation il y a de tout. Du civisme, du patriotisme, de la connaissance au savoir-faire jusqu'à la manière de se tenir et de manger. Et ce n'est pas un problème à laisser entre les mains du tout-venant des cuisiniers politiques qui se familiarisent avec les râteliers.

Deux personnes sont mortes de botulisme à Batna ces derniers jours. Pour simplifier, le botulisme est une maladie causée par de la viande avariée.

A Oran, une grande enseigne de la pâtisserie a baissé rideaux cette semaine sur injonction de la justice et ses propriétaires sont sur le coup d'une enquête judiciaire. Le grief ? Pas besoin de le donner en dix, en cent ou en mille, car les causes relèvent de l'impensable. Après analyse au laboratoire on a tout simplement trouvé, à défaut de cerise, du caca dans les gâteaux. Le contrôle a été alerté à la suite d'une large intoxication signalée par les urgences de l'hôpital. Des consommateurs sont encore hospitalisés dans un état grave.

Il est certain que d'autres sérieuses déconvenues sont attendues avant la fin de l'été et il faut espérer que la catastrophe n'atteigne pas l'ampleur qu'on connait des régions entières quand même la peste a été tout le contraire d'une vague épidémie seulement logée dans un lointain passé.